

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

INTERUNIVERSITAIR CENTRUM
VOOR HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS

Cahiers 46 Bijdragen

M. COLLE-MICHEL

LES ARCHIVES DE LA SOCIÉTÉ
DES MINES ET FONDERIES DE
ZINC DE LA VIEILLE-MONTAGNE

1966

ÉDITIONS NAUWELAERTS
LEUVEN-LOUVAIN

BÉATRICE-NAUWELAERTS
PARIS

PUBLICATIONS DU CENTRE
UITGAVEN VAN HET CENTRUM

ARCHIVES ECCLESIASTIQUES — KERKELIJKE ARCHIEVEN

- Cahiers 2. Bijdragen 2
A. Simon, Notes sur les archives ecclésiastiques. 1957. fr. 60 (abonnement fr. 50).
- Cahiers 3. Bijdragen 3
A. Simon, Inventaire d'archives. (Papiers Villermont. Archives de la nonciature à Bruxelles. Archives des églises protestantes.) 1957. fr. 60 (abonnement fr. 50)
- Cahiers 5. Bijdragen 5
A. Simon, Inventaire d'archives. (Evêché de Namur. Château de Gaesbeek. Famille Van Meenen. Cure de Sainte-Gudule, Bruxelles. Famille Croij. Eglise Evangélique, Verviers) 1958. fr. 80 (abonnement fr. 70).
- Cahiers 10. Bijdragen 10
A. Simon, Réunions des Evêques de Belgique, 1830-1867, procès-verbaux. 1960. fr. 260 (abonnement fr. 215)
- Cahiers 14 Bijdragen 14
A. Simon, Inventaire d'archives. (Famille Licot. Papiers de Missiesy. Nonciature de Bruxelles. d'Ansembourg. Rédemptoristes (Bruxelles). d'Anethan. de Béthune. 't Serstevens. Evêche de Liège.) 1960. fr. 100 (abonnement fr. 85)
- Cahiers 17. Bijdragen 17
A. Simon, Réunions des Evêques de Belgique, 1868-1883, Procès-verbaux. 1961. fr. 270 (abonnement fr. 230)
- Cahiers 21. Bijdragen 21
A. Simon, Evêques de la Belgique Indépendante (1830-1940), Sources d'Archives. 1961. fr. 160 (abonnement fr. 135)

PRESSE — PERS

- Bijdragen 4. Cahiers 4
A. J. Vermeersch en H. Wouters, Bijdragen tot de geschiedenis van de Belgische Pers, 1830-1848. 1958. fr. 240 (abonnement fr. 200)
- Cahiers 6. Bijdragen 6
J. Leclercq-Paulissen, Contributions à l'histoire de la presse tournaïsiennne depuis ses origines jusqu'en 1914. 1958. fr. 110 (abonnement fr. 95)
- Bijdragen 12. Cahiers 12
M. De Vroede, De Vlaamse Pers in 1855-1856. 1960. fr. 120 (abonnement fr. 100)
- Cahiers 16. Bijdragen 16
Jacques Willequet, Documents pour servir à l'histoire de la presse belge, 1877-1914. 1961. fr. 140 (abonnement fr. 120)
- Bijdragen 20. Cahiers 20
Romain Van Eenoo, De Pers te Brugge, 1792-1914. Bouwstoffen. 1961. fr. 370 (abonnement fr. 315)
- Bijdragen 23. Cahiers 23
Romain Van Eenoo en Arthur J. Vermeersch, Bibliografisch repertorium van de Belgische pers, 1789-1914. 1962. fr. 140 (abonnement fr. 120)
- Bijdragen 26. Cahiers 26
Lode Wils, De liberale Antwerpse dagbladen : 1857-1864. 1962. fr. 100 (abonnement fr. 85)
- Bijdragen 28. Cahiers 28
M. De Vroede, De Belgisch-Limburgse pers van 1830 tot 1860. 1963. fr. 350 (abonnement fr. 300)
- Cahiers 32. Bijdragen 32
J. Lory, Panorama de la presse belge en 1870-1871. 1963. fr. 60 (abonnement fr. 50)
- Bijdragen 35. Cahiers 35
E. Voordeckers, Een bijdrage tot de geschiedenis van de Gentse pers in de negentiende eeuw. 1964. fr. 1020 (abonnement fr. 870)
- Cahiers 36. Bijdragen 36
J. Vander Vorst-Zeegers, Le „Journal de Bruxelles“ de 1871 à 1884. 1965. fr. 480 (abonnement fr. 410)
- Cahiers 39. Bijdragen 39
M. Blanpain, Le „Journal de Bruxelles“, Histoire interne de 1863 à 1871. 1965. fr. 90 (abonnement fr. 80)

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

INTERUNIVERSITAIR CENTRUM
VOOR HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS

Cahiers 46 Bijdragen

M. COLLE-MICHEL

LES ARCHIVES DE LA SOCIÉTÉ
DES MINES ET FONDERIES DE
ZINC DE LA VIEILLE-MONTAGNE

1966

ÉDITIONS NAUWELAERTS
LEUVEN-LOUVAIN

BÉATRICE-NAUWELAERTS
PARIS

COMITÉ DIRECTEUR
DU CENTRE
INTERUNIVERSITAIRE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

BESTUURSCOMITÉ VAN HET
INTERUNIVERSITAIR CENTRUM VOOR
HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS

G. JACQUEMYS, Université Libre de Bruxelles, président.

R. DEMOULIN, Université de Liège.

H. HAAG, Université de Louvain.

J. DHONDT, Universiteit Gent, secretaris-penningmeester.

TABLE DES MATIÈRES

Historique	5
Bibliographie sommaire.	19
Inventaire des archives.	21
Indices	85

HISTORIQUE

Le nom de la VIELLE MONTAGNE est mêlé à toute l'histoire économique de la région qui s'étend de DINANT à AIX-LA-CHAPELLE (Principauté de LIÈGE, Namurois et duché de LIMBOURG).

A quelques lieues d'AIX, vers l'Ouest, sur la route venant de LIÈGE, on extrayait depuis le XII^{ème} siècle la calamine. C'était le rendez-vous des batteurs de cuivre d'AIX, de NAMUR et de DINANT. Car la calamine est la matière première de base servant à la fabrication des célèbres „dinanderies” (1).

Ce riche point d'approvisionnement n'est autre que la mine dite de la VIEILLE MONTAGNE (2). Alternativement exploitée en régime de régie, ou donnée à bail à des exploitants privés (amodiation), la mine rapportait gros au Trésor.

Comme partout ailleurs, le régime autrichien renforça l'emprise de l'État sur l'exploitation en centralisant. Après la conquête française, le nouveau régime sembla emboîter le pas au précédent en proclamant dans la loi du 28 juillet 1791, les sous-sols, propriétés de la Nation. Cette méconnaissance des intérêts privés devait amener des abus qui seront plus tard corrigés par la très libérale loi du 21 avril 1810 sur les mines, minières et carrières.

DONY, pionnier de l'industrie du zinc (3)

La tradition a fait de Jean-Jacques-Daniel DONY, l'inventeur du zinc, mais une mise au point s'impose.

Le zinc était connu depuis longtemps lorsque DONY commença et mena à bien ses expériences. Mais ce nouveau métal qui provenait de la calamine, n'avait pas encore trouvé l'inventeur qui permit de la produire en *quantité industrielle*. A l'aube du XIX^{ème} siècle, grâce à DONY, l'industrie du zinc allait naître prenant une large avance sur la sidérurgie par exemple.

(1) Le laiton qui servait à fabriquer les dinanderies n'est qu'un alliage de cuivre rouge et de calamine.

(2) Pièce 18 de notre inventaire.

(3) La plupart des renseignements qui seront repris dans cette partie de l'historique sont dus à l'article d'Arthur DONY, in *Bulletin de la Classe de Lettres et des Sciences Morales et Politiques*, 5^e série, T. XXIX, 1943, p. 167-242.

Dès le XVII^{ème} siècle, des voyageurs anglais auraient ramené du zinc de Chine ou de l'Inde. Outre l'Angleterre, la Silésie (Wessola) et la Carinthie (Döllach) virent naître de petites industries du zinc. Jamais cependant ces entreprises ne purent sortir une production importante, car les procédés employés n'étaient guère applicables qu'à des recherches de laboratoire.

A Liège, un physicien Lyonnais, VILLETTE s'intéressa au zinc et donna des leçons publiques à nos concitoyens sur ses expériences. Une vieille famille hutoise de métallurgistes, les DELLOYE, essaya d'implanter la nouvelle industrie dans la région et certainement le jeune DONY connut ces tentatives, car dans la suite, Henri DELLOYE, personnage pittoresque, industriel, poète se fera l'ardent propagateur de la découverte de son jeune contemporain. Ce bouillant personnage, surnommé „Le Troubadour Liégeois” du nom d'une revue qu'il créa, travailla de 1808 à 1810 à une brochure sur le zinc qui devait faire connaître DONY (1). Un autre physicien liégeois, ROBERT (qui se faisait appeler ROBERTSON) fut sans doute également lu de DONY.

Enfin deux sedanais implantés à Liège, les frères PONCELET, habiles hommes de métier, devaient sur le plan technique apporter une aide efficace à DONY. L'un d'eux deviendra, après la découverte à Andenne d'un gisement de terre plastique propre à fabriquer des produits réfractaires, directeur de la fonderie de DONY.

C'est dans cette ambiance favorable que naquit le 24 février 1759, Jean-Jacques-Daniel DONY, fils de Jacques-Lambert-Joseph et d'Anne-Catherine RAMPTON (ou RAMPHON ou encore ROMTHON).

Le père de Jean-Jacques-Daniel bourgeois de Liège (2), receveur du Chapitre de la Cathédrale exerçait surtout la profession d'entrepreneur de travaux publics. Sa mère était fille d'un chirurgien connu de la place.

Le famille DONY habitait rue „Derrière Saint Martin en Isle” où Jean-Jacques-Daniel effectua ses premières expériences.

Le 6 mai 1778, à l'âge de 19 ans, sans être ordonné prêtre et grâce sans doute à l'influence d'un grand oncle maternel, le jeune DONY accédait à la dignité de Chanoine de la Collégiale Saint Pierre et devenait dès 1783, chanoine capitulaire. Bénéficiant de revenus et de loisirs, le jeune chanoine pourra dorénavant s'adonner en toute quiétude à sa passion des expériences scientifiques.

(1) Henri DELLOYE, *Recherches sur la calamine, le zinc et leurs emplois* (1810).

(2) Registre des attestations de bourgeoisie par les bourgmestres de Liège, Vol. 1752-53, fol. 20.

La politique napoléonienne d'apaisement des conflits religieux conservera à dater de 1800 ces avantages pécuniaires à DONY qu'un mariage avec une dame JALHEAU confirma dans l'aisance.

C'est à ce moment que DONY estime devoir passer du stade des expériences à celui de la mise en œuvre. Précisément la mine de la VIEILLE MONTAGNE est, par décret du 30 ventôse, An XIII (21 mars 1805) mise en adjudication (1) et son cahier des charges (2) trace un programme ambitieux (3) et indique déjà la notoriété dont jouissent les tentatives liégeoises.

Le 26 frimaire An XIV (17 décembre 1805) par arrêt du préfet de l'Ourthe, la mine est adjugée à DONY pour 50 ans, et l'inventaire est dressé le 30 décembre 1805 (4). L'adjudicataire devra régler au Trésor deux redevances, l'une proportionnelle au tonnage extrait et inversement proportionnelle à la profondeur d'extraction et la seconde, beaucoup plus lourde et fixe de 40.500 frs l'an. Pour une industrie à créer de toutes pièces, pour une entreprise qui doit encore se trouver des débouchés, pour une mine fort vétuste, c'est là une clause léonine qui va peser lourd à l'avenir. Sur le champ, DONY trace un plan de réorganisation du travail, de réfections des machines hydrauliques, de réparation des canaux et bures, d'économie dans l'extraction (5).

Parallèlement à cette acquisition, DONY installe au quartier Saint Léonard à Liège, une petite usine à zinc qui servira longtemps de fonderie à l'exploitation. C'est le théâtre de la fameuse découverte et le point de départ de la fameuse anecdote : DONY employait un four à réverbère et tentait d'améliorer la fusion du minerai. Au traditionnel bois de calcination, il eut l'idée d'adjoindre de la poussière de charbon, puis dans le but d'observer les réactions de son mélange, il juxtaposa au four, un vulgaire pot à fleurs en terre et troué dans son fond. De cet observatoire improvisé, il eut la surprise de constater que pendant la fusion du minerai, le zinc venait se condenser en fines goutellettes dans le pot à fleurs, idéale chambre froide favorisant la condensation. Bientôt le rudimentaire accessoire de jardinage fut transformé en

(1) Document 21 de notre inventaire.

(2) Document 23 de notre inventaire.

(3) Art. 21 : Les concessionnaires seront tenus de faire sur l'avis du Conseil des Mines, les épreuves qui seraient reconnues utiles pour parvenir à réduire à l'aide de fourneaux appropriés la calamine à l'état métallique...

(4) Documents 24 et 25 de notre inventaire.

(5) BECDELIEVRE, *Biographie Liégeoise*, T. II, p. 652, et document 30 de notre inventaire.

tubes d'où s'écoulait du zinc malléable, ductile au laminoir et surtout d'un prix abordable.

A travers les hésitations que dévoile un brouillon, nous savons que DONY a compris la portée de sa découverte. Tant dans sa requête en vue de l'obtention du brevet que lorsqu'il sera interrogé par le Bureau consultatif des Arts et Manufactures, l'inventeur se montre certain d'avoir découvert un procédé de production du zinc en gros. Le brevet sera accordé par décret du 9 décembre 1809.

Il faut noter qu'une circonstance favorable vient encore ajouter à cet optimisme : à la fois décidé à ruiner l'économie anglaise et attentif à promouvoir le progrès de l'industrie nationale, le régime impérial se montrait, notamment dans la loi du 21 avril 1810 sur les mines, minières et carrières, très favorables aux exploitants en les rendant „propriétaires incommutables et perpétuels” des fonds exploités, et créait ainsi face à l'industrie anglaise déjà ancienne, la chance d'une force économique continentale, dont nos provinces ne seraient pas les moindres bénéficiaires (1).

DONY achète dès 1809 des terrains autour de son usine de Saint Léonard, puis s'inquiète de faire connaître le nouveau métal. Un second fourneau est mis à feu le 28 janvier 1810.

Quelques commandes d'importance donnent espoir, ainsi les toitures des églises Saint Barthélemy et Saint Paul. Enfin, après bien des efforts, DONY obtient en 1811 que soit rapportée l'interdiction d'exporter le zinc. On découvre que le nouveau métal convient parfaitement au doublage des navires. Dès 1810, cinq fourneaux produisaient journalièrement cinq à six cents kilos de zinc pur, mais des stocks s'accumulent déjà faute de débouchés suffisants, en 1811, et à partir de 1813 le poids d'une lourde redevance devient intolérable (2).

MOSELMAN ou l'apport d'un marché et de capitaux à une invention

Chaque année, DONY aurait dû acquitter, on le sait, une redevance fixe de 40.500 frs, mais ces arriérés s'accumulent et la petite fortune de l'inventeur n'y suffit bientôt plus.

Déjà le premier juin 1813, DONY, contre abandon d'une moitié des bénéfices de l'entreprise, obtenait d'un sieur CHAULET un apport de 300.000 frs (3).

(1) *Bulletin des lois*, nr. 285 et document 34 de notre inventaire.

(2) GOBERT, *Les débuts de l'industrie du zinc à Liège*, et l'abbé J. DONY dans le *Bulletin de l'Institut Archéologique Liégeois*, T. 48.

(3) Notaire DEJARDIN, Acte du 20 juin 1813.

Cette somme fut bientôt engloutie par les créanciers et dès le mois d'août un nouveau personnage apparaît dans la société DONY et Cie : François-Dominique MOSSELMAN, négociant d'origine bruxelloise qui, avec la conquête française, a transplanté le siège de ses affaires à Paris. MOSSELMAN rachète aux deux associés les trois quarts de l'affaire pour un montant de 250.000 frs, dont plus des trois cinquièmes vont immédiatement désintéresser un créancier hypothécaire (1).

Après quelques mois d'une correspondance qui le mit au courant des affaires, MOSSELMAN, conscient de l'impéritie de ses co-associés, fit plus ouvertement emploi de ses pouvoirs et plaça à Liège un surveillant permanent. Comme DONY avait réuni ses créanciers et prit avec eux accord, sans se soucier de lui, MOSSELMAN qui ne parvenait pas à obtenir la comptabilité, fut entraîné dans un procès contre ses associés (1817).

Trois arrêts de la Cour Supérieure de Justice de Liège régleront ce différend aux termes duquel DONY se retira en sa maison de Bois l'Évêque et s'y éteignit le 6 novembre 1819.

Le 21 juin 1824 les syndics de la faillite DONY et sa veuve vendaient à MOSSELMAN le dernier quart ne lui appartenant pas encore. Grâce à cette somme les créanciers chirographaires furent désintéressés à concurrence de 70 %.

Seul propriétaire de l'entreprise, MOSSELMAN est donc parvenu à payer la plupart des dettes. Il va lui insuffler un sang neuf. D'autre part, bien introduit dans les milieux d'affaires parisiens, il apporta l'appoint de quelques petits établissements industriels qui seront transformés plus tard en usines à zinc. Quelques démêlés avec les habitants du quartier Saint Léonard et de Vivegnis où la fonderie était sise, sont à noter. Mais en soi la situation, grâce au labeur de son nouveau maître, semblait encourageante, quand un nouveau problème surgit qui vint assombrir la fin de la carrière de MOSSELMAN.

Le traité des Limites du 31 mai 1815 créait au nord de la France le royaume des Pays-Bas. Malheureusement au moment de fixer les limites du nouveau royaume aux alentours de la mine de la VIEILLE MONTAGNE, les alliés ne purent s'entendre. La minière faisait l'objet de convoitise des prussiens, mais son aire d'expansion se situe plutôt vers Liège et la fonderie de DONY. En désaccord complet, les alliés diviseront Moresnet en trois zones, l'une ira aux Pays-Bas, l'autre à

(1) Document 40 de notre inventaire.

la Prusse et un territoire neutre sera créé précisément à l'endroit où est située la riche minière de calamine.

Le gouvernement prussien va susciter à l'entreprise de MOSSELMAN des difficultés de deux ordres : 1^o en exigeant assez brutalement le service de la redevance fixe qui avait tant pesé à DONY, 2^o en contestant à MOSSELMAN la qualité de „propriétaire perpétuel et incommutable” accordée par la loi du 21 avril 1810 sous prétextes qu'à ses origines la minière avait toujours été propriété des princes, puis de la nation aux termes de la première législation révolutionnaire.

A partir de 1825, la procédure est engagée et sur un mode intensif, puisqu'à lui seul MOSSELMAN s'en va consulter les plus éminents juristes belges (Gendebien, Lesoinne, de Sauvage Raikem) ou français (Odillon Barrot, Berryer, Dupin, Dalloz etc...).

Le procès se termine sur une demi-mesure : tout en déclarant MOSSELMAN propriétaire incommutable de la minière, la Cour Supérieure de Justice de Liège décide le 6 mars 1828 que la fameuse redevance de 40.500 frs par an reste due. La Cour de Cassation de Liège confirme cet arrêt en date du 24 juin 1829 (1).

Les difficultés et la hargne prussienne à récupérer la redevance, amenèrent MOSSELMAN à se tourner vers Guillaume I, dont on sait l'intérêt qu'il porte à la prospérité économique de ses provinces. Après une demande d'aide, c'est à un projet plus radical que MOSSELMAN se résoud : la vente de l'établissement au Roi.

Pendant toute la période des négociations, qui furent, on ne sait comment, connues de la Prusse, les vexations pleuvent sur la VIEILLE MONTAGNE : saisies, commandements, pressions sur les Magistrats etc... Une requête au Roi suspendra en dernière minute toute procédure.

Les renseignements comptables demandés par le Roi, laissent apparaître pour l'année 1829 un bénéfice appréciable de 145.290 frs. Ce sont les pressions politiques qui font vaciller l'affaire. Le prix offert par Guillaume I est calculé sur pied de ce bénéfice : 1.452.900 frs. Le Roi est rempli de projets grandioses : abandon de la concession sur territoire prussien, construction d'une route mieux adaptée à la production, amélioration du procédé DONY par adjonction de fer etc...

Par arrêté royal des 20 et 22 juin 1830, le Roi approuve l'achat, et en droit est sur le champ propriétaire de l'entreprise, mais les évènements politiques vont en décider autrement...

(1) Documents 64, 65 et 67 de notre inventaire.

Le Comte Le HON et les problèmes politiques

Les négociations avec Guillaume I concernant la vente de la VIEILLE MONTAGNE avaient été menées par un des fils de MOSSELMAN et par son gendre le Comte le HON.

Charles Le HON, maire-adjoint de son Tournai natal à 22 ans pour devenir en 1824, malgré ses sympathies françaises, député aux États Généraux, avait épousé le 11 septembre 1827 la jeune Fanny MOSSELMAN.

Quoi qu'adversaire de Guillaume I et opposé à l'amalgame belgo-hollandais, Le HON fut plusieurs fois appelé en consultation par le Roi qui l'appréciait pour sa clairvoyance.

Rallié à la cause belge, bourgmestre de Tournai, membre du Congrès National, Le HON jouera un rôle important dans le choix du futur souverain belge. Un attachement durable le liera du reste à Léopold I, qui l'apprécie dans ses fonctions de Ministre plénipotentiaire belge accrédité à Paris. Les attaches familiales et mondaines de la famille MOSSELMAN à Paris ne furent pas étrangères au mariage du premier Roi des Belges.

Toutes les négociations avec la Cour de la Haye avaient été menées par Le HON qui avait fait le voyage de Hollande avec un fils de MOSSELMAN.

La sécession belge de 1830 mit à néant ces efforts et il fallut pour des raisons politiques reprendre le problème à sa source. Les discussions furent longues, car c'est seulement en ses séances des 22, 23, 24 et 25 décembre 1835 que la Chambre belge régla le sort de la VIEILLE MONTAGNE : dorénavant la redevance fixe due par l'entreprise serait de 7.500 frs. Solution très libérale, qui est sans doute due pour une bonne part au prestige de Le HON rallié dès la première heure à la Révolution.

Restait à régler le contentieux avec la Prusse. Moins de deux ans plus tard, le 24 mai 1837, par devant Messieurs Vanderlinden et De Doncker, comparaissent d'une part, Charles Le HON, nanti des procurations de tout le clan MOSSELMAN et d'autre part Charles De BROUCKERE représentant la Banque de Belgique. Les parties constituaient une société anonyme d'une durée de 18 ans, dans le but d'exploiter les mines de calamine dite de la VIEILLE MONTAGNE, de fabriquer et laminier le zinc. Le fonds social se montait à 5.000.000 de francs, divisé en 5.000 actions de 1.000 frs. Chaque titre serait productif d'un intérêt de 5 % outre le dividende éventuel.

Il est intéressant de dénombrer ce que fut l'apport de MOSSELMAN : outre les mines de Moresnet et les usines Saint Léonard, on y trouve 50 actions de la fonderie charbonnière de la Petite Foxhalle, 4 hectares de terrain et la fonderie en construction à Angleur (actuel siège social), l'usine de laminage „Aux Houx” (Valcanville, arrondissement de Valognes, département de la Manche), les terrains et l'embryon d'usine de laminage du HON (Hendreville-Louviers, département de l'Eure), une commande de 48.000 frs à des techniciens anglais pour quatre nouveaux laminoirs.

Le laminoir à zinc dit „Usine MOSSELMAN” de DARFORD ou DEARFORD (non loin de Douvres, dans le Kent), des stocks et du matériel etc... Moyennant cet important apport, les MOSSELMAN recevaient 4.200 titres.

Au conseil d'administration, dont Le HON prenait la présidence, on trouvait Ch. de BROUCKERE, Alfred MOSSELMAN, les Comtes VILAIN XIII, DAVIGNON et de MORNAY.

L'importance du volume d'affaires traitées en France et les intérêts français dans la société amenait, quoique le siège social demeurât à Angleur, à créer une Direction Générale à Paris.

Les bénéfices passent de 10.570 frs en 1839 à 268.320,59 frs l'année suivante. On projette la construction d'une voie ferrée reliant Angleur à Moresnet. Dès 1847, la société assaillie de commandes, est obligée de s'adresser à une concurrente, la Société de Valentin-Cocq pour satisfaire la clientèle et la même année, la banque FOULD-OPPENHEIM de Paris prend une participation importante. On exporte jusqu'aux Indes, et les bénéfices ont encore largement augmenté. La Société a pris cette fois le grand départ et le doit en bonne partie à la Direction parisienne qui est florissante.

**Louis, Alexandre et Gaston CALLEY SAINT PAUL de SINCAY ;
les artisans du grand essor**

Le 31 août 1846, Ch. de BROUCKERE, premier directeur de la Société, démissionnait. C'est un inconnu qui lui succédait : Louis, Alexandre CALLEY SAINT PAUL DE SINCAY. Cet homme allait présider aux destinées de la VIELLE MONTAGNE.

Pendant quelques mois, la crise de 1848 vint arrêter un essor déjà prometteur. Puis le nouveau directeur amorça une opération de grande envergure.

Il fallait d'abord percer le mur protectionniste allemand. Des dépouilles de deux sociétés allemandes en mauvaise position, la Société ANTONIUS et la Société NASSAU (Borbeck), Louis-Alexandre SAINT PAUL fit une fusion qui porta le nom de „Société SAINT PAUL DE SINCAY et Cie". Une clause sociale prévoyait que la production entière de la nouvelle société irait à la VIEILLE MONTAGNE : c'était se réserver tout le bénéfice de l'activité des usines de MULHEIM-SUR-RUHR et de BORBECK et des mines de BENSBERG, UCKERATH et MAYEN.

Avec l'appoint d'un groupe financier français, la banque Douai Aubry et Gauthier de Paris, la Société s'intéressa à une société belge „La Grande Montagne" qui risquait la liquidation. La VIEILLE MONTAGNE et ce groupe financier créeront le 24 novembre 1852, une „Société des Mines et Fonderies de zinc de la Meuse" au capital d'1.750.000 frs. La VIEILLE MONTAGNE obtenait 4.000 actions sur les 7.000 émises, et aussi l'autorisation d'exploiter les gisements de plomb, fer et calamine sous Amay, Flône, Saint Georges, Hermalle au sud de Seraing.

Toujours sur les bases d'anciens établissements en difficulté, se créait une autre société dans les environs : la S. A. des Houillères et Fonderies de zinc de VALENTIN-COCQ.

Sur les 2.400 actions émises, la Société Saint Paul de SINCAY en souscrivait 1.400.

Point final de toutes ces fusions, après quechacune des assemblées générales aient émis un vote dans ce sens, les trois sociétés de la Meuse, de la Prusse Rhénane et de Valentin-Cocq fusionnaient avec la VIEILLE MONTAGNE, qui du même coup, accroissait considérablement en élargissant ses minières comme ses usines tout en se réservant d'indispensables charbonnages.

Moins d'un an plus tard, la Prusse entérinait enfin cette situation acquise en reconnaissant, le 26 avril 1854 à la VIEILLE MONTAGNE la personnalité civile.

Les problèmes initiaux sont à présent résolus : problèmes pécuniaires de DONY par aménagement de la redevance fixe si lourde à supporter, problèmes politiques de MOSSELMAN par obtention d'une personnalité juridique qui permet de traiter valablement notamment d'opérer des fusions, d'acheter des mines, de vendre des produits finis etc...

Plus rien ne s'oppose à l'essor de la VIEILLE MONTAGNE en Allemagne, et voici les étapes principales de cette expansion dans ce pays jusqu'en 1937 :

- 1847-1850 : création d'une usine à zinc à Borbeck,
- 1847-1914 : achat de huit concessions dans le district de Coblenze,
- 1847-1937 : achat de concessions dans les districts miniers de Wiesbaden et dans le Grand Duché de Bade (Wiesloch),
- 1850-1903 : achat des mines d'Apfel,
- 1853 : achat de terrains, autorisation et construction d'une usine à blanc de zinc à Borbeck,
- 1854 : achat de 13 concessions de Lüderich,
- 1854-1872 : achat des mines de Neu-Wezel, proches de Borbeck et Mulheim,
- 1854-1916 : achat de 19 concessions dans le district de Deutz-Runderoth et de 10 concessions dans le district de Brull-Unkel.

L'année 1854, la VIEILLE MONTAGNE fusionna encore avec la „Société du blanc de zinc" dont le siège était à Bruxelles, mais qui, outre l'établissement de Bruxelles, apportait l'usine à blanc de zinc de Levallois-Perret dans la banlieue parisienne. Ce fut encore l'année d'une participation à la création d'usine en Silésie et d'un achat de titres du charbonnage de Baldaz-Lalore qui sera suivi en 1860, de l'achat du charbonnage voisin de Colladios (Holloigne-aux-Pierres).

De 1846 à 1850, la cote de l'action VIEILLE MONTAGNE, passait de 6.200 frs à 8.000 frs et la production de 6.700.000 kgs de zinc à 10.000.000 kgs, pour atteindre 12.000 tonnes en 1853.

Jusqu'en 1870, c'est surtout en Belgique et dans ses établissements complémentaires d'Allemagne que la société se développera. C'est pour cette raison que la Direction Générale d'Angleur, qui sera le siège du Directeur Général, prend le pas sur la Direction française.

L'une des plus durables initiatives de la Direction belge en date de 1857, fut l'achat, le 4 août, de nombreux terrains miniers près d'Ammeberg en Suède, siège actuellement encore en exploitation, qui sera suivi de l'achat d'un entrepôt à Gothembourg et d'un agrandissement de concession en 1877.

Après la guerre franco-prussienne, c'est en France que la croissance de la société fut la plus sensible. MOSSELMAN avait apporté à la Société Anonyme l'établissement de Valcanville et celui de Bray-Lû (sur l'Epte, département de Seine et Oise) où l'autorisation d'installer une usine à zinc fut accordée en 1839, et depuis la société avait acquis le „bac d'Asnières" à Levallois-Perret. Du 28 septembre au 29 décembre 1871, la Direction de France allait faire de la France la pays où non seulement, on écoulait les produits des usines belges

ou allemandes, mais encore produire à Viviez et à Penchot, non loin de Livignac-le-Haut aux confins du Rouergue, du Quercy et de l'Albigeois (départements de l'Aveyron, du Tarn et du Tarn-et-Garonne).

A cet endroit, la VIEILLE MONTAGNE, acquit tout d'abord le 28 septembre 1871 la fonderie de Viviez, puis, pratiquant „l'intégration verticale”, acheta en 1900 les charbonnages de La Planquette, en 1903 l'usine hydro-électrique de Capdenac, en 1910 la concession d'Auzits (revendue en 1934), en 1917 les mines de Cayla, en 1919 l'usine hydro-électrique de Courtillon à Laguépie. On y créa encore la grande centrale électrique de Thuries. Cette dernière servira de monnaie d'échange lorsque la VIEILLE MONTAGNE participera à la création d'une grande société de production d'énergie électrique avec la H. E. C. (Société hydro-electrique de la Cère); l'U. E. P. O (Union Electrique des Pyrénées Occidentales), la Société Sorgue et Tarn et la Société d'énergie électrique du Rouergue. L'E. D. F. (Electricité de France) reconduira les alliances privées avec la VIEILLE MONTAGNE en 1954.

A Penchot, le 29 décembre 1871 c'est une fonderie, une forge, des fours à briques et à chaux, et surtout une halle de laminoir que l'on acquiert.

On jugera mieux de l'importance de ces acquisitions lorsqu'on saura qu'un emprunt de 5.000.000 de francs fut nécessaire.

On assortit ces très importantes acquisitions en 1884 des laminoirs de DANGU dans l'Eure, en 1890 de l'usine de HAUTMONT (Maubeuge), en 1915 des usines à zinc de Creil (Oise).

En 1941, le „Complexe français” s'enrichira d'un contrat d'exploitation de l'usine de grillage des Blendes de Port-de-Bouc (près de Marseille, Bouches-du-Rhône).

En outre on prospectait en Algérie, dans l'Ouarsenis et au Hamman depuis 1870, en Espagne depuis 1877 et enfin dans le Gard et l'Hérault depuis 1920 ou encore dans la région d'Agadir au Maroc.

La Direction de Paris choisit encore deux autres régions : La Sardaigne et la région de Bergame et Italie du Nord.

La VIEILLE MONTAGNE étend ses sources d'approvisionnement : Ce sont les mines de San Benedetto et Coreno à Iglésias en Sardaigne. L'acquisition des mines d'Iglésias datent de 1871, suivie d'achat suite aux découvertes de minerais dans l'île de San Pietro.

San Benedetto fut achetée en 1872. En accord avec la „The Marganaï” de Londres, la VIEILLE MONTAGNE obtint encore les mines de Tamaras d'abord moyennant redevances, puis loyers.

Les mines d'Acquaresi et Pertusola furent obtenues après la première guerre mondiale et de nombreuses tractations avec une puissante concurrente : „la Penarroya”.

A Bergame les achats se poursuivent jusqu'en 1940, époque à laquelle le régime fasciste fit des difficultés pour en arriver à la nationalisation pure et simple en mai 1941 au profit de l'A. M. M. I. (S. A. Michelio et Metalli Nobili).

Seize concessions de Bergame et huit établissements sardes quittent de la sorte le giron de la société.

Lorsqu'en 1887, la société fêta son cinquantième anniversaire, et les quarante années de gestion de son directeur Louis-Alexandre CALLEY Saint Paul de SINCAY, ce dernier devait considérer la situation avec satisfaction : les mines de MORESNET, de BENSBERG, de SARDAIGNE, d'ALGÉRIE, d'ESPAGNE, du midi de la FRANCE, de SUÈDE totalisaient une production de 75.000 tonnes ; FLONE, OBERHAUSEN et la SUÈDE pouvaient désulfurer annuellement 46.000 tonnes de blendes, ANGLEUR, VALENTIN-COCQ, FLONE, BORBECK et VIVIEZ pouvaient réduire jusqu'à 45.000 tonnes de zinc brut, et les laminoirs d'ANGLEUR, TILFF, OBERHAUSEN, BRAY, DANGU et PENCHOT pouvaient sortir 55.000 tonnes de feuilles de zinc, tandis que les usines à blanc de zinc de VALENTIN-COCQ et LEVALLOIS-PERRET avaient la possibilité de volatiliser 10.000 tonnes d'oxyde de zinc.

Lorsqu'en 1890, le vieux directeur mourrait, le Conseil d'Administration ne pouvait que choisir pour successeur, son fils et collaborateur : Gaston CALLEY Saint Paul de SINCAY. Le dernier acte de celui qui avait dressé cet immense complexe avait été l'achat de 300 hectares sur les territoires de LOMMEL et BAELEN. Cela devenait une nécessité depuis 1874 année où la vente des établissements de Saint Léonard avait débuté.

Jusqu'à l'année record (1912), les bénéfices ne cessèrent de croître et les prospecteurs d'écumer toutes les régions du monde (1). On tenta, mais sans succès, de s'implanter en Russie, puis on acheta les mines d'ABSTON dans le Cumberland. Avant d'entrer dans la dépression due au premier conflit mondial, il est temps d'évoquer une autre réussite de la société.

Depuis une assemblée générale de mai 1848, la société n'avait pas cessé de s'intéresser au secteur social par la création de caisses de secours pour malades et blessés, caisses de prévoyance en vue des

(1) On a réparti en cette année de 1912, la somme de 10.617,715,15 frs.

périodes de chômage et en cas de décès, participation aux bénéfices annuels par prélèvements sur les bénéfices de l'entreprise. En 1892 enfin, la société créait l'asile de Cointe où étaient accueillis ses vieux serviteurs.

Après la guerre, la reprise fut lente. Cependant de nouvelles initiatives furent prises. L'usine de VIVIEZ-PENCHOT qui n'avait pas souffert de l'occupation, fut entièrement électrifiée et à cette occasion fit connaître une jeune ingénieur, Monsieur Van OIRBEEK, futur successeur de Gaston Saint Paul de SINCAY. Cette modernisation se doubla d'une innovation : la création d'une usine fabriquant du zinc par le procédé électrolytique.

Après les grèves à Valentin-Cocq, la liste du personnel s'augmenta, dès 1923, de deux mille nouveaux noms et en 1925, la VIEILLE MONTAGNE produit à nouveau 8,50 % de la production mondiale du zinc. En 1926 encore, la société souscrit la moitié des parts de la société Hellénique Métallurgique et Minière de l'Île de Thasos.

La crise de 1929 atteint gravement l'entreprise, et l'on alla en 1931 jusqu'à fermer l'usine de Borbeck.

La situation allemande oblige la société à créer une succursale allemande : „l'Aktiengesellschaft des Altenbergs für Bergbau und Zinkhuettenbetrieb” dont le siège social se trouvait à ESSEN.

Plus significative encore de la volonté de reprise, est la création de „l'Entente Internationale des Producteurs de zinc” qui groupe les 95 % des fabricants de zinc, sauf les États-Unis et le Japon. Les stocks diminuèrent et il fut à nouveau possible d'embaucher. Les Agences d'Italie, du Mexique (1925), des États-Unis (1927) reprirent leurs activités normales. Malheureusement, le cartel du zinc fut disloqué en 1934. Mais lorsque Gaston Saint-Paul de Sincay s'éteignit en 1937, le danger était conjuré.

La physionomie moderne de la Société

Monsieur Joseph Van OIRBEEK venait à peine de prendre la succession de Gaston de SINCAY, que la menace de la guerre survenait à nouveau avec ses conséquences habituelles : carence de matières premières, pénurie de bateaux pour acheminer les produits. Puis pendant quatre longues années on travaille tout juste pour éviter la déportation des ouvriers en Allemagne. Enfin les bombardements et „robots” font des ravages dans les établissements belges et français.

Après la guerre, la prospection de nouveaux gisements s'imposa.

La Direction de France prospecta ceux d'Amérique du Sud, et la Belgique tourna ses regards vers le Congo.

Il fallait procéder alors à la liquidation des vieilles minières d'Angleterre, de Moresnet et à la fermeture du laminoir de Tilff. On réévalua le capital. L'image du travail accompli en moins de vingt ans montre que la VIEILLE MONTAGNE produisait en 1946 : 56.160 Tonnes de zinc et 11.820 Tonnes de plomb, pour atteindre respectivement 183.550 et 36.020 Tonnes en 1963.

Le prodigieux effort de développement de l'usine de BAELEN est un des principaux atouts de la Société à cette époque.

Si l'on veut à présent survoler toute l'histoire de la Société on y distingue quatre ou cinq périodes bien distinctes : à l'ère et aux souffrances d'un inventeur, DONY, dont la foi en sa découverte mérite le respect, succède la période des hommes de capitaux, tout préoccupés de marchés, d'investissements, de prospections de clientèle, avec un „clan MOSSELMAN" très actif, puis les difficultés politiques surgissant, la société découvre Le HON, homme influent, qui mit le dernier point aux préparatifs d'essor vraiment industriel ; vient ensuite le règne des grands techniciens le père et le fils Saint Paul de SINCAY, qui donnèrent aux sociétés quelques uns de leurs traits essentiels : expansion hors frontières, modernisation incessante, production accélérée, rôle international.

Le XX^{eme} siècle vit les responsables de sociétés confrontés avec les problèmes que devaient susciter les ambitions et les réussites de leurs prédécesseurs : course aux approvisionnements et aux débouchés, nécessité absolue de modernisation à outrance, crises mondiales, interventions étatiques, voire supranationales, et surtout le ralentissement, les destructions et le contre-coup de deux guerres sanglantes.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- BAUDHUIN (F.), *L'industrie wallonne*, Charleroi, 1924.
- BEZY, *Les évolutions longues de l'industrie du zinc dans l'ouest européen, 1840-1939*, dans *Bulletin de l'Institut des recherches économiques de Louvain*, février 1950.
- BRONNE (C.), *L'industrie belge et ses animateurs*, Liège, 1942.
- BRONNE (C.), *La Comtesse Le Hon et la première ambassade de Belgique à Paris*, Bruxelles, 1951.
- CAMERON (R. E.), *France and the economic development of Europe, 1800-1914*, Princeton, 1961.
- CHLEPNER (S.), *Le marché financier belge depuis cent ans*, Bruxelles, 1930.
- DEMOULIN (R.), *Guillaume I^{er} et la transformation économique des provinces belges, 1815-1930*, (Bibliothèque de la faculté de philosophie et lettres de l'Université de Liège, fasc. LXXX). Paris, 1938.
- DESCHAMP (H. T.), *La Belgique devant la France de juillet — L'opinion et l'attitude française de 1839 à 1848*, (Bibliothèque de la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Liège, fasc. CXXXVII), Paris, 1956.
- DOLLOT (R.), *Un condominium dans l'Europe centrale : Moresnet. Annales des sciences politiques*, septembre 1901.
- DONY (A.), *Le procédé „liégeois" de fabrication du zinc. Sa genèse et son développement. Ses déboires et la faillite de son inventeur d'après les documents originaux* dans *Bulletin de l'académie de Belgique*, classe des lettres et des sciences morales et politiques, 5^{eme} série, T. XXIX, 1943, p. 167-242.
- DONY-HENAU (W. O.), J.-J. Dony, créateur de l'industrie du zinc en Belgique, Liège 1759-1819, dans *Bulletin de l'académie de Belgique*, classe des lettres, 1939.
- FRÈRE (L.), *Étude des sociétés anonymes belges*, Bruxelles, 1938.
- GOBERT (Th.), *Les rues de Liège*, Liège, 1924-1928.
- GOBERT (Th.), *Les débuts de l'industrie du zinc à Liège et l'abbé Jacques Dony*, dans *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, T. 48, p. 63 à 83.
- JUSTE (Th.), *Le comte Le Hon*, Bruxelles, 1867.
- LEHON (Ch.) comte, *Rapport sur la concession des mines de la Vieille Montagne*, Bruxelles, 1853.
- Monographie des industries du bassin de Liège; industrie du zinc*, exposition universelle et internationale de Liège, publications du bureau commercial, Liège, 1905.

PAUQUET (J.), *Le territoire contesté de Moresnet, dit, Moresnet neutre*. Notes historiques sur son statut, sa législation et son administration. Verviers, 1960.

SPORCQ (J.), *L'activité industrielle de la région liégeoise*, Liège, 1959.
Vieille Montagne, publication à l'occasion de l'exposition universelle de 1889.
Vieille Montagne, Centenaire de la Société des Mines et fonderies de zinc de la VIEILLE MONTAGNE, 1837-1937.

INVENTAIRE SOMMAIRE DES ARCHIVES

La VIEILLE MONTAGNE a conservé à son siège social à ANGLEUR un ensemble important d'archives. Il en existe dans d'autres sièges, notamment à Paris, à la direction générale de FRANCE mais elles ont échappé à nos investigations.

La Société a dressé un inventaire qu'elle utilise constamment. Il n'était donc pas possible de procéder à un classement répondant aux règles de l'archivistique contemporaine en matière d'archives d'entreprises, telles qu'elles sont décrites par exemple par Bertrand Gille dans „État sommaire des Archives d'Entreprises conservées aux Archives Nationales” T. I. Paris 1957.

En effet, il ne s'agit point ici d'un dépôt d'archives remis à une institution publique mais d'archives vivantes dont la Société a un besoin journalier. Il ne pouvait être question d'une refonte et d'un classement nouveau.

Au surplus, le fonds initial de la Société a été enrichi et complété de documents retrouvés par la suite et il ne se passe pas de mois que n'arrivent en provenance des lointaines succursales quelque nouvelle livraison de „vieux papiers”.

L'ordre de classement répond à des hasards; des recherches sur un point particulier ont transplanté des archives d'un service dans un autre...

Nous ne pouvons démanteler les dossiers, mais soucieux d'orienter les chercheurs, nous avons rédigé un guide fournissant d'utiles indications sur les richesses conservées à ANGLEUR. Nous donnons entre crochets les numéros de l'inventaire initial de la société.

Dans une première partie, nous groupons les „documents d'intérêt général” répartis chronologiquement. Nous suivrons les grandes étapes de la vie de l'Entreprise : les origines lointaines de la Société avant la découverte du zinc; DONY, la découverte et les premières difficultés; MOSSELMAN, l'ouverture d'un marché et l'apport de capitaux; Le HON, les difficultés politiques et l'expansion à l'étranger; le grand essor de la Société Anonyme sous la direction de L. A. et G. Saint Paul de Sincay.

La seconde partie rassemble les archives que le siège social possède et qui concerne chaque mine ou chaque usine en particulier.

Elle est divisée à nouveau en subdivisions qui doivent tout à la géographie (Belgique, Allemagne, France etc...) et à la chronologie des diverses fusions et participations.

Pour plus de clarté nous terminerons cette introduction par le plan détaillé du travail :

I. Pièces d'Intérêt Général ;

1. Les *origines lointaines* de la Société avant la découverte du zinc.
2. *DONY* : la découverte et les premières difficultés.
3. De *MOSSELMAN* à la Société Anonyme.
 - a) le procès contre Dony et Chaullet.
 - b) la gestion de l'affaire par Mosselman.
 - c) les premières difficultés avec la Prusse.
4. La Société Anonyme et le grand essor.
 - a) la constitution en Société Anonyme.
 - b) les modifications aux statuts.
 - c) les reconnaissances de la Société à l'étranger.
 - d) les archives comptables.
 - e) rapports sociaux.
 - f) documents économiques.
 - g) archives sociales.
 - h) contrats et ententes internationales.
 - i) archives du compte-courant.
 - j) archives du service de la comptabilité des mines et usines.
 - k) archives techniques.
 - l) documents divers.

II. Mines et Usines.

1. *Belgique* :
 - a) Moresnet.
 - b) Usine de Saint Léonard à LIÈGE.
 - c) Angleur.
 - d) Tilff.
 - e) Charbonnages de Foxhalle et Hufnalle.
 - f) Société du Blanc de zinc de Bruxelles.
 - g) Flône.

- h) Valentin-Cocq.
 - i) Charbonnages de Colladios.
 - j) Baelen.
2. *Allemagne.*
 3. *Suède.*
 4. *France :*
 - a) Valcanville.
 - b) Bray-lû.
 - c) Usine de Levallois-Perret (Paris).
 - d) Complexe de Viviez-Penchat.
 - e) Dangu.
 - f) Hautmont.
 - g) Creil.
 - h) Mines du Midi.
 - i) Pyrénées.
 - j) Baux en France.
 - k) Algérie.
 5. *Tunisie et Maroc.*
 6. *Espagne.*
 7. *Italie.*
 8. *Grèce.*
 9. *Angleterre*
 10. *Agences et contrats divers.*

I. PIÈCES D'INTERET GENERAL

1. Les Origines de la Société avant la Découverte du Zinc

- 1 Extrait des Coutumes et Ordonnances du Duché de LIMBOURG (1377-1388).

C. 21, D. 60, P. 4.

Ces différentes pièces s'avèrent intéressantes pour déterminer le régime de la mine : exploitation directe pour compte de l'Administration centrale ou prise en amodiation (ou location) par des particuliers qui versent une redevance.

Il s'agit de copies.

- 2 Extraits de comptes pour les années 1435-1436, 1436-1437, 1438-1439, 1454-1455, 1465-1466.

C. 21, D. 60, P. 5.

Copies datant de 1853 et extraites des Archives Générales du Royaume, 2443, 2447.

- 3 Ordonnance de Philippe le Beau (2 février 1497).

C. 21, D. 60, P. 6.

Ordonnance protégeant les exploitants contre la concurrence déloyale (copie).

- 4 Mandement du Souverain datant de février 1518.

C. 21, D. 60, P. 7.

Concerne les impôts perçus sur l'exploitation (copie).

- 5 Actes des Archiducs Albert et Isabelle (1611-1612 et 1621-1622).

C. 21, D. 60, P. 8.

Les Souverains mettent fin au système du fermage et le remplacent par le système d'administration directe : régie (copies).

- 6 Instructions au receveur STRAET et à son contrôleur (22 mars 1649).

C. 21, D. 60, P. 9.

(1) Dans l'inventaire initial de la société :

c = casier,
D = dossier,
P = pièce.

- 7 Livre de caisse : situation des matières extraites à la calamine (1730).
- 8 Livre de dépenses faites à la montagne des calamines de Sa Majesté, par quinzaines. Depuis la première quinzaine de juillet 1751 jusqu'à la dernière de décembre 1757.
- 9 Une farde contrôle des calamines livrées hors des magasins de Sa Majesté à la VIEILLE MONTAGNE, tant aux maîtres fondeurs et batteurs de cuivre de Stolberg qu'à d'autres (1762-1770).
Compte „clients" (destinataires et transporteurs y sont mentionnés).
- 10 Relevé et avancement des travaux (1773).
C. 21, D. 60, P. 10.
Rapport à l'Administration centrale.
Copie authentique du 1^{er} septembre 1773.
- 11 Déclaration devant Notaire des ouvriers de la mine : 5 mars 1773.
C. 21, D. 60, P. 11.
Dans un conflit opposant receveur et contrôleur, les ouvriers prennent parti pour ce dernier.
- 12 Rapport original du contrôleur sur sa gestion (1762-1782).
C. 21, D. 60, P. 12.
Lettres diverses et copies du règlement.
- 13 Balance des comptes de profit de la mine de la Calamine (1762-1782).
C. 21, D. 60, P. 13.
Ces premiers bilans se présentent sous deux rubriques principales : livraisons et dépenses.
La différence entre les livraisons (première et deuxième qualité de la calamine, rebuts et cendre) et les dépenses (quinzaines, coupes de bois et charbon) donne les profits.
En annexe, liste de paie aux mineurs, divisée en diverses rubriques : prix par jour (un ouvrier gagne de 8 à 10 sols parfois jusqu'à 30 sols par jour), noms des ouvriers, jours prestés, total.
- 14 Certificat d'origine datant de la fin du XVIII^{eme} siècle.
C. 21, D. 60, P. 14.

Cette pièce démontre que l'on craignait les contrefaçons de produits calaminaires et par là, atteste la renommée des extractions de MORESNET.

- 15 Rapport présenté au Gouvernement central par le Conseil des Finances sur les domaines et exploitations des Mines de calamine de la VIEILLE MONTAGNE (1781).

C. 21, D. 60, p. 15.

Extrait des Archives générales du Royaume.

Situation de la mine à deux lieues d'AIX.

Mention de réglemens protectionnistes en 1588, 1590, 1605, 1665, 1684, 1743.

On y mentionne également un concurrent important : les exploitants de mines de calamine de MONTZEN, mais cette calamine ne vaut guère plus que les rebuts de MORESNET. La calamine de MORESNET vaut 3 florins 10 sols le cent pour la bonne qualité, 2 florins 18 sols 4 deniers la seconde qualité et 1 florin 8 sols le rebut et le MONTZEN.

- 16 Rapport à la Chambre des Comptes sur la Montagne de la Calamine par l'Auditeur près de cette Chambre, WUNSCH, envoyé en mission dans le LIMBOURG (1788).

C. 21, D. 60, P. 16.

Extrait des Archives générales du Royaume.

Pièce capitale faisant le point à la fin de l'Ancien régime et peu de temps avant l'invention de DONY.

- 17 Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée Nationale (1791).

C. 21, D. 60, P. 17.

A PARIS, chez BAUDOIN. Imprimeur de l'Assemblée Nationale, n° 426, rue St Honoré, ancienne Maison des Capucins, T. 49, XII^{ème} livraison.

- a) *Séance du 00 mars* : Rapport sur les mines. La propriété des richesses du sous-sol appartient à la Nation (abus de l'Ancien droit). Seule la Nation a le droit d'accorder la permission d'exploiter et surveille cette exploitation.
- b) *Texte du projet de décret.*
- c) *Séance du 20 mars* :
Discussion du projet.
Contre-proposition.
Discours de MIRABEAU, l'aîné.

- 18 Bulletin officiel du 28 juillet 1791, publiant la Loi du 28 juillet 1791, relative aux mines et minières.

C. 21, D. 60, P. 18.

Texte de loi adopté (amendement de l'art. 1^{er}).

- 19 Notes sur la Calamine, dite VIEILLE MONTAGNE du LIMBOURG (1793 et 1832).

C. 21, D. 60, P. 2, A et B.

Cette pièce reprend les rétroactes de la production de calamine antérieure à l'utilisation de ce minerai dans la fabrication du zinc. On y voit les batteurs de cuivre de NAMUR s'y disputer la calamine avec les batteurs de STOLBERG car la calamine servait antérieurement aux batteurs de cuivre et à la production des célèbres dinanderies. Les mines de MORESNET et de WELKENRAEDT, entre LIÈGE et AIX-LA-CHAPELLE, étaient donc le lieu de rencontre entre deux économies.

2. DONY ; la Découverte et les premières Difficultés

- 20 Bulletin des Lois Impériales. Décret relatif à la mise en adjudication de la concession des Mines de calamine, dites de la VIEILLE MONTAGNE, 30 ventôse, An XIII, 21 mars 1805.

C. 21, D. 60, P. 19.

Original du décret n° 648.

Affiches (chez DESOER Imprimeur de la Préfecture au coin de la rue Gérardrie n° 774 à LIÈGE).

Cahier des charges.

V. notamment, art. XXI : „Les concessionnaires seront tenus de "faire sur l'avis du Conseil des mines, les épreuves qui seraient "reconnues utiles pour parvenir à réduire à l'aide de fourneaux "appropriés, la calamine à l'état métallique (zinc)..."

Annexe : Arrêté n° 633 des Consuls de la République (23 germinal An IX) relatif à la démarcation des limites de l'exploitation nationale de minerai de calamine.

Rendu sous l'empire de la législation du 28 juillet 1791.

- 21 Cahier des charges (copie) du 22 messidor, An XIII.

C. 21, D. 60, P. 21.

- 22 Arrêt du préfet de l'Ourthe, adjugeant à Monsieur DONY la concession des mines de la VIEILLE MONTAGNE (26 frimaire, An XIV).

C. 21, D. 60, P. 22.

Originellement il s'agissait d'une copie, mais dans la suite, une copie conforme fut répertoriée sous le numéro : Casier 8, Dossier 20, Pièce 4. Cette copie plus officielle fut alors classée avec la présente copie.

Cette adjudication fut enregistrée le 29 frimaire.

- 23 Inventaire des meubles et immeubles cédés à DONY, à la suite de l'adjudication des mines de la VIEILLE MONTAGNE, 9 nivôse An XIV (30 décembre 1805).

C. 21, D. 60, P. 23.

Procès-verbal authentique (plus une copie) signé J. J. D. DONY, et J. H. LENOIR, ingénieur en chef à la VIEILLE MONTAGNE, Arnold LASSEULX, maire de MORESNET et P. J. VADELEUX, directeur de la VIEILLE MONTAGNE.

En gros, l'exploitation comporte une grande maison divisée en deux pavillons (conforme à la description qu'en donnait WUNSCH) et parmi les meubles, on trouve huit bures d'extraction, deux bures pour machine hydraulique, une roue hydraulique, des pompes, un magasin, des fours et des stocks et... même une armoire pour les archives.

- 24 Estimation des biens de l'inventaire (pièce 23), 5 janvier 1806.

C. 21, D. 60, P. 24.

Expertise authentique qui fixe la valeur de l'inventaire à 25.111,30 frs.

- 25 Rectifications diverses (10 février 1806).

C. 21, D. 60, P. 25.

- 26 Décret d'homologation de l'adjudication des mines de la calamine de la VIEILLE MONTAGNE à J. J. D. DONY, daté du 24 mars 1806.

C. 21, D. 60, P. 26.

COPIE conforme et fac-similés.

- 27 Décision ministérielle d'approbation (1^{er} août 1806).

C. 21, D. 60, P. 27.

- 28 Pièces comptables de l'entreprise de DONY puis de MOSSELMAN 1722-1824.

- a) livre de caisse (1722-1726).
Contrôle des quinzaines.

- b) Id. (1724-1749).
De plus, mention des autres dépenses faites à „La Montagne des calamines”.
- c) Id. (1750-1754).
- d) Id. (1755-1760).
- e) Id. (1765-1767).
- f) Id. (pour 1789).
- g) Journal d'extraction de la mine de 1814 à 1824.

- 29 Lettre de DONY à DEPREZ, son directeur à MORESNET, le 8 avril 1807.

C. 21, D. 60, P. 28.

DONY a décidé, après avoir observé quelques temps la nouvelle concession, d'une réforme radicale. Le plan de cette réforme ne nous est point parvenu.

- 30 Requête de DONY en vue d'obtenir un brevet d'inventeur d'un fourneau propre à extraire le zinc de la calamine. Le 1^{er} juin 1809.

C. 22, D. 60, P. 29.

Brouillon original de cette requête écrite et corrigée de la main de l'inventeur.

- 31 Procès-verbal de la Préfecture de l'OURTHE (photocopie) 1^{er} octobre 1809.

C. 21, D. 60, P. 29 A.

Ce procès-verbal constate que les fonctionnaires désignés ont assisté à l'expérience et qu'elle a été concluante; ces fonctionnaires étaient le Préfet de l'OURTHE, le secrétaire Général et l'ingénieur en chef des mines. Expérience pratiquée à St Léonard. Fac similé de la lettre du Ministre de l'Intérieur qui annonce que DONY obtient le brevet (7 décembre 1809).

Les originaux se trouvent aux A. E. L., Fonds français, liasse zinc.

- 32 Fac similé de la Minute du Décret Impérial du 19 janvier 1810 accordant le brevet à DONY.

C. 21, D. 60, P. 30.

Ce décret accorde à l'inventeur „domicilié à LIÈGE, département de l'OURTHE, auquel il a été délivré le 7 décembre 1809, un brevet d'invention de 15 ans” pour la composition d'un fourneau propre à extraire le zinc de la calamine et pour les procédés qu'il emploie dans cette opération.

Ce décret est signé du Comte de BASSANO, de MONTALIVET et est accompagné d'une lettre de ce dernier à DONY lui confirmant la nouvelle.

- 33 Bulletins des Lois. Loi n° 285 du 21 avril 1810 sur les mines, minières et carrières.

C. 21, D. 60, P. 31.

Deux originaux, l'un du 21 avril 1810 et l'autre, du 1^{er} mai 1810.

- 34 Lettre de l'Inspecteur en chef des mines à DONY, le 17 octobre 1810.

C. 21, D. 60, P. 32.

Mise en application de la nouvelle loi, notamment de l'application des redevances (fixes ou proportionnelles) imposées lors de l'adjudication. L'inspecteur annonce son voyage à LIÈGE pour régler le contentieux. Il conviendrait à cette occasion, de préparer des échantillons de zinc (robinets et assiettes en zinc).

- 35 Décret Impérial n° 933. Bulletin des Lois du 6 mai 1811, n° 369.

C. 21, D. 60, P. 33.

Concernant les mines concédées et le régime de redevances fixes ou proportionnelles.

- 36 Livre de correspondance concernant la Calamine de MORESNET 1806-1815.

- 37 Acte de vente par DONY des 3/4 de la VIEILLE MONTAGNE à MOSSELMAN de PARIS, en date du 25 août 1813.

C. 21, D. 60, P. 34.

L'acheteur est domicilié à PARIS, rue du Mont Blanc, n° 7 et l'acte porte sur les mines de MORESNET et la fonderie de St.-Léonard. On y fait mention d'une association de DONY avec un certain CHAULET, en date du 1^{er} juin 1813, (acte du 20 juin).

MOSSELMAN reprend la part d'immeubles au prix de 150.000 frs et les meubles pour 100.000 frs, mais plus de 170.000 frs vont immédiatement à un créancier hypothécaire et il reste d'autres dettes ...

- 38 Registre journal d'extraction de la mine pour compte de DONY du 1^{er} janvier 1811 au 31 décembre 1813.

- 39 Registre journal d'extraction de la mine pour compte de DONY du 1^{er} janvier 1814 au 11 juillet 1824.

- 40 Correspondance DONY-MOSSELMAN (1815-1820).

- 41 Lettre de PARMENTIER à DEPRez, directeur à MORESNET, 7 juin 1814.

C. 21, D. 60, P. 35.

PARMENTIER, homme de confiance de MOSSELMAN, écrit au directeur de MORESNET pour excuser DONY et Cie de ne pas avoir envoyé de secours. En effet, DEPRez est surchargé par les charges que font peser les logements de militaires sur l'entreprise.

- 42 Quittance de prix de DONY à MOSSELMAN (22 juillet 1814).

C. 21, D. 60, P. 36.

Quittance du prix des 3/4 des propriétés vendues par DONY. L'inventeur ne touchera réellement que 77.100 frs.

- 43 Lettre du commissaire du gouvernement au Président de la Commission municipale de la ville de LIÈGE au sujet de réclamations de DONY (10 octobre 1814).

C. 21, D. 60, P. 37.

DONY réclamait des poursuites contre les exploitants et producteurs de calamine n'ayant pas obtenu de concession, demandait au nouveau régime confirmation de son brevet et exclusivité de concession pour l'exploitation du minerai calaminaire.

Le Gouvernement général lui donne raison quant au premier chef de sa demande, le tranquillise quant au brevet qui n'a pas besoin d'être confirmé, mais lui déclare qu'il ne peut accorder de concession en dehors des limites fixées antérieurement à l'établissement VIEILLE MONTAGNE.

- 44 Croquis des travaux effectués à la Calamine de 1807 à 1817.

C. 21, D. 60, P. 40.

Avancement des travaux et lutte contre les eaux.

3. De MOSSELMAN à la Société Anonyme

a; Le procès contre DONY et CHAULET

- 45 Précis de Mr. F. MOSSELMAN contre J. J. D. DONY et CHAULET, son associé.

C. 21, D. 60, P. 41.

Brochure imprimée par MOSSELMAN pour être déposée devant le Tribunal de LIÈGE, suite à la faillite de DONY (en annexe, les bilans de l'entreprise de 1813 à 1817).

Les bilans annexés à ce document sont très importants puisqu'ils donnent toute une série de renseignements sur l'entreprise de 1813 jusqu'à 1818 :

- sur la clientèle (LIÈGE, NAMUR, STOLBERG, PARIS, VERVIERS, DIJON, ST.-PETERSBOURG, etc...),
- sur les projets de l'entreprise,
- sur les créanciers de l'entreprise (LA CALAMINE, ANVERS, CHARLEROI, LYON, STOLBERG, etc...).

En résumé, la part revenant à DONY se monte sur les profits à un peu plus de 25.000 frs. L'entreprise semble avoir doublé un cap difficile depuis que MOSSELMAN s'y est introduit.

46 Un exemplaire imprimé destiné à la Cour Supérieure de Justice de LIÈGE, du mémoire de F. D. MOSSELMAN, pour servir dans le procès contre DONY et CHAULET (1818).

47 Mémoire à DUPIN aîné, avocat à PARIS, sur les droits de MOSSELMAN à la propriété incommutable des mines de calamine de la VIEILLE MONTAGNE (21 mars 1822).

C. 21, D. 60, P. 42.

48 Autre consultation sur cette même question (11 octobre 1823).

C. 21, D. 60, P. 43.

Cette fois, c'est l'ancien rapporteur de la loi de 1810 et un membre de la Commission du Corps législatif formée pour l'examen de la loi du 10 avril 1810 qui donnent un avis favorable à la thèse du „propriétaire incommutable” soutenue par MOSSELMAN.

49 Vente par les syndics de la faillite DONY à MOSSELMAN du quart appartenant encore à DONY dans l'entreprise, le 21 juin 1824.

C. 21, D. 60, P. 44.

DONY est mort et est représenté par son épouse, Joséphine JALHEAU. Prix de la vente : 365.300,07 frs.

Annexes : dont le Jugement du Tribunal de Commerce de LIÈGE autorisant cette vente (jugement du 17 novembre 1819).

b) La gestion de l'affaire par MOSSELMAN

50 Livre de caisse de juin 1813 à décembre 1839.

51 Livre de caisse enregistrant les ventes de calamine d'août 1813 à mai 1841.

- 52 Livre de caisse indiquant la situation des matières extraites (recettes et dépenses des matières brutes et calcinées) du 1^{er} juin 1827, puis de 1827 au 1^{er} août 1839.
- 53 Deux livres de caisse mentionnant l'état des quinzaines, l'approvisionnement en matières premières et l'extraction de 1818 à 1828. a) 1818-1822
b) 1823-1828.
- 54 Registre contenant le compte du bois de Bossu et des ventes à F. D. MOSSELMAN (1823-1837).
- 55 Registre-journal enregistrant les expéditions en calamine vers LIÈGE depuis le 4 septembre 1823 jusqu'à décembre 1823.
- 56 Rapport sur l'usine (technique, contrats et voyages) de 1828 à 1837.
- 57 États de la situation de l'entreprise de 1817 jusqu'au 31 décembre 1831.

C. 21, D. 60, P. 45.

Cette série est évidemment capitale pour la connaissance des débuts de l'entreprise.

Les tableaux montrent le mouvement des matières pendant ces quinze années en divisant en extraction, calcination, vente, stocks et dépenses.

Un cahier annexé indique jusqu'à la production mensuelle des matières extraites, calcinées ou récupérées pour être vendue comme charbon.

- 58 Requête adressée à S. M. le Roi des PAYS-BAS, pour les habitants du quartier St.-Léonard, demandant que le Sieur MOSSELMAN ne soit pas autorisé à augmenter le nombre de fours de son usine (8 avril 1826).

C. 22, D. 60, P. 46.

Copie certifiée conforme délivrée par le secrétaire de la Régence par les habitants des faubourgs Vivegnis et St.-Léonard, qui prétendent que les cultures et récoltes de leurs vignes diminuent sans cesse depuis l'établissement de la fabrique DONY en 1809.

Le premier fourneau date de mars 1809, le second, de janvier 1810 et en 1826, on projette d'en établir seize.

- 59 Lettre de MOSSELMAN à DEPREZ, directeur de la mine (6 mai 1828).

C. 22, D. 60, P. 48.

Instructions de MOSSELMAN concernant l'exploitation des mines et notamment, de nouvelles recherches à l'ouest de la MONTAGNE.

c) Les premières difficultés avec la Prusse

- 60 Traité des limites avec la PRUSSE conclu à VIENNE, le 31 mai 1815.

C. 21, D. 60, P. 38.

Copie imprimée datant de l'époque du traité conclu entre les PAYS-BAS et la PRUSSE. A noter principalement les articles 30 et 31 concernant la mine.

- 61 Copie des remaniements internes au traité des Limites des 26 juin et 17 octobre 1816.

C. 21, D. 60, P. 20.

- 62 Lettre du Commissaire du Gouvernement à LIÈGE adressée le 10 octobre 1816 à DONY.

C. 21, D. 60, P. 39.

Les assurances les plus formelles sont données à DONY :

„Aucun changement quelconque de domination ou de gouvernement ne pourra porter préjudice aux droits de DONY concernant l'exploitation de la calamine. Il jouira toujours des mêmes privilèges et sera toujours assujetti aux mêmes charges ou obligations d'approvisionnement en calamine, etc...”

- 63 Aide-mémoire de MOSSELMAN sur la question de la redevance et surtout de la propriété de la mine de MORESNET (non daté).

DONY, fort de la législation de 1810, n'avait plus réglé la redevance de 40.500 frs, d'où procès, car la PRUSSE entend bien conserver le bénéfice de cette redevance.

- 64 Jugement du Tribunal de 1^{ère} Instance de LIÈGE, du 28 juillet 1826.

MOSSELMAN et DONY sont condamnés à payer la redevance.
Annexes : documents relatifs à ce procès, et extraits de presse.

- 65 Arrêt de la Cour Supérieure de Justice de LIÈGE, condamnant MOSSELMAN à payer la redevance de 40.500 frs pour les années 1811-1824, tout en le déclarant propriétaire incommutable des mines de la VIEILLE MONTAGNE, le 6 mars 1828.

C. 22, D. 60, P. 47.

L'un des objectifs est atteint, mais les charges de l'entreprise sont toujours aussi lourdes.

- 66 Sept fardes relatives à ce procès : correspondance et arrêtés, jugement (1812-1840).

A partir de 1828-1829, le principal défenseur des droits de la VIEILLE MONTAGNE, sera le Comte LE HON, gendre de MOSSELMAN.

- 67 Arrêt de la Cour de Cassation de LIÈGE du 24 juin 1829.

C. 22, D. 60, P. 49.

Cet arrêt confirme celui du 6 mars 1828 de la Cour Supérieure (document 65) et répartit ce qui est dû à chacun des gouvernements des PAYS-BAS et de PRUSSE.

- 68 Vente par la famille MOSSELMAN au gouvernement des PAYS-BAS de l'entreprise (mine et fonderie).

C. 22, D. 60, P. 50.

Pièce qui eut pu être capitale si la révolution de septembre n'avait réduit à néant cette disposition.

- 69 Moniteur belge des 22, 24 et 25 décembre 1835.

C. 22, D. 60, P. 51.

Discussion et renvoi en commission pour étude de la convention entre la VIEILLE MONTAGNE et Guillaume I^{er}. GENDEBIEN siègera dans cette commission.

Le 24 décembre, on propose le paiement d'une redevance fixe de 7.500 frs et un membre de l'assemblée s'étonne de la diminution de 40.000 frs à 7.500 frs.

Le 25 décembre 1835, la Chambre réclame l'impression de la pièce autorisant la diminution de redevances (voir annexes au Moniteur de décembre 1835-janvier 1836).

4. La Société Anonyme et le grand Essor

a) La constitution

- 70 Acte de constitution en Société Anonyme, le 24 mai 1837 des notaires VANDERLINDEN et DE DONCKER.

Le Comte LE HON représente la famille MOSSELMAN et Charles de BROUCKERE intervient pour la Banque de Belgique.

- 71 Circulaire informant la clientèle de la constitution en Société Anonyme, du 5 juin 1837.

C. 22, D. 60, P. 53.

- 72 Arrêté royal du 23 juin 1837 autorisant la constitution en Société Anonyme.

C. 22, D. 60, P. 54.

Expédition conforme plus certificat de publication au Greffe du Tribunal de Commerce de LIÈGE, en date du 13 juin 1838.

Transcription.

- 73 Statuts de la VIEILLE MONTAGNE.

C. 22, D. 60, P. 55.

Brochure imprimée.

- 74 Fardes refermant des renseignements sur les débuts de la vie de la Société Anonyme depuis 1837 jusqu'aux environs de 1850.

Ainsi, les premières modifications aux statuts, les négociations avec le gouvernement belge concernant le statut de MORENET belge.

Diverses pièces comptables (extraction, recettes, etc...).

Des situations mensuelles de l'entreprise.

Une correspondance avec un banquier donnant toute l'évolution des négociations avec la PRUSSE. Frais d'entretien. Titres de propriété et de concession des possessions de la VIEILLE MONTAGNE. Négociations entre gouvernements. Nombreuses correspondances.

- 75 Livre de notes de LAMBELIN (directeur) et de DE BROUCKERE (1838-1843).

b) Les modifications aux Statuts

- 76 Moniteur du 8 juin 1838.

C. 22, D. 60, P. 57.

Première modification aux statuts autorisant l'émission de 1.000 actions nouvelles et supprimant l'article 26 des statuts qui donnaient pouvoir au directeur de donner des délégations.

- 77 Dépôt de pièces concernant la VIEILLE MONTAGNE chez un notaire de PARIS, le 9 août 1838.

C. 22, D. 60, P. 58.

La Société ayant une direction à PARIS, ses statuts doivent faire l'objet de publications en FRANCE.

- 78 Circulaire imprimée par laquelle Charles DE BROUCKERE informe la clientèle qu'ayant donné sa démission de Directeur de la société, il est remplacé par Monsieur Saint PAUL de SINCAY (31 août 1846).

C. 22, D. 60, P. 61.

- 79 Seconde modification aux statuts, juin-juillet 1847.

C. 22, D. 60, P. 61.

Approbation royale et correspondance.

Moniteur du 7 juillet.

Acte du notaire RENOUZ du 20 avril 1847.

Statuts : brochure imprimée.

- 80 Troisième modification aux statuts, avril-mai 1848.

C. 22, D. 60, P. 63.

Arrêté royal du 6 mai 1848.

Moniteur du 13 mai 1848.

Elargissement des pouvoirs du conseil d'administration.

Brochure imprimée des statuts.

Annexes.

- 81 Quatrième modification aux statuts, avril 1852.

C. 22, D. 60, P. 64.

Acte du 30 avril 1852.

Arrêté royal du 11 août.

Moniteur du 20 août.

Statuts imprimés.

Le capital social est porté à 7 millions de francs.

Création d'une caisse sociale des deux directions de LIÈGE et PARIS.

- 82** Cinquième modification aux statuts, avril 1853.
C. 22, D. 60, P. 65.
Acte social du 28 février 1853.
Arrêté royal du 15 avril.
Moniteur du 20 avril.
Le capital social est toujours de 7 millions.
- 83** Acte de dépôt des modifications de 1853 chez un notaire de PARIS (24 mars 1855).
C. 22, D. 60, P. 66.
- 84** Acte de dépôt des statuts complets de la VIEILLE MONTAGNE à LIÈGE chez le notaire RENOUZ, le 4 mars 1862.
C. 22, D. 60, P. 67.
- 85** Acte établissant la constitution et l'état actuel des statuts de la Société VIEILLE MONTAGNE à ANGLEUR, le 9 mai 1903.
C.22, D. 60, P. 67 bis.
Rappel de l'acte du 24 mai 1837 constituant la société en Société des Mines et Fonderies de zinc de la VIEILLE MONTAGNE.
Modifications : a) 19 avril 1838,
b) 20 avril 1847,
c) 2 mai 1848.
d) 1^{er} mars 1853 (notamment relation de la séance extraordinaire de l'Assemblée générale des actionnaires en date du 29 avril 1852).
e) extrait du registre des délibérations des actionnaires, séance extraordinaire du 28 février 1853.
Il s'agit d'un volume relié dû à l'étude de Mr. F. DETIENNE où l'on a semble-t-il, confondu quatrième et cinquième modifications aux statuts.
- 86** Sixième modification aux statuts, octobre-novembre 1926.
C. 22, D. 60, P. 68.
Prorogation de la Société qui, en 1837, avait été fondée pour 90 ans.
Capital : 12 millions de francs.
Moniteur du 11 décembre 1926, p. 1.747.
Liste des actionnaires dont la Société générale (3.500 actions).
Prorogations jusqu'à épuisement des mines et au moins jusqu'en 1956.
- 87** Septième modification aux statuts, avril-mai 1927.
C. 22, D. 60, P. 69.
Moniteur du 2 juin 1927.
Acte du Notaire DETIENNE.
Capital passe de 12 à 15 millions de francs.

88 Huitième modification aux statuts (1928).

C. 22, D. 60, P. 70.

Procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire du 26 avril 1928.
Moniteur des 14 et 15 mai 1928 et annexes.

89 Neuvième modification aux statuts (1929).

C. 22, D. 60, P. 71.

Procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire du 12 décembre 1929. Annexes du Moniteur du 28 décembre 1929.

Décision principale d'affectation à un fond de réserve indisponible des excédents des émissions d'actions de 1924 et 1927.

90 Lettre des autorités allemandes d'occupation exemptant des restrictions relatives à l'ordonnance sur les Juifs, le 3 juillet 1941.

C. 22, D. 60, P. 72.

91 Dixième modification aux statuts, du 30 mai 1947.

C. 22, D. 60, P. 73.

Assemblée générale extraordinaire du 30 mai 1947.

Moniteur du 2 juin 1947 (renvoi et rectification du Moniteur du 30 mai 1947).

Mention de toutes les modifications jusqu'en 1947.

92 Assemblée générale du 15 avril 1954.

C. 22, D. 60, P. 74 A.

Procès-verbal de carence car plus de la moitié des détenteurs de titres sont absents.

Augmentation de capital de 24 à 500 millions de francs sans émission d'actions et par incorporation de la plus value de réévaluation. Cette opération n'est possible que par suppression des actions anciennes et remplacement par des actions nouvelles ou parts sociales sans désignation de valeur.

Antérieurement il existait des actions de deux espèces : les actions de type A (valeur : 1/10^{ème} des actions primitives au nombre de 200.000).

Les actions de type B, au nombre de 10.000.

93 Assemblée générale extraordinaire du 22 mai 1954.

C. 22, D. 60, P. 74 B.

Annexes au Moniteur des 7, 8, 9 juin 1954.

Les actions de type A sont transformées en 200.000 parts sociales et 4 actions de type B donnent également droit à une part sociale.

Cette transformation a pour but d'éviter un obstacle : lorsque les actions portent une valeur, les statuts obligent à une réunion de l'Assemblée générale qui peut, comme le 15 avril 1954, se terminer par un procès-verbal de carence.

Dorénavant, une seconde convocation de l'Assemblée générale permettra l'augmentation de capital puisqu'il n'y a plus de valeur nominative pour ces „parts sociales”.

94 Assemblée générale du 19 octobre 1956.

C. 22, D. 60, P. 75 A.

Prorogation de la société prévue.

Augmentation de capital à un milliard.

Procès-verbal de carence.

95 Assemblée générale extraordinaire du 27 novembre 1956.

C. 22, D. 60, P. 75 B.

Annexes au Moniteur du 29 novembre 1956.

- Émission d'actions pour \pm 171 millions,

- Plus value de réévaluation \pm 293 millions,

- Réserves spéciales \pm 34 millions.

Créations de 202.500 nouvelles parts sociales.

c) Les reconnaissances de la Société à l'étranger

EN PRUSSE.

96 Extrait de „l'Histoire du LIMBOURG” du Professeur ERNST (publication LAVALLEYE, LIÈGE, 1837, Tome I^{er}).

C. 21, D. 60, P. 3.

Copie. Description de l'établissement la „Kalmisberg” ou Montagne de la calamine se situant sur la route LIÈGE-AIX. A droite, on trouve la mine, une machine hydraulique d'exhaure et un aqueduc pour l'épuisement des eaux ; à gauche, les réservoirs pour le lavage.

Allusions nombreuses aux ordonnances et publications concernant la mine et notamment, au célèbre ouvrage du Troubadour Liégeois DELLOYE : Recherches sur la calamine, le zinc et leurs emplois (LIÈGE 1810).

97 Consultation des avocats français Odilon BARROT, BERRYER, DUPIN et DALLOZ sur la propriété de la mine de calamine, le 15 décembre 1837.

C. 22, D. 60, P. 56.

Nouvelles difficultés avec la PRUSSE.

- 98 Correspondance du Baron d'HUART, Ministre des Finances, avec le Comte LE HON (du 11 au 23 août 1838).

C. 22, D. 60, P. 59.

- a) 11 août 1838 : Lettre de d'HUART à LE HON avec, en annexe, une lettre au commissaire de l'état ERNST (mention de la décision du Ministre des Finances en date du 28 décembre 1834 et de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1834) tranquilisant LE HON sur la question de propriété de DONY sur la VIEILLE MONTAGNE et par voie de conséquence, de son ayant-cause, MOSSELMAN, au vu de la loi du 21 avril 1810.
- b) 23 août 1838 : Nouvelles assurances de d'HUART et nouvelle copie d'une lettre à ERNST du 22 août : la discussion encore pendante devant la Chambre ne concerne pas la propriété de la mine.
- c) Lettre de RAIKEM, avocat à LIÈGE, au comte LE HON, le 22 août 1838, concernant la position à adopter et la lettre à écrire à d'HUART.

- 99 Précis par le Comte LE HON sur l'origine du procès intenté à MOSSELMAN par le Commissaire du Territoire neutre de MORESNET, et sur les manœuvres qui ont été employées pour circonvenir et intimider la justice (1838).

C. 22, D. 60, P. 60.

- 100 Rétroactes de la négociation avec la PRUSSE (1840-1853).

Dossier constitué par le Comte LE HON en vue des négociations sur la mine de MORESNET, comportant de nombreux autres renseignements précieux sur l'historique de l'entreprise depuis le régime autrichien.

- 101 Rapport sur les origines de la VIEILLE MONTAGNE par le Comte LE HON (1849).

C. 21, D. 60, P. 1.

- 102 Acte de dépôt chez le Notaire EYLINGEN (COLOGNE) des statuts de la VIEILLE MONTAGNE en date du 6 novembre 1853.

C. 23, D. 61, P. 2.

Traduction allemande des dits statuts.

- 103 Négociations et documents intéressant la reconnaissance en PRUSSE (1855-1856).

C. 8, D. 20, P. 10 à 16.

P. 10 : Copie d'une requête au Ministre du Commerce de PRUSSE pour l'extension de la concession MOSSELMAN, le 13 décembre 1855. Extraits de demandes de la VIEILLE MONTAGNE antérieures en dates des 2 juin, 5 septembre et 3 décembre 1852. Extraits de la déclaration de l'Oberbergamt de BONN du 4 décembre 1854.

P. 11 : Traduction de la déclaration de l'Oberbergamt. C'est l'équivalent de notre Conseil des Mines. Favorable à l'autorisation pour tous les métaux sauf le fer. Autorisation jusqu'au 24 mars 1856 (fin du premier terme de la Société).

P. 12 : Réponse à cette autorisation trop limitée dans le temps et en faveur de la concession à perpétuité par le directeur-ingénieur en chef de la VIEILLE MONTAGNE en PRUSSE.

P. 13 : Lettre du même Ministre du Commerce en PRUSSE à l'appui de cette thèse.

P. 13 A : Conseil d'administration du 24 avril 1854 où il est question d'un projet de contrat avec la Société Allemande „Concordia” qui exploite le fer (siège social à ESCHWEILLER) abandonnant à cette société tous droits sur le fer dans la minière revendiquée.

P. 14 : Réponse du Ministre du Commerce de PRUSSE, favorable à la suppression de la clause délimitant l'autorisation dans le temps, pour autant que la VIEILLE MONTAGNE soit d'accord de régler les redevances de 1810. C'est tacitement reconnaître la concession à perpétuité.

P. 15 : Traduction du rescrit de l'Oberbergamt de BONN du 24 décembre 1856.

Une redevance fixe de 15.000 thalers pour le territoire prussien. Une redevance proportionnelle d'un dixième de l'extraction.

P. 16 : Passation du contrat projeté par la „Concordia” le 3 janvier 1857.

Arrêté Royal d'autorisation en PRUSSE sur 5.000 ha le 4 avril 1857.

104 a) Acte d'inscription dans les registres des Tribunaux de Commerce d'AIX, ESSEN, et DUISBOURG le 20 mai 1862.

C. 23, D. 61, P. 3.

Énumération des possessions.

Siège social à MORESNET.

Agences à COLOGNE et ESSEN.

Usines à blanc de zinc à MULHEIM et BORBECK.

Laminoir à OBERHAUSEN (Dusseldorf).

b) Journal officiel de la Régence de DUSSELDORF du 8 juillet 1845.

Publication de l'Arrêté Royal de reconnaissance de la VIEILLE MONTAGNE en PRUSSE, en date du 26 avril 1854.

105 Farde se rapportant à la demande de reconnaissance de la VIEILLE MONTAGNE en PRUSSE.

C. 23, D. 61, P. 4.

On y trouve notamment :

- une note sur les formalités à faire pour être reconnus en PRUSSE et pour pouvoir fusionner et absorber la Société de la PRUSSE RHENANE,
- un acte de dépôt à PARIS chez le notaire DUFOUR, de la délibération du Conseil d'Administration en date du 11 octobre 1859, donnant procuration au Comte LE HON et à L. A. St.-PAUL de SINCAY pour faire reconnaître la VIEILLE MONTAGNE en PRUSSE,
- une lettre de la Régence de DUSSELDORF du 19 juillet 1854 comportant l'expédition authentique de la disposition royale du 26 avril 1854 et la publication ordonnée aux frais de la VIEILLE MONTAGNE,
- Gazette de Cologne du 30 avril 1854 rapportant cette disposition royale du 26 avril 1854,
- correspondance et mémoires divers sur la question de propriété,
- lettre de la VIEILLE MONTAGNE détaillant ses possessions :
 - a) Mines à BENSBERG (mines Julien, Lüderich, Apfel, Ehrenfeld), à UCKERATH (mines Altgluck, zilberschiffen, Adler), à MAYEN (mines Silbersand, Bleidelle),
 - b) Usines à BORBECK et à MULHEIM-SUR-RUHR,
 - c) La PRUSSE suscite des difficultés (autorisation, insalubrité, domiciliation, mandat etc...),
 - d) Autorisation royale de la VIEILLE MONTAGNE d'acquérir en PRUSSE (26 avril 1854),
- requêtes des 8 novembre et 7 décembre 1853 de la VIEILLE MONTAGNE,
- rescrit de la Régence de DUSSELDORF, en date du 25 février 1854,
- réponse de la VIEILLE MONTAGNE le 25 mars 1854,
- procurations diverses à des Allemands en vue de ces procédures,
- reconnaissance du Tribunal de Commerce de Cologne de la fusion PRUSSE RHENANE-VIEILLE MONTAGNE.

106 Certificat d'inscription de Mr. ROSSENRIJK au livre de Commerce d'OBERHAUSEN.

C. 23, D. 61, P. 5.

EN ITALIE.

- 107 Copie conforme du décret du 24 juin 1872 reconnaissant la personnification de la VIEILLE MONTAGNE en ITALIE (15 juillet 1872).

C. 23, D. 62, P. 1.

Annexes : Gazzetta Ufficiale publiant cette décision en date des 24 juin, 25 juillet et 27 août 1872.

Monitore Internazionale du 15 août 1872.

Gazzetta Ufficiale du 27 août, précisant que le domicile de la Société est à ROME, via del Corso, 101, que le capital affecté à l'ITALIE est de 500.000 liras et que le directeur, est un sieur ARAGON.

- 108 Certificats de dépôt des statuts, bilans et compte-rendus des exercices sociaux de la VIEILLE MONTAGNE.

C. 23, D. 62, P. 2.

Actes de dépôt de 1883 à 1890.

Gazzetta Ufficiale de chaque année.

- 109 Gazzetta Ufficiale du 15 novembre 1888.

C. 23, D. 62, P. 3.

Mention du dépôt des bilans 1883-1877.

- 110 Bullettino Ufficiale delle Societa per aioni du 22 novembre 1888.

C. 23, D. 62, P. 4.

Nouveau code de commerce exigeant dépôt des bilans.

Changement de domicile à ROME, via Fontanella.

- 111 Demande de publication de la prorogation VIEILLE MONTAGNE intervenue le 25 novembre 1926 au Tribunal civil de ROME.

C3. 2, D. 62, P. 5.

- 112 Demande similaire pour l'augmentation du capital de 1927 le 30 mars 1928.

C. 23, D. 62, P. 6.

- 113 Mêmes formalités pour la modification aux statuts de 1928, le 5 septembre 1928.

C. 23, D. 62, P. 7.

114 Mêmes formalités pour l'augmentation de capital social de 1924.
C. 23, D. 62, P. 8.

115 Publication légale en ITALIE de l'annonce de l'Assemblée générale extraordinaire à ANGLEUR, le 12 décembre 1929.
C. 23, D. 62, P. 9.

EN ANGLETERRE.

116 Lettre des deux avocats de la VIEILLE MONTAGNE en ANGLETERRE pour informer que toutes les formalités ont été faites pour l'ANGLETERRE, suite à la modification de 1926 (8 décembre 1927).
C. 23, D. 62bis, P. 1.

Les correspondances sont les „sollicitors” et „cimmisioners” KIMBERS et WILLIAMS.

117 Lettre semblable concernant la modification de 1927 (8 juin 1928).
C. 23, D. 62bis, P. 2.

118 Idem pour la modification de 1929 (19 février 1930).
C. 23, D. 62bis, P. 4.

119 Idem pour la modification du 3 mai 1947 (23 septembre 1947).
C. 23, D. 62bis, P. 4.

EN ESPAGNE.

120 Gazetta de MADRID du 26 mai 1872 publiant le décret royal de reconnaissance en date du 19 mai 1872 (p. 576).
C. 23, D. 62 ter, P. 1.

d) Archives comptables

121 Livre-journal depuis 1837. Uniquement chiffres globaux; chaque établissement conserve ces archives.

122 Les Grands livres depuis 1837 jusqu'à nos jours.

Ce sont les comptes généraux, facturiers d'entrée et de sortie. A partir de 1925, les livres-journaux, Grands livres et autres livres de compte (par ex. „Comptes Clients”) sont subdivisés par section et depuis 1950, la comptabilité est tenue sur fiches.

- 123 Livres des Inventaires depuis 1837 jusqu'aux environs de 1870.
- 124 Livre-journal, Grands livres, Livre des inventaires particuliers pour MORESNET (quelques uns antérieurs à 1837).
- 125 Un registre de statistiques du service financier de 1837 à 1888.
Bilans — Comptes de profits et pertes — Répartition des bénéfiques — Situation de la Société (valeurs immobilières, marchandises).
- 126 Un registre contenant les résumés des bilans jusqu'en 1963.
- 127 Série complète des bilans depuis la constitution en Société Anonyme.

e) Rapports sociaux concernant la VIEILLE MONTAGNE et des sociétés où la VIEILLE MONTAGNE a pris des participations

- 128 Un volume relié contenant les rapports sociaux de 1838 à 1853 (seulement stencilés).
Ce sont les rapports de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires, un volume relié et stencilé.
- 129 Six fardes cartonnées contenant les rapports sociaux annuels de 1845 à 1960.
- 130 Actes de dépôt des procès-verbaux des Assemblées générales d'actionnaires de 1860 à 1926.
C. 24, D. 63, P. 1 à 70.
Ces procès-verbaux retracent quelques uns des événements principaux de la vie de la société.
- 131 Rapports sociaux aux actionnaires de la Société allemande Metallgesellschaft (1898-1950).
Quelques rapports manquent : 1900, 1901, 1902, 1903, 1906, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919 et 1941 à 1944.
- 132 Rapports sociaux et bilans de la Société Anonyme des mines et fonderies de plomb de STOLBERG et de Westphalie de 1861 à 1940.
Ici encore quelques rapports manquent.

- 133** Rapports de la Société Minière de PENARROYA de 1912 à 1954.
Il s'agit de cette Société que la VIEILLE MONTAGNE rencontrera en SARDAIGNE comme concurrente.
- 134** Autres rapports sociaux divers.
- de la „Buncker Hill and Sullivan Mining and Concentrating Company” (Kellogg-Idano).
 - de la „Sulphide corporation limited” 1928, 1929, 1930, 1931, 1932.
 - de la „The Zinc corporation limited” 1932, 1933 (LONDRES).
 - de la „San Francisco mines of Mexico limited” (NEW-YORK) 1930, 1939.
 - de la „Anaconda Copper Mining Company” (1930-1941).
 - de la „North Broken Hill limited” (AUSTRALIE) (1934-1954).
 - de la „Broken Hill South limited” (AUSTRALIE) (1933-1954).
 - de la „Imperial Smelling corporation limited” de 1931-1952.
 - de la „The American Metal company limited” (1930-1939).
 - de la „Société de Montejoie” (TURIN), de 1902 à 1913 et de 1918 à 1939.
- Rapports sociaux à l'Assemblée générale des actionnaires de la Société générale de Belgique (1919 à 1957). Trois grandes fardes.
- 135** Répertoire des délibérations du Conseil d'Administration (1837-1907).
- Partiellement communicable, cette série est évidemment l'une des plus importantes de tout l'inventaire. Les questions sont répertoriées dans l'ordre alphabétique de leur libellé et du nom de l'objet qu'elles visent. Celles qui intéressent un établissement figurent en outre sous le nom de celui-ci.
- Au début, registres très détaillés : sept volumes pour la période de 1837-1907.
- 136** Un volume sur le Comité de BELGIQUE (janvier 1847 à mai 1854).
- Cet organisme avait pour but de réunir des hommes d'affaires qui y font des rapports sur certaines questions de leur haute compétence.
- 137** Mission à PARIS de Mr Henry de SINCAÏ, Secrétaire du Conseil d'administration (1910).
- Il déposera un rapport sur la Direction générale de PARIS.

f) Documents économiques

- 138** Registres contenant surtout des rapport de 1842 à 1850.
- a) Rapports de la Direction centrale de LIÈGE, de la Direction de FRANCE, Correspondances (1842-1854).
Correspondance du directeur de VALENTIN-COCQ, CH. BORNET, Livre de Caisse de MORESNET (1845-1850).
 - b) Comité des chefs de fabrication (1845-1859). Procès-verbaux des assemblées générales d'actionnaires de Valentin-Cocq. Procès-verbaux des séances du comité des fondateurs de la Société de Silésie (ce sont entr'autres MORNY, Joseph PERIER, MOSSELMAN, LE HON).
Comité central de la Caisse des ouvriers (prévoyance et secours) de 1858 à 1874. Rapports divers et notamment, sur les mines de POLOGNE, sur l'usine de BORBECK, sur Oberhausen, Mulheim, MORESNET, Valentin-Cocq, etc...
 - c) Nouvel exemplaire des rapports du Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires. Rapports des Commissaires. Rapports du Conseil sur la Direction de BELGIQUE (1838-1860) et sur la Direction de FRANCE.
Rapports divers de directeurs, ingénieurs ou professeurs à l'Université (par ex. LESOINNE, Professeur à l'Université de LIÈGE), 1837-1857. Situations mensuelles sur la marche des usines d'Angleur, Tilff ou St.-Léonard, ou sur l'extraction dans les mines (MORESNET).
 - d) Depuis 1853, les usines allemandes (Société de la Prusse Rhénane), de Bensberg, Wiesloch, Uckerath. Rapports d'inspection.
 - e) Idem pour 1854 et 1855. Documents similaires.
- 139** Livres de traites et remises en portefeuille depuis 1827 jusqu'en 1854, très significatif comme témoignage des relations en FRANCE de F. D. MOSSELMAN.
- 140** „Rapports de direction.”
Nombreux volumes reliés portant sur une période de 1850-1965 (1).
- Les numéros 1 à 104 sont entreposés dans les sous-sols alors que les volumes 105 à 560 se trouvent dans la grande salle du Conseil d'Administration. La partie récente de ces rapports sont à présent au service technique.
Cette série à elle seule permettait déjà une étude complète de l'histoire de la Société.

(1) La consultation de ces rapports de direction a été permise jusqu'en 1911.

Y sont consignés tous les événements de la vie de la Société, tant comptables qu'économiques, sociaux ou techniques, mais vus à partir des renseignements techniques.

Il y a plusieurs volumes pour chaque année, avec, en tête de chaque série annuelle, un volume général sur l'activité de la Direction liégeoise (capital, production, bénéfices, dividendes et investissements, achats d'usines ou mines éventuels, procédés nouveaux introduits, etc...) puis un volume particulier pour chaque établissement de la VIEILLE MONTAGNE. Il y a aussi un volume sur la Direction de FRANCE.

Les volumes de documents généraux sont divisés en six parties principales :

- extraction, fabrication, ventes.
- budgets extraordinaires (crédits, rapports, situations commerciales).
- situation financière (mensuelle, annuelle et considérations et provisions).
- ventes générales.
- expériences et procédés divers.
- affaires contentieuses.

Les volumes particuliers deviennent de plus en plus nombreux avec les nouvelles acquisitions et la croissance de la Société.

C'est le noyau essentiel sur lequel devrait s'appuyer toute l'étude approfondie de la Société.

- 141** Farde de rapports de gestion sur les établissements belges, allemands, français, etc... de 1851 à 1897.

- 142** Divers rapports de gestion et d'inspection de 1869 à 1951.
Notamment en ITALIE, au JAPON, au TONKIN, au MEXIQUE, en ALGÉRIE, en AMÉRIQUE, en ANGLETERRE, en GRÈCE, aux BALÉARES, au MAROC, en SCANDINAVIE.

- 143** Rapports spéciaux sur une question particulière d'ordre technique (1875 et 1876).

- 144** Farde reprenant l'état des matières brutes extraites depuis la première quinzaine de 1921.

- 145** Rapports occasionnels sur certaines usines de la VIEILLE MONTAGNE.
Surtout, problèmes d'implantation, d'organisation, de mise en œuvre de la nouvelle usine de BAELLEN, aux environs de 1947.

- 146 Études diverses faites par le personnel de la VIEILLE MONTAGNE (de 1888 à nos jours).

Par exemple, une note de St.-Paul de SINCAY sur les origines et le développement de la VIEILLE MONTAGNE, ou encore sur le marché général du zinc (en FRANCE, en ANGLETERRE, en HOLLANDE, en ALLEMAGNE). Plus de 30 rapports.

- 147 Une étude sur la question des minerais datant de 1907. Y sont joints des contrats avec les producteurs de matières premières et des tableaux comparatifs de prix d'achat.

- 148 Règlements intérieurs des usines d'Angleur, St.-Léonard, Flône et Moresnet (1847 à 1864).

En annexe à cette farde, divers documents retraçant encore le procès MOSSELMAN contre CHAULET et DONY, etc...

g) Archives sociales

Principalement conservées à l'actuel service du Personnel ; mais les Registres sociaux (sub. d.) mentionnent souvent des renseignements précieux notamment les „rapports sociaux” (ex. Pièce 128 de notre inventaire) et les rapports techniques (pièces 140 de l'inventaire).

- 149 Livre matricule du personnel employé.

- 150 Trois volumes sur les caisses d'ouvriers. Opérations annuelles de 1854 à 1910.

Rapports faits par le Directeur général de la Société au Conseil d'administration. Bien avant la création de l'O.N.S.S. moderne, les dirigeants de la Société auront à cœur de fonder, pourvoir et gérer ces caisses.

Les premiers rapports contiennent des tableaux statistiques et un relevé général des opérations de cette caisse depuis sa fondation en 1847.

- 151 Caisse de retraite des employés : 1894 à 1925.

- 152 a) achat d'une propriété et d'un terrain en 1892 à Cointe, Achats, Agrandissements, échanges.

b) Farde concernant la création de l'Hôpital de Cointe et sa vie (1892-1913).

h) Contrats et ententes internationales

153 Nombreux dossiers concernant les contrats d'achats de minerais et leur transport (C. 174, 175, 176).

Essentiel pour connaître les prospections, recherches et relations nouées avec des Sociétés parfois lointaines (GRÈCE, ESPAGNE, AFRIQUE, RUSSIE, AMÉRIQUE).

Traités de participation à la création de sociétés dont les fabrications sont susceptibles d'intéresser la VIEILLE MONTAGNE. Contrats de grillage.

154 Tentatives d'union entre producteurs de zinc (Cr 64, Dr 403).

Dans ces pièces disséminées à l'intérieur de nombreuses fardes particulières, on peut discerner trois étapes dans ces tentatives :

a) vers 1851, à côté de nombreuses ententes bilatérales, un accord plus large, groupant des négociants français, des sociétés allemandes et belges, unis dans le but de prospector le marché français.

b) vers 1870, on conçut un projet de Syndicat ou Entente du Zinc, avec des Sociétés belges (Société Civile de Lamine) ou allemandes (Berzeluis à Bensberg, Eschweiler, Bleyberg, etc...). Le syndicat était administré par un représentant de chacun de ses membres et réapparut chaque fois que les cours du zinc tombaient, jusqu'à la seconde guerre mondiale. Vers 1909, cette Entente engloba la plupart des producteurs anglais, allemands et belges.

Lorsque se firent sentir le plus durement les effets de la crise, en 1931, l'idée fut reprise par les mêmes producteurs européens qui y participèrent pour 95 % de la production européenne. G. St.-Paul de SINCAY fut président du Comité de Direction de ce „Cartel du Zinc” ou „Entente internationale des Producteurs de zinc”.

155 Une farde de contrats se rapportant au syndicat ou entente du zinc (1851 à 1901).

Conventions entre la VIEILLE MONTAGNE et diverses Sociétés pour régulariser la production et le prix du zinc.

i) Archives du Compte-courant

156 Classement moderne des archives par *Tiroirs*, comprenant des *dossiers*.

PLAN GÉNÉRAL.

- 1) Administration, services financiers, filiales, agences. (Statuts — modifications — assemblées générales — capital — emprunts — participations — tantièmes — concessions minières — redevances — immeubles (par usines ou minières) — œuvres sociales — rapports d'agences...

- 2) Budgets.
- 3) Minerais — Métaux : productions.
- 4) Personnel — questions sociales : listes, statistiques, règlements d'ateliers, salaires, traitements, avantages indirects, gratifications, caisses de retraite, logements, O.N.S.S., accidents de travail, décorations, etc...
- 5) Questions fiscales.
- 6) Questions économiques, documents publics (statistiques, ententes traités internationaux, revues, contentieux).
- 7) Transports — assurances.
- 8) Sinistres — assurances.
- 9) Divers.

Cette immense masse ne nous a pas été entièrement communiquée. Nous avons seulement vu les pièces anciennes.

Tiroir 27, Doss. 47, 28. (MORESNET).

Vers 1868, le bruit courut qu'on allait procéder à un partage du territoire neutre. Les habitants s'émurent de ce bruit, car leur prospérité leur venait de cette neutralité (absence d'impôts, pas de service militaire, larges subsides de la société pour construire des écoles et autres établissements d'intérêt public.

Il y eut une interpellation à la Chambre. Les mêmes craintes se rallumèrent lors du conflit franco-allemand.

Tiroir 52, Doss. 1 à 3. Acquisition des charbonnages de la Petite Foxhalle et de la Hufnalle (1821-1874).

C'est dans ce charbonnage gisant sous Herstal, résultat de plusieurs fusions antérieures que MOSSELMAN racheta petit à petit la plupart des actions aux sociétaires et en fit apport à la S. A. de la VIEILLE MONTAGNE en 1837. Revente en 1874 au charbonnage de BONNE ESPÉRANCE.

Tiroir 52, Doss. 4 à 8. Acquisition du charbonnage de Baldaz-Lalore (1853-1882).

Acheté à la famille BECO en 1853, pour 74/80, les mines gisaient sous Flémalle, Mons, Chockier, Horion-Hozémont ; la VIEILLE MONTAGNE racheta les 6/80^{ème} restant en 1860. Rétroactes (fusions). Fusion en 1882 de ce charbonnage avec le charbonnage des Artistes — Xhorré pour faire une société de Hauts fourneaux et Usines à Sclessin, dont la VIEILLE MONTAGNE détient les 5/7^{ème} des actions.

Tiroir 52, Doss. 12. Concession charbonnière de Flône (1818-1874).

Tiroir 65, Doss. 16. Autorisation de l'usine à zinc de MORESNET (1833-1887).

Autorisation royale du 30 mars 1843, après réclamation des habitants qui craignent comme d'habitude les maladies du bétail, la ruine des récoltes, la mort de toute végétation. La fonderie fonctionna jusqu'en 1887.

**j) Archives du Service de la Comptabilité
des mines et usines**

- 157** Un volume par année depuis 1890 (sauf de 1914 à 1918) comprenant :
- coût et prix de revient par fabrication ou extraction séparée et divisé en quatre groupes : Belgique, France, Suède, Afrique.
 - même division pour la production, les bénéfices réalisés et les prix de vente.
- 158** Trois volumes sur les principales fabrications de la VIEILLE MONTAGNE depuis les origines de la Société.
- zinc brut,
 - zinc laminé,
 - cadmium, plomb, acide sulfurique, germanium,
 - les blancs.
- 159** Trois volumes de 1837 à 1890 indiquant :
- les prix de revient,
 - la situation bénéficiaire des mines,
 - la situation bénéficiaire de chaque fabrication.
- 160** Comptabilité industrielle tenue par établissement pour les mines et usines depuis 1890 :
- Salaires — main d'œuvre — prix de revient — bénéfices et consommation de matières premières.

k) Archives du Service technique

- 161** Correspondance de la Direction avec chaque usine depuis 1920.
- 162** Divers rapports d'inspecteurs de la Direction générale.
Contrôle — inventaire.
- 163** Bulletin de documentation émanant du Service technique.
Vingt septième année en 1965.

l) Documents divers

- 164** Deux fardes de brochures (statuts de société et publications VIEILLE MONTAGNE).
- Outre des statuts de la VIEILLE MONTAGNE, ceux de la Société du blanc de Zinc, Valentin-Cocq, PRUSSE RHENANE, Société de la Meuse,

Les publications comportent à côté des discours académiques, lors d'événements ou anniversaires de la vie de la Société, des exemplaires de livrets d'ouvriers, le règlement des Caisses de pensions, d'Épargne, les Statuts des Caisses de prévoyance. Le règlement intérieur de l'Établissement de Cointe.

165 Une farde de copies de documents officiels concernant la VIEILLE MONTAGNE (de 1800 à 1840).

En fait, la copie des rétroactes de législation (arrêtés, décrets, autorisations, cahier des charges), accompagnés des comptes de l'entreprise et du calcul de la fameuse redevance de 40.500 frs. Coupures de journaux.

Historique encore du procès concernant MORESNET et la liquidation des affaires DONY-CHAULET et FRANCE, car cette situation fort embrouillée fut évoquée devant les Tribunaux français du fait que c'était là, l'un des centres des affaires MOSSELMAN d'abord, du fait encore d'un voyage de CHAULET à PARIS et enfin, parce que les décisions belges ne pouvaient évidemment être appliquées en territoire français. Correspondances diverses du Comte LE HON.

166 Publication technique ou technico-commerciale (1854 à nos jours).

Par exemple, les réalisations les plus importantes à l'aide de zinc VIEILLE MONTAGNE, Analyses, Échantillonnages.

167 Fardes relatant les rétroactes ayant précédé l'offre par le personnel d'un portrait à L. A. St PAUL DE SINCAÏ, mais également, l'organisation de diverses festivités à l'occasion de remises de distinctions et décorations aux directeurs.

168 Monographies VIEILLE MONTAGNE.

Deux fardes : la première, sur la période antérieure à 1900 et la seconde pour la période contemporaine.

169 Anniversaires divers, décorations à des ouvriers, etc...

Une copieuse farde concernant principalement le personnel.

170 Diplômes, prix, médailles et distinctions obtenus aux expositions.

- 171** Diplômes attribués à la VIEILLE MONTAGNE I^{ers} d'expositions
De 1853 à 1921, dans le monde entier et notamment, en FRANCE, BELGIQUE, ITALIE, ALLEMAGNE, ANGLETERRE, mais aussi aux ÉTATS-UNIS (Atlanta, New-York), en AUSTRALIE (Melbourne), au PORTUGAL (Porto et Lisbonne) et en AUTRICHE (Vienne).
- 172** Célébration du cinquantenaire de la Société en SUÈDE (1907) et du 90^{eme} anniversaire (1947) et du centenaire (1957).
- 173** Célébration du centenaire de la Société (1938).
- 174** Dossiers dommages de guerre pour 1914-1918 et 1940-1944 (dossiers non classés).
- 175** Extraits du Moniteur des 29 et 30 août 1887.
Mentionnant les distinctions honorifiques aux ouvriers.
La liste de 1867 (exposition de PARIS) mentionnant également des ouvriers récompensés avec une note sur leurs états de service.

II. MINES ET USINES

1. BELGIQUE

a) MORESNET

- 176** Arrêté des consuls de la République relatif à la démarcation des limites de l'exploitation nationale des minerais de la calamine à la VIEILLE MONTAGNE (non numéroté) (23 germinal, An IX - 13 avril 1801).

C'est, en réalité, le règlement d'exploitation des mines calaminaires du LIMBOURG (principalement la VIEILLE MONTAGNE) considérées comme faisant partie du patrimoine national conformément à la législation antérieure à 1810.

- 177** Farde contenant :

C. 8, D. 20, P. 1 à 5.

- a) Le Décret Impérial du 30 Ventôse, An XIII.
Délimitation de la concession (expédition conforme délivrée par les Archives du Second Empire en 1864).
- b) Extrait d'affiche du 22 messidor, An XIII, en vue de l'adjudication (copie conforme délivrée par les A. E. L., le 25 juin 1864).
- c) Expédition du procès-verbal d'adjudication des mines de la VIEILLE MONTAGNE à DONY, le 16 décembre 1805 (aux conditions déjà détaillées supra).
- d) Copie du Décret Impérial d'adjudication à DONY du 24 mars 1806 (copie conforme délivrée en 1864).

- 178** Délimitation de la concession de la VIEILLE MONTAGNE demandée par F. D. MOSSELMAN en date du 26 août 1829.

C. 8, D. 20., P. 6.

- 179** Vingt-et-une pièces concernant la demande de concession du 21 août 1829 (1829-1850).

C. 8, D. 20, P. 7.

Cette demande d'extension fit long feu en raison des événements politiques (révolution belge, puis difficultés avec la PRUSSE).

Le 8 octobre 1844, de BROUCKERE demande l'autorisation d'exploiter également le plomb.

Il y a des opposants à cette demande d'extension sur 2.714 ha. Mais un seul, ODENDAHL, réussira à obtenir l'autorisation pour 31 ha et la VIEILLE MONTAGNE sur 200 ha. A prévalu l'idée qu'il fallait donner

cette extension au premier occupant, mais aussi à celui qui est le mieux outillé pour l'exploitation. Les 200 ha gisent sous le territoire de Welkenraedt, entre Baelen, Welkenraedt, Henri-Chapelle et Bilstain. Plans, requêtes, oppositions, avis du Conseil des Mines (19 avril 1850).

Arrêté royal du 29 mai 1850.

- 180 Plan et affiche de la concession en 1854.

C. 8, D. 20, P. 9.

- 181 Arrêté royal réglant la question de la concession à perpétuité (30 octobre 1854).

C. 8, D. 20, P. 9 A.

Copie conforme et copie libre de cette décision qui n'engage que l'État Belge et fait application de la législation de 1810.

- 182 Copie de l'Arrêté royal du 30 octobre 1854 et rapport à l'Assemblée générale de 1856 sur cette décision.

C. 8, D. 20, P. 9 B.

- 183 Seconde extension de concession en Belgique.

C. 8, D. 20, P. 17 & 18.

Notamment :

P. 17. Mémoire à la Députation Permanente de LIÈGE pour une extension de 2.514 ha, le 9 mars 1863. Opposition, notamment, de la S. A. de DOLHAIN. Rappel des concessions déjà acquises (30 km^e). Description très détaillée des gîtes.

Argument principal : éviter le gaspillage en concédant au mieux outillé.

Campagne des adversaires contre le Monopole.

Annexes : Décret Napoléonien du 30 Ventôse, An XIII.

Arrêtés royaux des 30 octobre 1857 (BELGIQUE) et 4 avril 1857 (PRUSSE). Plan géologique de la région exploitée.

P. 18. Arrêté royal. Moniteur du 17 juin 1863 accordant deux petites extensions à deux des opposants. La lutte va continuer pour la concession de ces 2.514 ha.

- 184 Démêlés divers avec le Baron de la Rousselière.

C. 8, D. 20, P. 19 à 36.

En 1863, la VIEILLE MONTAGNE demande une nouvelle extension dans la région de MONTZEN, Henri-Chapelle et Welkenraedt, sous un territoire appartenant au Baron de la Rousselière et dénommée Dickenbusch.

Contre l'opposant, VIEILLE MONTAGNE publie en février 1865, un premier mémoire (19) en réponse à un écrit du 24 janvier 1865 (22). Les experts étrangers consultés à la demande de la Députation permanente de LIÈGE, préconisent une concession simultanée : la Calamine étant accordée à la VIEILLE MONTAGNE et le plomb au Baron (24). Un troisième mémoire VIEILLE MONTAGNE est édité, le 29 juin 1866 qui rejette cette thèse. Réédition des mémoires antérieurs. Avis du Conseil des Mines (26).

Arrêté royal du 17 janvier 1867 accordant l'extension de concession à la VIEILLE MONTAGNE sur 1.418 ha 70 a, mais accordant la concession du plomb gisant à 54 m de profondeur, au Baron de la Rousse-lière (27 et 28).

L'exploitation à deux paraît difficile puisque des négociations reprennent pour aboutir, finalement, le 7 novembre 1872 à la vente des propriétés du Baron à la VIEILLE MONTAGNE pour le prix de 110.000 frs (p.36).

185 Acquisition à Welkenraedt (1848-1883).

C. 66, D. 111, P. 1 à 23.

D. 112, P. 1 à 22.

L'agence de Welkenraedt a été supprimée en 1885 et les immeubles en dépendant seront revendus dès 1885, (dossier 112).

186 Acquisition et vente d'immeubles à Moresnet.

C. 67, D. 113, P. 1 à 52.

C. 69, D. 114, P. 1 à 80.

Très volumineuse série car les propriétés de la VIEILLE MONTAGNE, à cet endroit, furent très étendues.

A partir de 1856, les ventes de terrains commencent.

187 Troisième extension de concession. Arrêté royal du 24 juillet 1885.

C. 8, D. 20, P. 36bis.

La VIEILLE MONTAGNE rachète à la Société des Mines et Hauts Fourneaux de la Vesdre (en liquidation) les droits concédés par Arrêté royal du 29 mai 1850 au sieur ODENDAHL. Cette société de la Vesdre avait été constituée en 1863 par les successeurs d'ODENDAHL et la décision de liquidation date du 18 février 1881.

188 Quatrième extension de concession. Arrêté royal du 27 août 1907.

C. 8, D. 20, P. 37.

Sous Henri-Chapelle et Welkenraedt (161 ha 59 a). Deux plans. Copie conforme.

189 Autorisation de réunir en une concession, toutes les extensions depuis le 24 mars 1806. Arrêté royal du 25 juillet 1925.

C. 8, D. 20, P. 38.

190 Farde contenant divers actes de cession par les propriétaires de la surface à la VIEILLE MONTAGNE, les droits aux mines se trouvant sous ces terrains (1849-1884).

C. 8, D. 21, P. 1 à 18.

Dix-huit actes de cession accordés durant les années 1863-1865 à Welkenraedt, Mulheim, Eupen (Klosterberg), en ALLEMAGNE et en FRANCE.

191 Farde contenant des pièces relatives aux redevances dues.

C. 8, D. 22, P. 1 à 3.

- 1) Arrêté royal du 29 décembre 1833 ratifiant un Arrêté ministériel du 23 décembre 1833. (Moniteur du 28 décembre 1835).
 - Les arrérages dus se montent à 225.000 frs.
 - La redevance de 1833 sera de 7.500 frs; de même pour les années à venir.
 - Annulation du contrat passé avec le Roi Guillaume I^{er}.
- 2) Annexes, négociations et rétroactes de cette décision.
- 3) Compte de la redevance prussienne (arriérés et abonnement, quittances).

192 Autorisations concernant Moresnet, Welkenraedt.

C. 35, D. 86, P. 1 à 23.

Notamment :

- Construction d'une usine à préparer le minerai (1849) (P. 3).
- Création d'une chute d'eau artificielle (1868) (p. 19).
- Raccordement à la gare de Welkenraedt (1874), (pièce 21).

b) St.-LEONARD

193 Farde I concernant les acquisitions au quartier St.-Léonard à LIÈGE.

C. 15.

- 1809-1810 : achat de deux maisons par DONY à des particuliers.
- 1813 : achat de DONY à des KEPPEL en rente annuelle et perpétuelle, rue Salamandre.
- 1817 : achat de DONY à CHAULET d'une prairie.
- 1819 : vente de CHAULET à MOSSELMAN du quart lui appartenant des établissements de Moresnet et St.-Léonard.

25 août 1813 : DONY vend à MOSSELMAN les 3/4 des deux établissements.

21 janvier 1824 : vente par DONY du quart lui restant, à MOSSELMAN (liste de créanciers de DONY et rentes).

194 Autres fardes.

Farde II : d'acquisition des immeubles à St.-Léonard (1842-1862).

Farde III : d'acquisition des immeubles à St.-Léonard (1839-1879) suppression de la rue David en 1849 et création de la rue Dony.

Farde IV : septante-cinq actes d'achat jusqu'en 1897.

Farde V : autorisation (prorogation usine, étude sur la nocivité, pétition des habitants).

Farde VI : association avec la société de Sclessin pour exploitation de deux houillères (Baldaz-Lalore et Charbonnage des Artistes).

Farde VII : liasse de titres au porteur de la S. A. du Blanc de Zinc et Charbonnage de Colladios à MONS-LEZ-LIÈGE.

Farde VIII : Registre d'actionnaires de la „Société belge pour la Recherche et l'Exploitation des Minerais" (la Direction de BELGIQUE possède 1.000 actions de 1.000 frs ; la Direction de Paris en possède 800, la Société de Wendel en possède 1.100.

Farde IX : Journaux divers (Réponse de divers industriels qui se solidarisent avec la VIEILLE MONTAGNE) :

- *Moniteur* du 3 septembre 1882 (annexes : fusion charbonnage des Artistes et Baldaz-Lalore).

- *L'Organe de Liège* relate le 4 février 1856 les dommages causés par St.-Léonard.

- *La Gazette de Liège* du 20 octobre 1853 publiant la requête du „Comité du Nord" (habitants de St.-Léonard).

- *L'Observateur Belge* des 1^{er} et 17 décembre 1859 concernant l'interpellation à la Chambre suite à la requête ci-dessus.

- *L'Indépendance* du 20 décembre 1859.

- *La Nation Belge* du 20 décembre 1859.

- *L'Étoile Belge* des 16 et 17 décembre 1859 annonçant le rejet de la requête des habitants de St.-Léonard.

195 Une farde de mémoires concernant l'usine de DONY (1854).

Cette usine est, à ce moment, établie depuis 44 ans et les habitants des quartiers du Nord et de Vivegnis ont émis de nombreuses réclamations ou pétitions touchant à l'insalubrité de l'usine.

Interpellations à la Chambre. Moniteurs. Coupures de presse liégeoise.

c) ANGLEUR

196 Acquisitions concernant ANGLEUR (1835-1937).

C. 511 D. 100, P. 1. à 148.

D. 101, P. 1 à 16.

Le 1^{er} juillet 1835, MOSSELMAN achète une propriété à ANGLEUR qui sera le berceau de l'usine actuelle.

Lors de la constitution en société anonyme, la propriété sera déjà de 4 ha.

A noter aussi un important échange entre la VIEILLE MONTAGNE et l'État Belge (18 novembre 1840) pour établir un chemin de fer. L'État, en échange de l'assise de la future voie ferrée, s'oblige à construire en face de l'usine des arcades qui permettront la sortie de l'usine, ainsi que la construction d'une gare à l'intérieur de l'usine. Un procès-verbal d'abornement du 25 mai 1850. Nombreux achats ou échanges de terrains ou maisons autour de l'usine jusqu'à Chênée et Grivegnée. La Société revend parfois certaines parcelles dont elle n'a plus l'utilité.

197 Autorisations diverses concernant l'usine d'ANGLEUR (1836-1954).

C. 31, D. 80, P. 1 à 14.

D. 81, P. 1 à 23.

Ces pièces relatent l'historique de l'usine d'Angleur avec les agrandissements, les oppositions des propriétaires voisins (qui prétendent que l'usine porte atteinte à la végétation), réglementation pour implantation de la nouvelle usine (1838), raccordements, quai d'embarquement sur l'Ourthe, hangar, chaudières, nouveaux fours. Notamment encore, longues tractations concernant la hauteur de la cheminée à implanter à une hauteur suffisante pour éviter les retombées trop nuisibles...

d) TILFF

198 Acquisitions concernant Tilf (1837-1960).

C. 56, D. 102, P. 1 à 41.

La famille GRISARD avait acquis le Moulin de Tilff, le 17 brumaire, an VI (7 novembre 1797) à la famille de ROSSIUS D'HUMAIN.

Cette propriété provenait du patrimoine du Chapitre de la Cathédrale, puis avait appartenu à des HOENSBROECK.

Le 13 octobre 1837, la VIEILLE MONTAGNE acquerrait cette propriété qui comportait un moulin, un biez, des ouvrages hydrauliques, une usine de laminage et une fonderie, plus 50.000 kgs de fonte en stock. Le marché se conclut au prix de 188.000 frs.

Diverses tractations avaient eu lieu entre les GRISARD et la Société du Luxembourg, voisine de l'île du Moulin et continueront sans la VIEILLE MONTAGNE.

En 1851, la commune de Tilff renonce à ses droits et servitudes sur l'île du moulin. Cette île sera d'ailleurs échangée en 1886 par la VIEILLE MONTAGNE car ses propriétés et usines à cet endroit, dépassent de loin l'île du Moulin.

Tout en conservant des terrains à cet endroit, la VIEILLE MONTAGNE revendra l'usine, en 1955, à la Société des Laminoirs de HAUSTER (aussi appelée Société „A. NAGELMACKERS, Laminoirs et Platineries”) pour 1 ha, 57 a, 25 ca.

e) Charbonnages de FOXHALLE et HUFNALLE

199 Concessions et exploitation des Charbonnages de FOXHALLE et HUFNALLE.

C. 10, D. 26.

a) *Historique.*

13 octobre 1824 : Concession de la houillère de la „Petite Foxhalle” à un sieur PONCELET. (Arrêté royal du 20 septembre 1824).

30 janvier 1827 : Constitution de la Société de la „Petite Foxhalle” (contrat).

16 mars 1831 : Constitution en société de houillère de Huvenalle (Herstal).

1^{er} février 1834 : Contrat d'association de ces deux sociétés (Arrêté ministériel du 30 juin 1835).

21 mars 1861 : Extrait du Journal de Liège faisant état d'une demande d'extension de concession sur 41 ha 11 a, sous la commune de Herstal. Arrêté royal d'autorisation du 25 février 1861.

b) *Participation Mosselman.*

11 décembre 1827 : Cession par PONCELET à MOSSELMAN de 40 actions „Petite Foxhalle”.

4 novembre 1828 : Cession d'une action supplémentaires par le même.

1^{er} décembre 1835 : Cession de 9 actions supplémentaires par le même.

3 février 1835 : Dépôt du contrat par les concessionnaires Foxhalle et Hufnalle pour déterminer le nombre d'actions de chacune des deux sociétés associées. Note établissant le compte et le mouvement des 50 actions MOSSELMAN.

2 avril 1837 : Cession par Gilles OLIVIER de 4 actions Foxhalle et Hufnalle.

c) *Correspondances diverses (1840-1864).*

Dès 1840, on songe à revendre cette exploitation, puis en 1846, on projette une reprise des travaux avec même un projet d'extension d'exploitation sous l'île de MONSIN. Abonnement, etc...

- d) *Rapports sur la houillère de la Petite Foxhalle (1831-1856).*
Sondages à MONSIN, dès 1831. Plan et renseignements techniques. Notamment, rapport à DE BROUCKERE sur la situation.
- e) *Documents et pièces diverses.*
1821-1824 : Avatars de la demande en concession de PONCELET qui a, d'ailleurs, des participations dans d'autres charbonnages.
1825-1840 : Tractations avant et après association Foxhalle-Hufnalte.
1871 : Note et annexe : Procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la VIEILLE MONTAGNE du 24 avril 1871, ratifiant la vente des parts dans les deux houillères pour 10.800 frs.

f) La Société du Blanc de Zinc

200 Fusion de la VIEILLE MONTAGNE avec la Société du Blanc de zinc.

C. 29, D. 76, P. 1 et 2,

- a) 25 juin 1853 : Acte de dissolution de cette Société du Blanc de zinc en vue de son adjonction à la VIEILLE MONTAGNE. La Société du Blanc de Zinc et des couleurs à base de zinc avait son siège à BRUXELLES. L'assemblée générale du 18 juin 1853 a autorisé la fusion. La Société datait du 31 décembre 1847.
- b) Procès-verbal de l'Assemblée générale de la VIEILLE MONTAGNE en date du 25 avril 1854, autorisant la fusion au prix de deux mille cinquièmes d'actions de la VIEILLE MONTAGNE.

g) FLONE

201 Rétroactes avant la fusion avec la VIEILLE MONTAGNE.

- a) Arrêté royal accordant la concession des mines sous Amay, Flône, St.-Georges et Hermalle-sous-Huy, en date du 7 décembre 1829.

C. 9, D. 23, P. 1 et 2.

Demande d'autorisations. Oppositions, plans.

Finalement, trois exploitants obtiennent satisfaction : le Comte GELOIS, Chambellan du roi Guillaume, un sieur J. T. F. PAQUO et un sieur COMHAIRE (annexes).

- b) Extensions diverses de concessions :

Arrêté royal du 31 juillet 1841, accordant à PAQUO la concession des mines de houilles, et annexes habituelles.

C. 9, D. 24, P. 1.

Convention de 1847 entre la Société du Charbonnage de St.-Georges et l'exploitation de PAQUO devenue „Société de la Grande Montagne”, depuis le 14 décembre 1845, autorisant cette dernière à exploiter une veine limitrophe des deux exploitations.

C. 9, D. 24, P. 4.

Extension de concession sous 208 ha. Arrêté royal du 23 novembre 1848 avec les mémoires, oppositions, requêtes et rapports habituels

C. 9, D. 24, P. 2

Arrêté de la Députation Permanente de Liège, le 25 septembre 1850, de borner la concession.

C. 9, D. 24, P. 3.

Arrêté royal d'extension de la concession de Flône du 19 décembre 1850, autorisant la Grande Montagne à exploiter outre les mines de houille, le fer, le soufre, le plomb et le zinc. Opposant : le sieur COMHAIRE.

Transaction du 5 janvier 1853 entre les liquidateurs de la Société de la Grande Montagne et COMHAIRE.

Aboutissement de contestations et procès datant de 1829.

202 Vente à la VIEILLE MONTAGNE de la Société en liquidation de la Grande Montagne.

C. 9, D. 23, P. 4.

Prospectus donnant des renseignements sur la société en liquidation.

203 Autorisations diverses concernant Flône (1853-1950).

C. 33, D. 84, P. 1 à 62.

Notamment :

26 février 1853 : Autorisation de raccordement et gare sur le chemin de fer Liège-Namur.

16 septembre 1856 : Autorisation de construire à la Mallieue (Flône) une usine à zinc et à plomb.

Annexes : H. l'historique des tentatives antérieures de la Grande Montagne d'exploiter et fabriquer du zinc et du plomb.

et en 1905 : Construction d'une fabrique de produits réfractaires...

204 Constitution de la Société des Mines et fonderies de zinc de la Meuse.

C. 29, D. 74.

Cette société est constituée entre la VIEILLE MONTAGNE et la maison de Banque DOUAI, AUBRY & GAUTHIER, dont le siège est à PARIS, rue la Victoire, 44.

Annexes : les comptes de liquidation de la Grande Montagne (apport de la VIEILLE MONTAGNE). Inventaire du 1^{er} mars 1848 au 31 mars 1849.

205 Acquisitions d'immeubles à Flône (1852-1962).

C. 63, D. 108, P. 1 à 30.

Avant de passer à la VIEILLE MONTAGNE, l'usine et le charbonnage de Flône avaient constitué la Société de la Grande Montagne qui, aux environs de 1850, fut mise en liquidation. En 1852, L. A. St.-PAUL DE SINCAÏ acquit la société en liquidation et l'apporta à une société de formation, la Société de la Meuse, constituée avec l'aide de banquiers français DOUAI, AUBRY & GAUTHIER. Le 26 mai 1853, ce sera la fusion avec la VIEILLE MONTAGNE.

L'acte d'achat du 21 octobre 1852 décrit l'exploitation apportée :

- concession des mines métalliques de Flône,
- charbonnage,
- terrains et maisons à la Mallieue, à St.-Georges et à Flône.

Autres achats de ces mêmes communes et encore à Amay, Hermalle-sous-Huy.

Cession en 1942 et 1946 de terrains à l'État pour reconstruire le pont d'Hermalle.

**h) La S. A. des Houillères et fonderies de zinc
de VALENTIN-COCQ**

206 Acte de constitution de cette société, le 2 octobre 1846.

C. 29, D. 72.

Fondateurs : L. A. Calley St.-PAUL DE SINCAÏ d'une part et divers propriétaires de l'ancienne concession (Lombard, Chevalier de Sauvage, MM. Lambinon, Digneffe, etc...).

Affectation : extraction de la houille, traitement du zinc.

Terme de 99 ans.

Capital : 1.200.000 frs en 2.400 actions de 500 frs dont 1.400 à la VIEILLE MONTAGNE.

Arrêté royal d'approbation en date du 19 octobre 1846. Statuts.

207 Autorisations Valentin-Cocq (1843-1870).

C. 32, D. 82, P. 1 à 86.

Notamment, autorisation d'une fabrique de blanc de zinc, le 11 décembre 1850, et autorisation d'une fonderie de zinc (quarante fours), le 20 janvier 1851.

Nombreuses mesures de collaboration avec la mine de Colladios à Ruy (Holloagne), autre mine appartenant à la VIEILLE MONTAGNE.

208 Acquisitions de Valentin-Cocq en vue de la construction d'un chemin de fer en collaboration avec la Société des Grands Makets et le charbonnage de Colladios (1833-1857).

C. 57, D. 104, P. 1 à 29.

- 209** Acquisitions concernant Valentin-Cocq avant la fusion avec la VIEILLE MONTAGNE (1839-1853).

C. 57, D. 106, P. 1 à 36.

L'une des acquisitions (P. 7) est le rachat d'1/24^{ème} que possédaient les frères RENSON dans l'exploitation houillère de Valentin-Cocq avec les bâtiments en dépendant.

- 210** Achats de la VIEILLE MONTAGNE après cette fusion à Mons, Hollogne, Jeneffe (1867-1882).

C. 58, D. 106, P. 24 à 43.

- 211** Acquisition de Valentin-Cocq après la fusion (1853-1961).

C. 59, D. 106, P. 44 à 278.

Notamment, au Sénateur de LHONEUX, la ferme d'Aulichamps enclavée dans le siège de l'exploitation Valentin-Cocq.

- 212** Vente par la VIEILLE MONTAGNE d'immeubles à Jeneffe, Hollogne, Mons-lez-Liège.

C. 62, D. 107, P. 1 à 12.

Annexes.

- 213** Regroupement des précédentes participations (26 mai 1853).

C. 29, D. 75, P. 1 à 6.

Le 26 mai 1853, était passé l'acte de fusion des sociétés de la Meuse, de la Prusse Rhénane et de Valentin-Cocq.

Annexes : les procès-verbaux d'Assemblées générales des actionnaires des sociétés fusionnant. Listes des actionnaires et procurations.

i) Charbonnages de COLLADIOS

- 214** Acquisitions par la Société COLLADIOS (1832-1860).

C. 57, D. 105.

Le siège de cette société est à Mons-lez-Liège près de celui de Valentin-Cocq. La société sera englobée par la VIEILLE MONTAGNE le 14 juillet 1865.

La société avait, avant cette absorption, racheté diverses paires et terrains en bordure de Meuse.

- 215** Achats par COLLADIOS de parcelles aux communes de Mons, Hollogne et Jeneffe et divers actes (1854-1864).

C. 58, D. 106.

Pièce 22 : achat par la VIEILLE MONTAGNE, le 14 juillet 1865 de la S. A. du Zinc Blanc et du charbonnage de COLLADIOS dont le siège est à Mons. (Mines de houille et dépendances. Une usine à zinc et dépendances. Les terrains. Un chemin de fer propre à l'usine de COLLADIOS et sa part dans la voie ferrée reliant l'exploitation à la Meuse (cfr. document n° 185). Rétroactes et annexes.

216 Extension demandée en 1876 sur 33 3ha 35 a 7 ca, sous Hollogne Awirs, Bierset, Velroux, Mons.

Valentin-Cocq détient déjà 182 ha et COLLADIOS 191 ha à cette époque.

j) BAELEN

217 Autorisations diverses concernant l'usine de BAELEN (1889-1950).

C. 34, D. 85, I. 2, 3, P. 1 à 164.

20 décembre 1889 : Arrêté royal d'autorisation à la VIEILLE MONTAGNE d'une usine à Baelen-sur-Nethe (20 fours de grillage, un atelier de broyage de blendes, une grue à vapeur, un atelier de réparation, un magasin pour blendes grillées).

11 juin 1895 : Adjonction d'une usine pour calcination des calamines.

28 octobre 1899 : Adjonction d'une usine d'acides surfurique et nitrique.

30 mai 1911 : Adjonction d'une usine à plomb, argent, antimoine.

30 juin 1928 : Autorisation pour supergrillage.

1928 : Installation définitive de l'usine à plomb agrandie.

1935 : Atelier de fabrication de sulfure de cuivre.

3 juin 1949 : Autorisation de produire 24.000 tonnes de zinc par an.. Les dossiers 85 (2 & 3) concernent la gare privée (1899), les raccordements et tout ce qui concerne la navigation et l'embarquement ou le débarquement à BAELEN.

2. ALLEMAGNE

218 Acquisition d'imeubles à Oberhausen (1853-1958).

C. 88, D. 1, P. 1 à 18.

La Société de la PRUSSE RHÉNANE achète le 25 avril 1855, un terrain pour y construire une usine à Oberhausen, (N. O. de Essen). Achats et échanges divers.

219 Arrêté de la régence de Dusseldorf autorisant l'installation d'un laminage à Oberhausen (Octobre 1854).

- C. 37, D. 92, P. 1 à 5.
Ce laminoir sera agrandi en 1857-1858.
- 220** Acquisition concernant l'usine de Borbeck (1853-1962).
C. 87, D. 1, P. 1 à 55.
Acte d'acquisition en date du 1^{er} mars 1855 à la société de Nassau, contre 1.800 actions libérées de la future „Société de la Prusse Rhénane” qui sera constituée le 26 mai 1853.
Achat de terrains divers dans la région jusqu'à Essen qui, actuellement, a pratiquement englobé l'ancienne agglomération de Borbeck (nord de Essen).
- 221** Autorisations Borbeck de la régence de Dusseldorf (1847-1850).
C. 37, D. 93, P. 1.
Autorisation d'établir une usine à zinc à Borbeck (district de (Westphalie), à une société LÉCOMTE et Compagnie.
- 222** Autorisation d'une usine à blanc de zinc à Borbeck (19 décembre 1853).
C. 37, D. 93, P. 2.
Annexes : cartes, cahier des charges.
- 223** Autorisations diverses à Borbeck (1853-1886).
C. 37, D. 93, P. 3 à 6.
Machine à vapeur. Chaudière. Raccordement. Agrandissement. Usine.
- 224** Acquisition à Immekeppel (1826-1892).
C. 89, D. 1, P. 1 à 35.
Notamment, acquisition d'une ferme et d'un ancien moulin proche de Bensberg et revente à la commune d'Immekeppel-la-Grande en 1951.
- 225** Achat des mines d'Apfel et autres (environs de Bensberg) (1853-1958).
C. 89, D. 2.
Mines diverses dans la région de Bensberg et dont certaines seront revendues à la commune d'Immekeppel.
- 226** Achat de la mine Julien (1849-1961).
C. 89, D. 3, P. 1 à 27.
Plusieurs de ces mines seront également revendues aux communes après 1950.

- 227 Achat de la mine Grunewald (arrondissement d'Eschbach)
(1894-1899).
C. 89, D. 4.
- 228 Achat de la mine BRUNO près de Neu-Moresnet (arrondissement
de Miebach), (1906-1927).
C. 91, D. 7.
Ventes et achats divers.
- 229 Achats de mines de PENNY, LUX et AJAX.
C. 91, D. 9.
Penny est située dans l'arrondissement de Seelscheid; Ajax et Lux,
dans celui de Markelsbach.
- 230 Cahier relié contenant les titres de concession des mines
d'Apfel de l'agence de Bensberg (jusqu'en 1903).
C. 11, D. 27, P. 1.
Douze concessions et Arrêté ministériel d'autorisation.
- 231 Achats des mines de Silberseifen, Clara et Adler, (1851-1882).
C. 91, D. 10.
Dans l'arrondissement de Eitorf sur la Sieg.
- 232 Achat des mines de Silbersand, Bleiberg, Mosella et Morgen-
rothe (1853-1952).
C. 91, D. 11.
Achats dans l'arrondissement d'Ettlingen (St.-Joharm). Démêlés
avec les communes.
Au nord de Mayen, sur la Nette, affluent de la rive gauche du Rhin
et au sud, le long de la Moselle.
- 233 Achats aux environs de Mulheim sur le Rhin (1854-1894).
C. 91, D. 13.
- 234 Acquisition des mines de Lüderich (arrondissement de Bleifeld,
près de Rosratte) (1837-1916 et 1914-1961).
C. 90, D. 5.
C. 97, D. 5d.
A quelques kilomètres au sud de Bensberg. Nombreux achats.

- 235 Cahier contenant les titres de concession des mines de Lüderich (1854-1861).
C. 11, D. 27, P. 2.
Treize concessions de 1854 à 1885.
- 236 Concessions des mines du district de Deutz-Runderoth (agence de Bensberg).
C. 11, D. 27, P. 3 à 21.
Dix-neuf concessions de 1854 à 1885.
- 237 Concessions nouvelles dans le district de Deutz-Runderoth (1846-1916).
C. 12, D. 27, P. 22 à 32.
Onze concessions minières. Annexes habituelles.
- 238 Concessions et exploitations à Bensberg, district de Brull-Unkel de 1858 à 1875.
C. 13, D. 28, P. 1 à 10.
Dix concessions. Annexes habituelles. Arrêté ministériel d'autorisation.
- 239 Concessions dans le district de Coblenz (1847-1915).
C. 13, D. 29, P. 1 à 8.
Huit concessions. Annexes habituelles.
- 240 Concessions dans les districts miniers de Wiesbaden et Grand Duché de Bade (1847-1937).
C. 13, D. 30, P. 1 à 12.
Décret du Grand Duc. Abonnement. Achat de Wiesloch par la Société de la Prusse Rhénane (Heidelberg-Karlsruhe). Extension.
- 241 Achat des mines de Wiesloch (arrondissement de Mussloch) (1903-1929).
C. 91, D. 12.
- 242 Concession de Neu-Wezel (1854-1872).
C. 14, D. 31.
Mines proches et aptes à alimenter les usines de Borbeck et Mulheim, situées respectivement à 2 et 4 kms.

243 Autres achats en ALLEMAGNE.

C. 97, D. 6, P. 6 à 14.

- Mines Nikolau-Phönix en 1877, vendues en 1913 (arrondissement de Markelsback-Oderscherd),
- Mines à Neu-Moresnet en 1877 (arrondissement de Runderoth),
- Mines de Peste et Hoffnung en 1854 (arrondissement de Runderoth),
- Mines de Uhland en 1861 (arrondissement de Vilkerath),
- Mines de Alttgluck, notamment Uckerath, Willesberg de 1850 à 1873. Mines et fonderies. Autorisations diverses.

244 Achats et vente d'immeubles à Mulheim (1845-1880).

Indemnités et transactions avec des particuliers. — Autorisations diverses.

Vente en 1874 de l'usine (450.000 frs).

245 Création d'une usine de grillage à Borbeck en 1928.

Longue préparation. Étude des blends (car Oberhausen trop coûteuse, marche à allure réduite).

Rapports divers sur les mines de Bensberg et les usines de laminage et de grillage à Oberhausen et sur les usines de réduction à Borbeck. On hésite longtemps sur la question de savoir s'il n'est pas préférable, devant les menaces économiques, sociales et politiques, en ALLEMAGNE.

246 Bail entre la VIEILLE MONTAGNE et „l'Aktiengesellschaft des Altenberg für Bergbau und Inkluttenbetrieb" d'Essen.

C. 29, D. 73.

La société allemande reçoit, à partir du 1^{er} juillet 1934, tous les terrains, mines, installations industrielles sis en ALLEMAGNE, de même que droits, habitations et constructions sises en ALLEMAGNE pour 120.000 deutsche Mark par an.

La crise traversée et l'évolution politique allemande firent préférer cette décentralisation.

3. SUEDE

247 Achat de mines près d'Ammeberg.

C. 94, D. 145, P. 1 à 4.

Le 4 août 1857, la VIEILLE MONTAGNE achète les mines et des terrains, puis construit une usine de grillage et une laverie.

En 1861-1862, achat d'un terrain à Gothembourg pour entreposer des stocks, et encore d'une grande propriété à Ammeberg en 1877.

- 248** Autorisation d'exploiter une mine de plomb (9 octobre 1857).
C. 37, D. 94, P. 1.
La VIEILLE MONTAGNE deviendra propriétaire de la mine, si elle a un représentant domicilié en SUÈDE, près de cette mine qui est située à 15 km d'Askersund, près du lac de Wettern.
- 249** Correspondances de L. A. St PAUL de SINCAY (1867-1868).
Le directeur de la VIEILLE MONTAGNE correspond avec l'ingénieur en chef d'Oberhausen qui sert d'intermédiaire avec la SUÈDE. Il s'agit d'acheter des machines et d'organiser cette lointaine filiale.
- 250** Idem, 1868-1869.
Contrôle très strict et permanent. Recherche de matériel plus intéressant. SACHS d'Oberhausen, guide et dirige les envoyés suédois à la recherche de machines. Rapports fréquents. Missions précises et modernisations.
- 251** Idem, 1869-1871.
Cfr. supra.

4. FRANCE

a) VALCANVILLE

- 252** Acquisition d'immeubles à VALCANVILLE (Vallogne-Manche).
C. 82, D. 128.
Un FONTENILLIAT vend à F. D. MOSSELMAN un ancien moulin de Houx à Valcanville le 10 avril 1822. Ce sera un des apports MOSSELMAN à la constitution en société anonyme de la VIEILLE MONTAGNE.

b) BRAY-LU

- 253** Acquisition d'immeubles à l'usine de Bray-Lu (1847).
C. 82, D. 128.
Acquisition de l'usine de Bray-Lu sur l'Epte, canton de Magny, arrondissement de Nantes (Seine-et-Oise) : laminoir à zinc et dépendances, le 16 novembre 1837 à un sieur ADELIN pour 150.000 frs. Nombreux achats de terrains dans les environs de cette usine.
- 254** Autorisations diverses concernant cette exploitation.
C. 36, D. 88, P. 1 à 7.

4 septembre 1836 : Ordonnance royale autorisant la transformation des Moulins de Bray en usine de laminage des métaux en faveur d'un sieur ADELIN.

28 février 1839 : Ordonnance royale autorisant le même à traiter le zinc et le cuivre et à créer une fonderie.

15 janvier 1848 : L'usine a été acquise par la VIEILLE MONTAGNE qui obtient l'autorisation d'établir une roue hydraulique au laminoir.

1853-1858 : Nouvelles autorisations, raccordement de chemin de fer et autorisation de placer des vannes en amont de rivière.

c) Usine de LEVALLOIS

255 Acquisition d'immeubles pour l'usine de Levallois-Perret (1855-1921).

C. 81, D. 127.

256 Arrêté du préfet de police de Paris, autorisant la VIEILLE MONTAGNE à exploiter une fabrique de blanc de zinc à Levallois, le 29 juin 1864.

C. 36, D. 88, P. 1.

Autorisation du 10 juin 1862 permettant à un sieur PONCELET d'établir une machine à vapeur (P. 2).

d) Le complexe VIEILLE MONTAGNE de Viviez-Penchat

257 Acquisition d'immeubles à Viviez (Aveyron), 1872-1956.

C. 71, D. 116 à 123.

Achat à GARNIER & Fils, en 1872, de l'usine de Viviez (arrondissement de Villefranche, Aveyron). L'achat du matériel date du 28 septembre 1871, bail avec la Compagnie d'Orléans, sur certains terrains.

258 Autorisations diverses.

C. 36, D. 87, P. 1 à 4.

27 mars 1858 : Décret impérial autorisant l'installation d'une usine à acier à Penchat, au profit d'un sieur Cibiel.

19 avril 1862 : Décret impérial autorisant un sieur GARNIER à établir à Viviez une usine à zinc, cuivre et plomb dont quatre fours de grillage et douze fours de réduction.

19 août 1863 : Arrêté préfectoral autorisant l'installation d'une machine à vapeur à Penchat.

9 octobre 1865 : Décret impérial autorisant GARNIER à transformer l'aciérie de Penchat en laminoir à zinc.

259 Inondation à Viviez en 1872.

Correspondance entre le directeur, St.-PAUL DE SINCAY et les administrateurs.

260 Acquisition d'immeubles à Penchot (1871-1958).

C. 79, D. 126, P. 1 à 35.

261 Inondation de l'usine de Penchot en 1875.

Correspondance entre directeurs. Grand désastre du à une crue du Lot. Le laminoir sera envahi un moment jusqu'à plus de deux mètres.

262 Contrats et conventions diverses pour fourniture d'énergie électrique en vue d'alimenter l'usine de Viviez (1910-1945).

C. 20, D. 38, P. 1 à 10.

Dès 1898, des conventions s'élaborent, mais c'est surtout à partir de 1924 que la VIEILLE MONTAGNE prend des contrats avec des sociétés dont les besoins sont similaires ou avec des sociétés qui ont pour but de fournir l'énergie électrique.

Les principaux co-contractants de la VIEILLE MONTAGNE sont :

- La Société Sorgue et Tarn (Montpellier), société à capitaux principalement belges, qui possède des centrales électriques à Truel, Millau et Beziers,
- La Société Hydro-électrique de la Cère (Hec),
- La Société d'énergie électrique du Rouergue (Paris) qui, lors de sa création, reçoit une participation et un apport de la VIEILLE MONTAGNE (la centrale de Thuries sur le Viaur) contre 80.000 actions. Équivalent des U. C. E. belges,
- Union électrique des Pyrénées occidentales (U. E. P. O.).

On y trouve notamment, un protocole pour la création d'une société de transport d'énergie Rouergue-Auvergne, pour exploiter une ligne St.-Victor-Viviez, avec les Sociétés précitées et la Société „Commeny Fourchanbault et Decazeville (C. F. D.) de PARIS.

En 1954, l'Électricité de FRANCE (E. D. F.) et la VIEILLE MONTAGNE passent un contrat pour l'alimentation de Viviez pour vingt ans.

263 Renonciation aux concessions de houille d'Auzitz (Aveyron) (1934).

C. 7, D. 2, P. 34.

e) DANGU

264 Acquisition d'immeubles à Dangu (1884-1952).

C. 83, D. 129.

Achat du laminoir de Dangu (Eure) à l'intersection de l'Eure et de l'Oise et de la Seine-et-Oise en Vexin. Vendu en 1957 à des particuliers.

f) HAUTMONT

265 Acquisition de Hautmont près de Maubeuge (Nord) (1890-1849).

C. 84, D. 130.

Achat, le 2 juin 1887 d'un laminoir à trois trains complets, cisailles, machines à onduler et plier, etc...

Achats de divers terrains, notamment à des sociétés Heurruyères.

g) CREIL

266 Acquisition d'immeubles à Creil (Oise) en 1915-1961.

C. 85, D. 131.

Promesse de vente en 1915 des usines à zinc pour 116.000 frs et achat, en 1917, pour la somme de 300.000 frs (22 mai), de 2 ha, 32 a. Échanges d'immeubles divers sur Montataire, Nogent et Chantilly.

h) MINES du MIDI

267 Acquisition d'immeubles dans les mines du Midi (1901-1960).

C. 85, D. 132.

Notamment, dans le Gard à Rousson, St.-Félix de Pallières, St.-Laurent Le Minier et dans l'Ariège et l'Aveyron.

268 Agence des mines du Midi (1920-1925).

C. 3, D. 5, P. 1 à 6.

Options, cessions d'amodiation, participation dans les mines de St.-Laurent-le-Minier et de la Croix de Pallières (arrondissement de Vigan et Alais, Beziers, Gard et Herault) et adjudication à la VIEILLE MONTAGNE en suite de la faillite de la S. A. des Zincs Français (Paris). Achat, en 1956, à la Société des Mines de fer de Fillois de la concession de Brusque (Aveyron).

269 Baux et achats de diverses concessions en FRANCE vers 1909.

C. 3, D. 3, P. 1 à 8.

Dans l'Herault, le Tarn, la Haute-Garonne, l'Ardèche, le Lot, le Gard, les Hautes Alpes et l'Aveyron.

i) PYRENEES

270 Exploitation et baux de mines dans les Pyrénées (1897-1930).

C. 3, D. 4, P. 1 à 6.

Ce sont les mines :

du Pic de l'Homme (1910),

de Pouech (Auber-Ariège) (1897),

du Val d'Aran : amodiation 1903, achat en 1930 de 65 ha six mines,
province de Lerida.

j) BAUX EN FRANCE

271 Baux en France (1904-1957).

C. 99, D. 159, P. 1 à 9.

Un terrain à la gare de Penchot,

Un terrain à la gare de Hautmont,

Des terrains à Pampelonne, St.-Félix de Pallières,

Bail de l'usine de PORT-DE-BOUC, en 1924 à l'État qui le renouvelle,
en 1957, avec engagement d'y construire une usine.

272 Autorisations et contrats, en 1941.

C. 36, D. 90, P. 1.

Contrat avec l'État Français pour exploitation en commun de l'usine
de grillage de la blende. Compte tenu des dépenses faites par la
VIEILLE MONTAGNE à Viviez-Penchot l'État peut prendre en charge
la construction de nombreux aménagements et modernisations.

Budget prévu : 4.850.000 frs, mais la VIEILLE MONTAGNE recevra les
sommes réellement dépensées.

k) ALGÉRIE

273 Acquisition au Hamman (1899-1956).

C. 86, D. 133.

Dans le département de Constantine (mines de Djelba), plus une
maison à Bone.

274 Acquisition de la commune mixte de l'Ouarsenis (arrondisse-
ment de Philippeville, 1888-1952).

C. 86, D. 134.

275 Concessions et exploitations des mines de l'Ouarsenis (1888-
1890).

C. 4, D. 7, P. 1 à 2.

Convention avec des indigènes autorisant la VIEILLE MONTAGNE à exploiter diverses mines.

Décret français du 11 décembre 1890 accordant à la VIEILLE MONTAGNE des concessions des mines de l'Ouarsenis.

276 Concessions et exploitations des mines du Hamman (1870-1949).

C. 4, D. 8, P. 1 à 14.

Autorisation des indigènes. Décrets. Actes notariés. Extensions d'amodiation.

5. TUNISIE ET MAROC

277 Mines de TUNISIE (1896-1898).

C. 4, D. 9, P. 1 et 2.

Achat de mines à la compagnie de Bone-Guelma de la Mine de Djelba, plus extension par achat à des particuliers.

278 Duplicata des titres miniers de permis de recherches dans les environs d'Agadir (MAROC) vers 1952-1957.

C. 4, D. 9, P. 1 à 7.

Les deux dernières pièces sont les originaux de l'acte de cession de Cockerill à la VIEILLE MONTAGNE du permis de recherches, en 1957.

6. ESPAGNE

279 Contrats, concessions et exploitations en ESPAGNE (1877-1909).

C. 3, D. 6, P. 1 à 6.

En 1877 un certain PUIS (déjà mandataire de la VIEILLE MONTAGNE en SARDAIGNE) achète pour la VIEILLE MONTAGNE dix mines à Santander, puis encore une en 1881.

En 1887, achat d'une mine à Carthagène.

En 1898-1899, achat de diverses mines dans la province de Badajoz, accrues en 1909 par un autre achat de la VIEILLE MONTAGNE à la Compagnie française des Mines d'Escombrera.

7. ITALIE

280 Mines reprises à la Société des mines d'Iglesias (1867-1936).

C. 5, D. 11, P. 1 à 17.

- 281** Agence d'Iglesias (1871-1928).
C. 92, D. 143 et 143bis.
Achat de nombreux terrains, suite aux découvertes de calamine de 1865, notamment, l'île de San Pietro.
Création, le 1921, d'un hôpital.
Cession, le 4 octobre 1928, des mines de „The united Company Ltd” en liquidation (surtout la mine d'Acquaresi).
- 282** Acquisition des mines de San Benedetto et Coremo (1867-1929).
C. 5, D. 19, P. 1 à 19.
- 283** Achat de San Benedetto (1868-1897).
C. 92, D. 143, P. 1 à 20.
Achats, ventes, cessions de baux ou de permis de recherches et le 29 décembre 1871, de l'usine St.-Victor (fours) importante parce que proche de la mine de San Benedetto.
- 284** Mines de Tamaras (arrondissement d'Iglesias, province de Cagliari, SARDAIGNE) (1897-1930).
C. 5, D. 10, P. 1 à 18.
Études, rapports, achats, extensions.
Demandes de concessions. Renseignements sur main d'œuvre.
- 285** Mines d'Acquaresi et de Pertusola (1919-1928).
C. 5, D. 12, P. 1 à 14.
- 286** Immeubles à BERGAME (1889-1927).
C. 93, D. 144, P. 1 à 80.
Achats divers, mais moins nombreux que dans les autres établissements. Tractations avec une société de distribution électrique.
Échanges et ventes depuis 1928.
- 287** Achats et demandes d'extension de concession dans la région de Bergame (ITALIE) (1892-1930).
C. 6, D. 14, P. 1 à 8.
Notamment :
en 1892 : mines de Vallanira.
en 1897 : mines de Vaccareggio, Arera et Monte Trevasco.
en 1922 : rachat de mines à la „Crown Spelter C. Ltd”.

288 *Gazetta Ufficiale del Regno d'ITALIE* du 20 mai et du 22 août 1941.

C. 5, D. 22 et 23.

le 20 mai : proclamation de la déchéance des concessions minières de la VIEILLE MONTAGNE et ITALIE (Bergame et SARDAIGNE).

le 22 août : décret d'attribution de ces mines à la S. A. „Michelio et Metalli Nobili” (Groupe AMMI).

Liste des concessions :

A BERGAME : Zambla, Monte Zambla, Monte Aressa, Monte Trevasio, Veddra, Pizzadello, Valle Vedra, Bellore, Grina, Golla, Splazzi, Riso, Casa Conti, Costor Iels, Vaccareggio et Vallavagio.

EN SARDAIGNE : Montecani, Monte Agruxequ, Monte Fenuga, Fossa Muccini o San Benedetto, Palas Islnas o Coremo, Enna Muste, Sa Pala is Carrogas et Pubuxeddu.

8. GRECE

Société HelléFique Métallurgique et Minière de THASOS (GRECE).

289 Pièces diverses concernant la constitution de cette Société.

C. 16, D. 34, P. 1 à 7.

En 1924 : Procès-verbal de réunions entre représentants de la VIEILLE MONTAGNE, de la Société Coframet à Paris (Compagnie franco-américaine des métaux et minerais) et de la Montangeschaft (Berlin) pour une soumission solidaire à l'adjudication de gisements miniers de l'île de THASOS.

Convention entre ces trois parties (7 février 1925).

Engagement du propriétaire (Marquis de CREVECŒUR) de vendre ses actions dans la société hellénique pour moitié à COFRAMET et moitié à la VIEILLE MONTAGNE.

Deux certificats attestant que la VIEILLE MONTAGNE a souscrit à 4.990 titres de la Société Hellénique pour 124.750 drachmes.

Statuts et correspondances constatant que la VIEILLE MONTAGNE a réglé le capital souscrit.

9. ANGLETERRE

290 Achat au Baron BARNARD de diverses mines des Cornouailles vers 1897-1899).

C. 7, D. 19, P. 1 à 9.

291 Une farde concernant les ports anglais.

Pour le transfert des minerais de Nenthead.
Emmagasinage. Transport. Plans. Photos.

10. AGENCES ET DIVERS CONTRATS

292 Indemnités diverses réglées par la VIEILLE MONTAGNE.

C. 41, D. 96, 97, 97bis.
98, 99, 99bis.

A Angleur et Tilff (P. 1 à 77), 1843-1906.

A Valentin Cocq (P. 1 à 97), 1851-1901.

A Flône (P. 1 à 20), 1855-1877.

A Moresnet (P. 1 à 9), 1850-1911.

A Borbeck (P. 1 à 47), 1862-1888.

A Pampelonne (Tarn - Thuries), 1920.

A Viviez.

Très longue énumération des indemnités versées à des particuliers qui avaient subi un dommage, du fait de l'exploitation de la VIEILLE MONTAGNE : la plupart du temps, il s'agit d'arrangements à l'amiable.

293 Immeubles divers.

C. 96, D. 152, 153, 154,
155, 156.

- Le 29 décembre 1880, achat de l'immeuble de la rue Richer à Paris (siège de la Direction de FRANCE).
- En 1921, un hôtel à Bruxelles.
- En 1923, achat à Chauny (Aisne).
- En 1924, 1958, achats divers à Port-de-bouc (bouches du Rhône) et à Martigues (id.).
- En 1943, un immeuble à Anvers.
- En 1946, une ville à Marseille.
- En 1949, un immeuble à Bordeaux.

294 Carthagène. Achats divers.

C. 96, D. 150.

Achats en 1881. Ventes en 1949.

295 Participations de la VIEILLE MONTAGNE à diverses entreprises (1893-1949).

C. 20, D. 42, 43, 44, 45.

A Hollogne-aux-Pierres pour installation de l'eau alimentaire.

Service médical dans l'Ouarsenis.

Mise en place de l'Asile de Cointe : contrat avec les Filles de la Charité ; agrégation par la députation permanente de LIÈGE et par le ministre.

Construction de gares, chemins de fer, raccordements (Viviez, Dangu, Hautmont, Flône, Bray, Baelen).

Transactions avec des ouvriers accidentés etc...

- 296 BELGIQUE (1895-1949).
C. 99, D. 157.
Baux et locations diverses à Baelen, Flône, Hologne, Tilff, Angleur ;
magasins à Anvers et à Bruges.
- 297 EN SARDAIGNE.
C. 99, D. 158.
Un bail avec l'administration maritime de Cagliari.
Une maison à Iglesias.
- 298 Autorisations diverses accordées par la VIEILLE MONTAGNE à
des tiers (1904-1956).
C. 20, D. 41.
Par exemple, pour poser des cables souterrains, ou encore pour
exploiter le sable sur un terrain de la VIEILLE MONTAGNE...
- 299 Cession ou abandon par des tiers des droits ou servitudes sur
des propriétés de la VIEILLE MONTAGNE en 1905.
C. 20, D. 47.
- 300 Prêts et avances consentis par la VIEILLE MONTAGNE à des
communes, provinces, sociétés ou particuliers entre 1910 et 1938.
C. 20, D. 40.
- 301 Agences diverses (1912-1956).
C. 99, D. 158.
Dans l'Ouarsenis, à Londres (77, Canonstreet), à Carthagène, etc...
- 302 Approbation de l'île du commerce à Liège ; rachat de celle-ci
par la VIEILLE MONTAGNE au gouvernement.
C. 58, D. 2675.
Divers projets d'utilisation. Coupures de presse ; brochures (1870-
1872).
- 303 Pièces diverses sur les participations et projections au TONKIN
(1913).
Convention entre la VIEILLE MONTAGNE et la Compagnie d'explo-
itation et recherches minières.
Un gisement calaminaire a été découvert dans la province de Bac-Can
(TONKIN, Haut Song-Can, Province de Bac-Can, région de Com-
mink).

304 Contrat d'agence de 31 décembre 1924.

C. 16, D. 35, P. 2.

Aux termes duquel la VIEILLE MONTAGNE se réserve l'activité exclusive d'un sieur Abraham BLUM pour représentation de ses intérêts au MEXIQUE, Avenants de prorogation, les 7 février et 3 décembre 1929 et ainsi jusqu'au 31 décembre 1933.

305 Agence „El Zinc” à MEXICO.

C. 16, D. 33, P. 1 à 8.

Copie de l'acte constitutif de la Société „El Zinc” en décembre 1925, pour industrie minière (concession, vente, achat, recherches et surtout, comptoir).

Actes d'achat de diverses mines au MEXIQUE en 1926.

Titres de propriétaires.

306 Pièces diverses concernant l'agence des ÉTATS-UNIS en 1927.

C. 16, D. 35.

Nomination d'un ingénieur-conseil à NEW-YORK, un certain HIRSCHLER, puis procuration de la VIEILLE MONTAGNE déclarant que la HIRSCHLER MÉTALCOMPAGNY doit être considérée comme agence de la VIEILLE MONTAGNE aux U. S. A.

Instructions concernant l'organisation de cette agence.

307 Contrats divers de grillage à façon et de super-grillage à partir de 1927.

C. 18, D. 36, 36 A.

Principalement, contrats avec la S. A. des Manufactures de Produits chimiques du Nord (Ets KUHLMANN), S. A. de VEDRIN, S. A. des fonderies, laminoirs et ateliers de St.-VAAST, des Sociétés allemandes, la S. A. des Zincs de la Campine, la Compagnie royale Asturienne des mines, etc...

Ventes d'acides ou de gaz sulfureux et de minerais.

308 Contrats de transport et d'assurances maritimes et fluviales depuis 1924.

C. 19, D. 37.

Pour le transport des minerais de SUÈDE à ANVERS ou BORDEAUX; d'Anvers à Liège (île de Monsin); etc... et assurances diverses. Acheminement des matières premières vers Port-de-Bouc.

309 Convention de la VIEILLE MONTAGNE avec la Société d'Electricité de la Campine, 1^{er} juillet 1920.

C. 20, D. 38, P. 5.

En vue de l'alimentation de BAELEN.

310 Contrats divers périmés de 1930 à 1940.

C. 1, D. 1, P. 1 à 6.

Avec des mines de NORVEGE, MAROC, ITALIE, ANGLETERRE, U. S. A., FRANCE, HOLLANDE, ALLEMAGNE, SUÈDE, MEXIQUE, etc...

Recherches dans ces mêmes pays, contrats avec des sociétés déjà installées en ces régions (ainsi, la Société Générale des Métaux).

311 Achats et ventes de 1938 à 1947.

C. 2, D. 1.

Plusieurs commandes à la mine de STORA KOPPOBERGFALM (SUÈDE), la VIEILLE MONTAGNE „oxyde" ROKIN, 9/15 AMSTERDAM et la COFRAMET (Compagnie Franco-Américaine des métaux et minerais). Vente du surplus de production de Viviez. Contrats avec la Société Métallurgique de PRAYON.

312 Contrats avec l'AMÉRIQUE et l'AUSTRALIE.

C. 2, D. 1.

313 Réserve d'une tranche de puissance sur la centrale des Awirs (Linalux) à ériger le 8 septembre 1947.

C. 20, D. 38, P. 9.

1/5 % de puissance normale.

314 Convention et contrats divers en vue de l'utilisation de brevets appartenant soit à des tiers, soit à la VIEILLE MONTAGNE (1909-1956).

C. 20, D. 39.

Convention avec une société allemande concernant le droit de fabrication d'acide sulfurique à haut pourcentage.

Contrat avec un Alexandre KEILER pour introduction des fours „Keiler" dans les établissements de la VIEILLE MONTAGNE dans tous les pays.

Contrat concernant un brevet de la VIEILLE MONTAGNE pour une machine à charger les fours.

Nous signalerons que nous n'avons pas vu les archives du service technique créé après 1914, c'est-à-dire les procédés de fabrication, les questions d'énergie, les rapports de laboratoires...

Avant de terminer ce travail qui s'insère dans la série dirigée par notre maître le professeur DEMOULIN, nous tenons à remercier les dirigeants de la société pour leur amabilité, nous mentionnerons spécialement Monsieur VEILLESSE fondé de pouvoirs qui nous a guidé lors de nos passages à la société (1).

(1) Voir COLLE-MICHEL, les archives de la S. A. COCKERILL-OUGRÉE des origines à nos jours (Cahiers nr. 9, *Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine*, Louvain, Paris, 1959).

Les archives de la S. A. MÉTALLURGIQUE D'ESPÉRANCE-LONGDOZ des origines à nos jours (Cahiers nr. 24, *Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine*, Louvain, Paris, 1962).

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

NB. Les chiffres renvoient aux numéros des pages.

A

- ADELINE, propriétaire d'un laminoir à zinc, à Bray Lu, p. 72, 73.
ALBERT et ISABELLE, (Archiducs), souverains des Pays-Bas de 1598-1621, p. 24.

B

- BARNARD, (Baron), propriétaire de mines, p. 79.
BARROT, Odilon, juriste français et homme politique, 1791 à 1873, p. 10, 40.
BASSANO, Maret Hugues, Bernard (Comte puis Duc), homme d'état français 1763-1839, dévoué à Napoléon I, pair de France sous Louis-Philippe, p. 29.
BERRYER, Antoine, juriste français 1790-1868, orateur du parti légitimiste, adversaire du second empire, p. 10, 40.
BORGNET, Charles, industriel liégeois, directeur de sociétés notamment à Valentin-Cocq en 1842, p. 48.

C

- CALLEY SAINT PAUL DE SINCAY, Louis, Alexandre, directeur de la Société Vieille Montagne de 1846 à 1890, p. 12, 13, 16, 21, 37, 50, 54, 65, 72, 74.
CALLEY SAINT PAUL DE SINCAY, Gaston, fils de Louis Alexandre, directeur de la Société Vieille Montagne de 1890 à 1937, p. 16, 17, 21, 51.

CHAULET, Hector, associé à Dony à l'usine Saint Léonard, p. 8, 22, 30, 31, 32, 50, 54, 59.

COMHAIRE, exploitant de mines de houille, fer et zinc, p. 63, 64.

D

DALLOZ, Victor, juriste français 1795-1869, auteur du répertoire de jurisprudence générale, p. 10, 40.

DAVIGNON, administrateur de la banque de Belgique, administrateur de plusieurs sociétés, p. 12.

DE BROUCKERE, Charles, né à Bruges en 1796, en 1825 élu député des Etats Généraux, fin 1830 membre du Congrès national. En 1831 appelé au ministère des finances, directeur de la banque de Belgique, président du conseil d'administration en sociétés anonymes, partisan acharné de la participation des banques à l'expansion industrielle, p. 11, 12, 36, 37, 56, 63.

DELLOYE, Henri-Joseph, journaliste et publiciste connu sous le nom de troubadour liégeois né à Huy le 13 septembre 1752, mort le 25 septembre 1810, p. 6, 40.

DEPREZ, directeur de l'établissement Dony à Moresnet, p. 29, 31, 34.

DE SAUVAGE, juriste et homme politique belge, né à Liège en 1789, mort en 1867 à Bruxelles, ministre de Léopold I et en 1892 président de chambre à la Cour de Cassation, p. 10, 65.

DE SINCAY, Henri, secrétaire du conseil d'administration en 1910, p. 47.

D'HUART (Baron), ministre des finances en 1937, p. 41.

DIGNEFFE, propriétaire de mines de houille qui constitueront la Société de Valentin Cocq, p. 65.

DONY, Jean-Jacques, Daniel, abbé, né à Liège en 1759, mort en 1819, inventeur du zinc industriel à l'état du métal parfait (voir *Biographie nationale de Belgique*, T. 6, col. 127 à 131), p. 5, 6, 7, 8, 10, 13, 21, 22, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 41, 50, 56, 59, 60.

DOUAI, AUBRY, GAUTHIER, banquiers de Paris sous le second empire, p. 13, 64, 65.

DUPIN, André, juriste français et homme politique né en 1783, mort en 1865, servit tous les gouvernements qui régèrent la France depuis le premier jusqu'au second empire, p. 10, 32, 40.

F

FONTENILLIAT, propriétaire français, début du XIXe siècle, p. 72.

FOULD-OPPENHEIM, banquiers français, p. 12.

G

GARNIER, industriel, propriétaire d'une usine à zinc à Viviez en 1858, p. 73.

GELois (comte), chambellan du roi, Guillaume des Pays-Bas, p. 63.

GENDEBIEN, Alex, avocat et homme politique belge, né en 1789, joua un rôle important à la révolution, membre du Congrès national, p. 10, 35.

GRISARD, industriel famille de métallurgistes de Chaudfontaine, p. 61, 62.

GUILLAUME I, de Nassau, 1772-1843, roi des Pays-Bas en 1815 après la perte de la Belgique en 1830 et régna depuis sur la Hollande, il abdiqua en 1840, p. 10, 11, 35, 59.

K

KEPENNE, propriétaire d'immeubles au quartier Sant-Léonard de Liège, p. 59.

L

LAMBELIN, directeur de la Société Vieille Montagne pour la Belgique de 1837 à 1841, p. 36.

LAMBINON, propriétaire de mines de houille qui constitueront la Société Valentin Cocq, p. 65.

LASSEULX, maire de Moresnet, début du XIXe siècle, p. 28.

LE HON, Charles (comte), homme politique, né à Tournai le 10 janvier 1792, mort à Paris le 30 avril 1868, en 1830 bourgmestre de Tournai, député au congrès national, puis ministre plénipotentiaire à Paris (voir *Bio. nationale*, t. 11, col. de 715 à 717), p. 11, 12, 18, 21, 35, 36, 41, 48, 54.

LENOIR, ingénieur à la Vieille Montagne en 1805, p. 28.

LEOPOLD I, prince de Saxe-Cobourg, né en 1790, roi des Belges en 1831, mort en 1865, p. 11.

LESOINNE, juriste et homme politique belge, né à Liège en 1770, mort en 1852, p. 10, 48.

LOMBARD, propriétaire de mines de houille qui constitueront la société de Valentin Cocq, p. 65.

M

MONTALIVET (comte), homme d'état français 1766-1823, p. 29.

MORNY, Charles (duc), homme politique français 1811-1865, prit une grande part au coup d'état de décembre 1851, p. 12, 48.

MOSSELMAN, François, Dominique, négociant, né à Bruxelles, installé à Paris depuis la conquête française,

en 1813 achète les Etablissements de Dony qu'il fera prospérer, p. 9, 10, 11, 12, 13, 14, 21, 22, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 41, 43, 48, 50, 52, 54, 56, 59, 60, 61, 62, 72.
MOSSELMAN, Alfred, fils du précédent administrateur de la Société Vieille Montagne de 1837 à 1867, p. 12, 48.

O

ODENDAHL, concurrent de Mosselman pour l'obtention des mines de Moresnet, p. 56 et 58.
OLIVIER, actionnaire des charbonnages Foxhalle-Huffnalle, p. 62.

P

PAQUO, abbé à Flône, exploitait l'établissement alunière de Flône, p. 63, 64.
PARMENTIER, homme de confiance de Mosselman en 1814, p. 31.
PERIER, Joseph, homme politique, né à Grenoble en 1781, mort à Paris en 1844, p. 48.
Philippe LE BEAU, Archiduc d'Autriche, né en 1478, mort en 1506, roi de Castille et des Pays-Bas, p. 24.
PONCELET (les 2 frères), Joseph fut directeur de la fonderie de Dony, Nicolas propriétaire à Liège d'une fabrique d'aciers fondus et de parts de charbonnages, p. 6, 62, 63.
PUIS, mandataire de la Vieille Montagne en Sardaigne et en Espagne en 1877, p. 77.

R

RAIKEM, jurisconsulte et homme politique d'état belge, né à Liège en

1787, mort en 1875, membre du Congrès national, participa à la rédaction de la constitution fut ministre de la Justice sous Léopold I, p. 10, 41.

RENSON, actionnaire du charbonnage de Valentin Cocq avant la fusion avec la Vieille Montagne, p. 65.

ROBERT, dit Robertson, physicien liégeois, né en 1763, mort à Paris en 1837, p. 6.

ROSSIUS D'HUMAIN, famille qui exploita avant 1797 le moulin de Tilf, ROUSSELIÈRE (baron), propriétaire dans la région de Montzen, p. 57, 58.

S

SACHS, ingénieur à l'établissement d'Oberhausen en 1867, p. 72.

STRAET, percevait les impôts à Moresnet en 1649, p. 24.

V

VADELEUX, directeur des mines de la Vieille Montagne en 1805, p. 28.

VAN OIRBEEK, Joseph, ingénieur directeur de la Société Vieille Montagne depuis 1937, aujourd'hui administrateur délégué, p. 17, 13.

VILAIN XIV, administrateur de la Société Vieille Montagne de 1837 à 1853, p. 12.

VILLETTE, physicien lyonnais, professeur à Liège en 1763, p. 6.

W

WUNSCH, auditeur de la Chambre des Comptes du Limbourg, p. 26, 28.

INDEX DES NOMS DE LIEUX CITES

A

ABSTON, mines dans le Cumberland, comté nord-ouest de l'Angleterre, p. 16.

ACQUARESI, mine de l'île de Sardaigne, arrondissement d'Iglesias, p. 16, 78.

ADLER, mine de Prusse rhénane occidentale, p. 43, 69.

- AFRIQUE, p. 51, 53.
 AGADIR, port du Maroc sur l'Atlantique, p. 15, 77.
 AIX-LA-CHAPELLE, ville d'Allemagne, Prusse rhénane, industries textiles, machines, p. 5, 26 et 27, 40, 42.
 AJAX, mine de Prusse rhénane, p. 69.
 ALBIGEOIS, pays de France, département du Tharn, p. 14.
 ALGÉRIE, p. 15, 16, 23, 49, 76.
 ALLEMAGNE, p. 13, 14, 17, 22, 23, 50, 55, 59, 67, 71, 83.
 ALTGLUCK, mine de la Prusse rhénane occidentale, p. 43, 71.
 AMAY, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Huy, mines d'or, de fer, de plomb, de zinc, charbonnages..., p. 13, 63, 65.
 AMÉRIQUE, p. 18, 49, 51.
 AMMEBERG, bourgade industrielle près de Stockholm, p. 14, 71.
 ANDENNE, commune de Belgique, province de Namur, arrondissement de Namur, carrières, mines d'or et de plomb, céramiques, p. 6.
 ANGLETERRE, p. 6, 18, 23, 45, 49, 50, 55, 79, 83.
 ANGLEUR, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Liège), p. 12, 14, 16, 21, 22, 38, 45, 48, 50, 61, 80, 81.
 ANVERS, p. 32, 80, 81, 82.
 APFEL, mine de Prusse rhénane à Bensberg, p. 14, 43, 68, 69.
 ARDECHE, département français formé du Vivarais et de parties du Viennois et du Valentinois, industrie de la soie naturelle, ciment, papeteries, tanneries, p. 75.
 ARIÈGE, département français formé du Causerans, d'une partie du Toulousain, métallurgie, forges, fonderies..., p. 75.
 ATLANTA, ville des Etats-Unis, capitale de l'Etat de Géorgie, p. 55.
 AUZITS, mine de houille en France, département de l'Aveyron, arrondissement de Villefranche, canton de Rignac, p. 15, 74.
 AUTRICHE, p. 55.
 AUSTRALIE, p. 56.
 AUX HOUX, commune de Valcanville, département de la Manche, arrondissement de Valognes, p. 12.
 AVEYRON, département français, ROUERQUE et fragment du Zuerchy houille, métallurgie, p. 15, 75, 77.
 AWIRS, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Liège, carrières, p. 67, 83.
- B
- BADAJOS, ville d'Espagne, capitale de l'Estrémadure et de la province de Badajoz, p. 77.
 BADE, ancien grand-duché, pays ou Etat d'Allemagne, rive droite du Rhin, p. 14, 70.
 BAC-CAN, province du Tonkin, p. 81.
 BAELEN, commune de Belgique, province d'Anvers, arrondissement de Turnhout, brasseries, tanneries, fabriques de zinc, p. 16, 18, 23, 49, 54, 67, 80, 81.
 BALEARES, p. 49.
 BELGIQUE, p. 14, 22, 53, 55, 56, 57, 81.
 BENSBERG, ville d'Allemagne, Prusse rhénane occidentale, importantes mines de plomb et de zinc, p. 13, 16, 43, 48, 68, 69, 70, 71.
 BERGAME, ville d'Italie en Lombardie, minerais de fer, p. 15, 16, 78, 79.
 BÉZIERS, ville de France, département de l'Hérault, chef lieu d'arrondissement, p. 72.
 BIERSET, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Liège, p. 67.
 BILSTAIN, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Verviers, p. 57.
 BLEIBERG, mine de Prusse rhénane, arrondissement d'Ettlinger, p. 51, 69.

BLEIDELLE, mine de Prusse rhénane à Mayen, p. 43.
 BONE, ville d'Algérie, département de Constantine, chef-lieu d'arrondissement, p. 36.
 BONN, p. 42.
 BORBECK, ville d'Allemagne, Prusse rhénane, district de Westphalie, métallurgie, p. 13, 14, 16, 17, 42, 43, 48, 68, 70, 71, 80.
 BORDEAUX, p. 80, 82.
 BRAY LU, commune de France, département Seine-et-Oise, arrondissement de Nantes, p. 14, 23, 72, 80.
 BRUGES, p. 81.
 BRULL UNKEL, mines de Prusse rhénane, p. 14.
 BRUNO, mine près de Neu-Moresnet, p. 69.
 BRUSQUE, mine de France, département de l'Aveyron, p. 75.
 BRUXELLES, p. 14, 22, 63, 80.

C

CAGLIARI, capitale de l'île de Sardaigne, port sur la côte sud de l'île, chantiers de constructions navales, p. 81.
 CAPDENAC, commune de France, département de l'Aveyron, arrondissement de Villefranche), p. 15.
 CARINTHIE, région de l'Autriche Allemande, p. 6.
 CARTHAGENE, ville d'Espagne, province de Murcie, port de guerre, p. 77, 80, 81.
 CAYLA, mines de France, arrondissement de Villefranche, commune d'Aubin, p. 15.
 CHARLEROI, ville de Belgique, province de Hainaut, chef-lieu d'arrondissement, point central du bassin houillier, centre d'industries métallurgiques, p. 32.
 CHENÉE, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Liège, p. 61.
 CHINE, p. 6.

CHOKIER, p. 52.
 CLARA, mine de Prusse rhénane, p. 69.
 COBLANCE, ville d'Allemagne, Prusse rhénane, p. 14, 70.
 COINTE, colline de l'agglomération liégeoise sise sur les communes de Liège et de Sclessin, p. 17, 50, 54, 80.
 COLOGNE, p. 41, 42, 43.
 CONGO, p. 18.
 COREMO, mine de l'île de Sardaigne, p. 15, 78.
 CORNOUAILLES, presque île située au sud-ouest de la Grande-Bretagne, p. 79.
 CREIL, commune de France, département de l'Oise, arrondissement de Senlis, faïences, verreries, constructions métallurgiques, p. 15, 29, 7.
 CROIX-DE-PALLIÈRES, mines de France, dans les départements du Gard et de l'Hérault, p. 75.
 CUMBERLAND, p. 16.

D

DANGU, commune de France, département de l'Eure, arrondissement des Andelys, p. 15, 16, 23, 74, 75, 80.
 DARTFORD, ville d'Angleterre, dans le Kent sur le Darent, papeteries, p. 12.
 DEUTZ RUNDEROTH, mines de Prusse rhénane, p. 14, 70.
 DIJON, ville de France, ancienne capitale de la Bourgogne, chef-lieu du département de la Côte d'Or, vins, bois, moutarde, p. 32.
 DINANT, ville de Belgique, province de Namur, arrondissement de Dinant, dinanderies, constructions métallurgiques, lainage, p. 75.
 DUISBOURG, ville d'Allemagne, Prusse rhénane, p. 42.
 DJELBA, mine d'Algérie, département de Constantine, p. 77, 78.
 DUSSELDORF, ville d'Allemagne sur le Rhin, filatures, métallurgie, p. 43, 67, 68.

E

- EHRENFELD, mine de Prusse rhénane située à Bensberg, p. 43.
 ESPAGNE, p. 15, 16, 23, 45, 51, 77.
 ESSEN, ville d'Allemagne, Prusse rhénane sur la Rhur, centre houiller et métallurgique, usines d'artillerie Krupp, p. 17, 42, 68.
 ETATS-UNIS, p. 17, 55, 82, 83.
 EUPEN, ville de Belgique, province de Liège, arrondissement de Verviers, laines, machines, bière, p. 59.
 FLÉMALLE, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Liège, p. 52.
 FLONE, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Huy, charbonnages, gisements de zinc, fonderies, p. 13, 16, 22, 50, 52, 63, 64, 65, 80, 81.
 FRANCE, p. 9, 12, 14, 16, 18, 21, 22, 23, 37, 42, 50, 53, 54, 55, 59, 72, 75, 76, 83.

G

- GARD, département français, formé des anciens pays de Nemsès et d'Uzège, mines de houille, de plomb et de zinc, p. 15, 76, 75.
 GOTHEMBOURG, mine de Suède près du lac de Wetteren, p. 14, 71.
 GRÈCE, p. 23, 49, 51, 79.
 GRIVEGNÉE, commune de Belgique, province et arrondissement de Liège, métallurgie, coke, p. 61.
 GRUNSWALD, mine de Prusse rhénane, arrondissement d'Eschbach, p. 68.

H

- HAMMAN, mines d'Algérie, province de Constantine, p. 15, 76, 77.
 HAUTE GARONNE, département français formé par une partie du haut Languedoc et de la Gascogne,

département surtout agricole, industries textiles et chimiques p. 75.

- HAUTES-ALPES département français formé par le Briançonnais, par une partie de l'Embrunois avec le Queyras, le Gopençais, région forestière et d'élevage, industrie électro-métallurgique, p. 75.
 HAUTMONT, commune de France, département du Nord, arrondissement d'Asvenes, brasseries, sucreries, forges, p. 15, 29, 75, 76, 80.
 HENRI-CHAPELLE, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Verviers, p. 57, 58, 52.
 HÉRAULT, département français formé d'une partie du bas Languedoc, culture de la vigne, bauxite, charbon, p. 15, 75.
 HERMALLÉS s/HUY, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Huy, carrières, fours à chaux, p. 19, 63, 65.
 HERSTAL, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Liège, charbonnages, armes de guerre, brasseries, p. 62, 58.
 HOFFNUNG, mine de Prusse rhénane, arrondissement de Runderoth, p. 71.
 HOLLANDE, p. 11, 50, 83.
 HOLLIGNE-AUX-PIERRES, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Liège, charbonnages, carrières de sable, p. 14, 66, 67, 80, 81.
 HON, hameau de France, commune d'Hendreville, département de l'Eure, arrondissement de Louviers, p. 12.
 HORION HOZEMONT, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Liège, carrières, mines de houille et de fer, p. 52.

I

- IGLESIAS, mines situées en Sardaigne, province de Cagliari, p. 15, 77, 78, 81.

IMMEKEPPEL, commune d'Allemagne, Prusse rhénane, p. 68.
INDES, p. 6, 12.
ITALIE, p. 15, 17, 43, 45, 49, 77, 79, 83.

J

JAPON, p. 17, 49.
JENEFFE, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Liège, p. 66, 64.
JULIEN, mine de Prusse rhénane à Bensberg, p. 43, 68.

L

LA CALAMINE, voir Moresnet, p. 27, 32.
LAGUEPIE, commune de France, département de Tarn-et-Garonne, arrondissement de Montauban, p. 15.
LA HAYE, p. 11.
LEVALLOIS-PERRET, commune de France, département de la Seine, arrondissement de Saint-Denis, constructions mécaniques, produits chimiques, p. 14, 16, 23, 73.
LIÈGE, ville de Belgique, chef-lieu de la province de ce nom, constructions métalliques, mécaniques, électriques, fonderies, armes, produits chimiques, p. 5, 7, 9, 10, 22, 26, 27, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 48, 64, 81, 82.
LIMBOURG, duché de Limbourg, ancienne province des Pays-Bas, partagé aujourd'hui entre la Belgique et la Hollande, p. 24, 27, 56, 49.
LISBONNE, p. 55.
LIVIGNAC-LE-HAUT, commune de France, département de l'Aveyron, arrondissement de Villefranche, p. 14.
LOMMEL, commune de Belgique, province de Limbourg, arrondissement de Masseyck, p. 16.
LONDRES, p. 40, 82.

LOT, département français comprenant le Quercy, région surtout agricole, p. 75.
LUDERICH, mines de Prusse rhénane à Bensberg), p. 14, 43, 69, 70.
LUX, mine de Prusse rhénane, p. 68.
LYON, p. 32.

M

MADRID, p. 45.
MALLIEUE, lieu dit de la commune d'Engis, province de Liège, arrondissement de Liège, p. 64, 65.
MAROC, p. 15, 23, 49, 77, 83.
MARSEILLE, p. 80.
MARTIQUES, commune de France, département des Bouches du Rhône, arrondissement d'Aix, p. 80.
MAYEN, ville d'Allemagne, Prusse rhénane, p. 13, 43.
MELBOURNE, p. 49, 55.
MEXIQUE, p. 17, 42, 82, 83.
MILLAU, ville de France, département du Tarn, chef-lieu d'arrondissement, p. 75.
MONSIN, île de Monsin, lieu dit sur la rive gauche de Liège, dépendance d'Herstal, p. 58, 62, 63.
MONS-LEZ-LIÈGE, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Liège, houillères, p. 66, 67, 63 et 64.
MONTATAIRE, commune de France, département de l'Oise, arrondissement de Senlis, métallurgie, p. 75.
MONTZEN, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Verviers, mines de plomb, de zinc, carrières, p. 26, 57.
MORESNET, Moresnet neutre ou la Calamine réuni à la Belgique par le Traité de Versailles en 1919, p. 9, 12, 16, 18, 26, 27, 29, 30, 31, 36, 41, 42, 46, 48, 50, 51, 52, 56, 58, 59, 80.

MORGENROTHER, mine de Prusse rhénane, arrondissement d'Ettlingen, p. 69.

MULHEIM s/RHUR, ville d'Allemagne, Prusse rhénane, district de Westphalie, métallurgie, p. 13, 14, 42, 43, 48, 59, 69, 70, 71.

N

NAMUR, ville de Belgique, chef-lieu de la province de ce nom, fours à chaux, fabriques de ciment, plomberie, zinguerie, p. 5, 27, 32, 64.

NEU-WEZEL, mines de Prusse rhénane, p. 14, 70.

NEW-YORK, p. 55, 82.

NORVÈGE, p. 83.

NIKOLAU-PHÖNIX, mine de Prusse rhénane, arrondissement de Marckelsbach-Odersherd, p. 71.

O

OBERHAUSEN, ville d'Allemagne, Prusse rhénane, nord-ouest d'Essen, houille fer, p. 16, 42, 43, 48, 67, 71, 72.

OUARSENIS, massif montagneux d'Algérie aux confins des départements d'Oran et d'Alger, p. 15, 76, 77, 80, 81.

OURTHE, département français de 1794 à 1814, aujourd'hui province de Liège, p. 7, 27, 29.

P

PAYS-BAS, p. 9, 33, 34, 35.

PAMPOLONNE, commune de France, département du Tarn, arrondissement d'Albi, p. 76, 80.

PARIS, p. 9, 11, 12, 15, 21, 26, 30, 32, 37, 38, 54, 64, 80.

PENCHOT, commune de France, département du Lot, arrondissement de Villefranche, p. 14, 16, 23, 73, 74, 76.

PENNY, mine de Prusse rhénane, p. 69.
PERTUSOLA, mine de l'île de Sardaigne, arrondissement d'Iglésias, p. 16, 78.

PESTE, mine de Prusse rhénane, arrondissement de Runderoth, p. 71.

POLOGNE, p. 48.

PORT-DE-BOUC, commune de France, département des Bouches du Rhône, arrondissement d'Aix, port, houille, phosphate, p. 15, 76, 80, 82.

PORTO, p. 55.

PORTUGAL, p. 55.

PRUSSE, p. 10, 11, 13, 22, 34, 35, 36, 40, 41, 42, 43, 56.

PYRÉNÉES, p. 23, 76.

Q

QUERCY, ancien pays de France, formant le département du Lot et une partie de celui du Tarn et de la Garonne, p. 14.

R

ROME, p. 43.

ROUERGUE, ancien pays du midi de la France, il correspond au département de l'Aveyron, p. 14, 76.

ROUSSON, commune de France, département du Gard, arrondissement d'Alès, houille, p. 75.

RUSSIE, p. 16, 51.

S

SAINT-FELIX-DE-PALLIÈRES, commune de France, département du Gard, p. 75, 76.

SAINT-GEORGES-S/MEUSE, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Liège, houillères, p. 19, 63, 65.

SAINT-LAURENT-LE-MINIER, commune de France, département du Gard, p. 75, 77.

SAINT-LÉONARD, quartier nord de la Ville de Liège, p. 7, 9, 16, 22, 30, 33, 48, 50, 59, 60, 55.

SAINT-PETERSBOURG, p. 32.

SAN-BENEDETTO, commune de l'île de Sardaigne, p. 15, 78.

SAN-PIETRO, île de la côte occidentale de la Sardaigne, province de Cagliari, p. 15, 78.

SANTANDER, port d'Espagne sur l'Atlantique, p. 77.

SARDAIGNE, p. 6, 15, 16, 47, 79, 81.

SCANDINAVIE, p. 49.

SCLESSIN, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Liège, p. 52.

SERAING, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Liège, siège de nombreuses industries, p. 13.

SILBERSAND, mine de Prusse rhénane située à Mayen, p. 43, 69.

SILBERSEIFEN, mine de Prusse rhénane, arrondissement de Eitoef, p. 69.

SILESIE, p. 6, 14, 48.

STOLBERG, ville d'Allemagne, Prusse rhénane, houille, zinc, plomb, métallurgie, industries chimiques, p. 24, 32, 27.

SUÈDE, p. 14, 16, 23, 53, 55, 71, 72, 82, 83.

T

TAMARAS, mine de l'île de Sardaigne, arrondissement d'iglésias, p. 15, 78.

TARN, département du sud-ouest de la France, métallurgie, industrie textile, verrerie, p. 15, 75.

THASOS, île grecque du nord de la mer Egée, p. 17, 79.

TILF, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Liège, p. 16, 18, 22, 48, 61, 62, 80, 81.

TONKIN, p. 49, 81.

TOURNAI, ville de Belgique, province du Hainaut, chef-lieu d'arrondissement, centre manufacturier, p. 17.

TUNISIE, p. 23, 77.

TURIN, p. 40.

U

UCKERATH, ville d'Allemagne, Prusse rhénane occidentale, présidence de Cologne, mines de fer, plomb et zinc, p. 13, 43, 48, 71.

UHLAND, mine de Prusse rhénane, arrondissement d'Uckerath, p. 71.

V

VALCANVILLE, commune de France, département de la Manche, arrondissement de Valognes, p. 17, 23, 72.

VELROUX, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Liège, p. 64.

VERVIERS, ville de Belgique, province de Liège, chef-lieu d'arrondissement, fabrication et commerce de draps, tissus de laine, ateliers de construction de machines et mécaniques, laminoirs à zinc et à plomb, p. 32.

VIENNE, p. 34, 55.

VIVEGNIS, quartier nord-est de la Ville de Liège, p. 9, 33, 60.

VIVIEZ, commune de France, département de l'Aveyron, arrondissement de Villefranche, p. 14, 16, 23, 73, 74, 80, 82, 84.

W

WELKENRAEDT, commune de Belgique, province de Liège, arrondissement de Verviers, minerais de fer, plomb et zinc, p. 27, 57, 58, 59, 53.

WIESBADEN, ville d'Allemagne, Prusse, capitale de l'ancien duché de Nassau, eaux thermales, p. 14, 70.

Wiesloch, mine du grand-duché de Bade, p. 48, 70.

WILLESBERG, mine de Prusse rhénane occidentale, p. 71.

Z

ZILBERSCHIFFEN, mine de Prusse rhénane occidentale, p. 43.

INDEX DES NOMS DES SOCIÉTÉS

A

AKTIENGESELLSCHAFT DES ALTENBERGS FÜR BERGBAU UND UNKLUTTENBETRIEB (Allemagne, Prusse rhénane), p. 17, 71.

AMERICAN METAL COMPANY LIMITED (Etats-Unis, New-York) p. 47.

ANACONDA COPPER MINING COMPANY p. 47.

ANTONIUS (Allemagne, Prusse rhénane), p. 13.

ARTISTES XHORRE (charbonnage) (Belgique, province de Liège), p. 52, 60.

ASTURIENNE DES MINES (compagnie royale) (Belgique, Bruxelles), p. 82.

B

BALDAZ-LALORE (charbonnage) (Belgique, province de Liège), p. 14, 52, 60, 55.

BEZELUIS (Allemagne, Prusse rhénane), p. 51.

BLANC DE ZINC (Belgique, province du Brabant, Bruxelles), p. 14, 22, 52, 60, 63.

BLEYBERG (Allemagne, Prusse rhénane) p. 51.

BONNE-ESPÉRANCE (charbonnage) (Belgique, province de Liège), p. 45.

BRAY (laminiers) (France, département Seine-et-Oise), p. 16, 52.

BROKEN HILL SOUTH LIMITED (Australie), p. 47.

BUNKER HILL AND SULLIVAN MINING AND CONCENTRATING COMPANY (Kellog Idano), p. 47.

C

CAPDENAC (usine hydro-électrique) (France, département de l'Aveyron), p. 15.

CÉRÉ (Société hydro-électrique) (France, département de l'Aveyron), p. 15, 74.

COLLADIOS (charbonnage) (Belgique, province de Liège), p. 14, 23, 60, 65, 66, 67.

COMMENTRY FOURCHAMBAULT ET DECAZEVILLE (France-Paris), p. 76.

CONCORDIA (Allemagne, Prusse rhénane), p. 42.

CONFRAMET (France-Paris), p. 79.

COURTILLON (usine hydro-électrique) (France, département de Tarn-et-Garonne), p. 15.

GREIL (France, département de l'Oise), p. 75.

D

DANGU (laminiers) (France, département de l'Eure), p. 16.

DOLHAIN (Belgique, province de Liège) p. 57.

E

ELECTRICITÉ DE LA CAMPINE (Belgique, province d'Anvers), p. 82.

ELZING (Mexique, Mexico), p. 82.

ESCHWEILLER (Allemagne, Prusse rhénane), p. 51.

F

- FILLOIS (mines de fer) (France, département de l'Aveyron), p. 75.
 FOXHALLE (charbonnage) (Belgique, province de Liège), p. 22, 62, 63.

G

- GANDS MAKETS (Belgique, province de Liège), p. 65.
 GRANDE-MONTAGNE (Belgique, province de Liège), p. 13, 64, 65.

H

- HAUSTER (société des laminoirs de Hauster) (Belgique, province de Liège), p. 62.
 HAUTMONT (France, département du Nord), p. 11.
 HELLENIQUE MÉTALLURGIQUE ET MINIÈRE DE THASOS (Grèce), p. 17, 79.
 HUFNALLE (charbonnage) (Belgique, province de Liège), p. 22, 52, 62.

I

- IGLÉSIAS (société des mines) (Italie, Sardaigne), p. 77.
 IMPÉRIAL SMELTING CORPORATION LIMITED (Angleterre, Londres), p. 47.

L

- LA PLANQUETTE (charbonnage) (France département de l'Aveyron), p. 14.
 LINALUX (centrale électrique) (Belgique, province de Liège), p. 84.
 QUES DU NORD (Etablissements Kuhlmann) (France, Paris), p. 82.
 METALLGESELLSCHAFT (Allemagne, Frankfort), p. 46.
 MEUSE (mines et fonderies de zinc) (Belgique, province de Liège), p. 13, 53, 64, 65, 66.

- MICHELIO ET METALLI NOBILI (Italie), p. 16, 79.
 MONTANGESCHAFT (Allemagne, Berlin), p. 79.
 MONTJOIE (Italie, Turin), p. 47.

N

- NASSAU (Allemagne, Prusse rhénane), p. 13, 67.
 NORTH BROKEN HILL LIMITED (Australie), p. 40.

P

- PENCHOT (fonderie, laminoir) (France, département du Lot), p. 16.
 PENNAROYA (France-Paris), p. 16, 46.
 PETITE FOXHALLE (fonderies charbonnières) (Belgique, province de Liège), p. 12, 52.
 PORT DE BOUC (France, département des Bouches du Rhône), p. 11.
 PRAYON (société métallurgique) (Belgique, province de Liège), p. 83.
 PRUSSE RHÉNANE (Allemagne, Prusse rhénane), p. 13, 43, 48, 53, 66, 67, 68, 70.

R

- ROUERGUE (société d'énergie électrique) (France, Paris), p. 74.

S

- SAINT-GEORGES (charbonnage) (Belgique, province de Liège), p. 64.
 SAINT-LÉONARD (usine à zinc) (Belgique, province de Liège), p. 8, 16, 22.
 SAINT-VICTOR (Italie, Sardaigne), p. 79.
 SAN FRANCISCO MINE OF MEXICO (Etats-Unis, New-York), p. 48.
 SCLESSIN (hauts-fourneaux) (Belgique, province de Liège), p. 52, 60.
 SOCIÉTÉ CIVILE DE LAMINNE (Belgique, province de Liège), p. 51.

SORGUE ET TARN (France, département de l'Hérault), p. 74.

STOLBERG ET WESTPHALIE (mines et fonderies de plomb et de zinc) (Allemagne, Prusse Rhénane), p. 46.

SULPHIDE CORPORATION LIMITED (Angleterre, Londres), p. 47.

T

THE MARGANAL (Angleterre, Londres), p. 15.

THE ZINC CORPORATION LIMITED (Angleterre-Londres), p. 47.

U

UNION ELECTRIQUE DES PYRENÉES OCCIDENTALES (France), p. 15, 74.

V

VAAST (fonderies, laminoirs et ateliers) (France, Paris, p. 82.

VALENTIN COCQ (houillère et fonderies de zinc) (Belgique, province de Liège), p. 12, 13, 17, 23, 48, 53, 65, 66, 67, 80.

VEDRIN (Belgique, province de Namur) p. 82.

VESDRE (mines et hauts-fourneaux) (Belgique, province de Liège), p. 58.

VIVIEZ (fonderies) (France, département de l'Aveyron), p. 15, 76.

W

WENDEL (société de Wendel) (France Lorraine, Hayange et Moyeure), p. 54.

Z

ZINCS DE LA CAMPINE (Belgique, Campine, Budel), p. 82.

ZINC FRANCAIS (France-Paris), p. 75.

- Bijdragen 41. Cahiers 41.
H. Liebaut, Repertorium van de pers in het arrondissement Aalst (1840-1914). 1967.
fr. 290 (abonnement fr. 245)
- Cahiers 42. Bijdragen 42.
Arthur J. Vermeersch, Répertoire de la presse bruxelloise, 1789-1914. Repertorium van de Brusselse pers, 1789-1914. (I, A-K). 1965.
fr. 740 (abonnement fr. 630)
- Bijdragen 43. Cahiers 43.
E. Voordeckers, Drukkers en pers in het arrondissement Roeselare (1847-1914). 1965.
fr. 320 (abonnement fr. 270)
- Cahiers 44. Bijdragen 44.
M. L. Warnotte, Etude sur la presse à Namur, 1794-1914.
fr. 565 (abonnement fr. 485)
- Bijdragen 48. Cahier 48.
Hugo Degraer, Willy Maervoet, Frieda Martens, Frank Simon, Anne-Marie Simon-Vander Meersch: Repertorium van de Westvlaamse pers. (ter perse)
- Bijdrage 49. Cahier 49.
R. De Borger: De Antwerpse pers, (1792-1914). (Ter perse).
- Cahiers 50. Bijdragen 50.
Arthur J. Vermeersch: Répertoire de la presse bruxelloise, 1789-1914. - Repertorium van de Brusselse pers, 1789-1914. (II, L-Z). (sous presse)

BIBLIOGRAPHIE — BIBLIOGRAFIE

- Bijdragen 8. Cahiers 8.
M. De Vroede, Bibliografische inleiding tot de studie van de Vlaamse Beweging, 1830-1959.
Uitverkocht
- Cahiers 13. Bijdragen 13.
J. Dhondt en S. Vervaeck, Instruments biographiques pour l'histoire contemporaine de la Belgique. 1960. 2e éd.
fr. 140 (abonnement fr. 120)
- Cahiers 15. Bijdragen 15.
Paul Gérin, Bibliographie de l'Histoire de Belgique, 1789-1831. 1960.
fr. 650 (abonnement fr. 555)
- Bijdragen 30. Cahiers 30.
D. De Weerd, Publications officielles de la Belgique contemporaine. 1963.
fr. 650 (abonnement fr. 555)
- Cahiers 37. Bijdragen 37.
S. Vervaeck, Bibliographie de l'Histoire de Belgique, 1831-1865. 1965.
fr. 460 (abonnement fr. 390)
- Cahiers 38. Bijdragen 38.
J. De Belder en J. Hannes, Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1865-1914. 1965.
fr. 460 (abonnement fr. 390)

ARCHIVES ECONOMIQUES — EKONOMISCHE ARCHIEVEN

- Cahiers 9. Bijdragen 9.
M. Colle-Michel, Les archives de la S.A. Cockerill-Ougrée des origines à nos jours. 1959.
fr. 60 (abonnement fr. 50)
- Cahiers 19. Bijdragen 19.
Bertrand Gille, Crise politique et crise financière en Belgique. Lettres adressées à la maison Rothschild à Paris par son représentant à Bruxelles (1838-1840). 1961.
fr. 670 (abonnement fr. 570)
- Cahiers 24. Bijdragen 24.
M. Colle-Michel, Les Archives de la s.a. Métallurgique d'Espérance-Longdoz des origines à nos jours. 1962.
fr. 110 (abonnement fr. 95)
- Cahiers 33. Bijdragen 33.
Bertrand Gille, Lettres adressées à la maison Rothschild de Paris par son représentant à Bruxelles (1843-1853). 1963.
fr. 630 (abonnement fr. 535)
- Cahiers 46. Bijdragen 46.
M. Colle-Michel, Les archives de la Société des Mines et Fonderies de zinc de la Vieille-Montagne. 1967.
(sous presse)

SOURCES SUR LES CLASSES SOCIALES — BRONNEN BETREFFENDE DE SOCIALE GROEPEN

- Bijdragen 11. Cahiers 11.
S. Vervaeck, De samenstelling van de goeode stand te Mechelen op het einde van de XVIIIe eeuw en het begin van de XIXe eeuw (1796-1813). Een methodologisch onderzoek. 1960.
fr. 50 (abonnement fr. 43)

- Bijdragen 18.** Cahiers 18.
H. Balthazar, J. De Belder, J. Hannes, J. Verhelst. Bronnen voor de sociale geschiedenis van de XIXe eeuw (1794-1914), 2e uitg. 1965. fr. 265 (abonnement fr. 225)
- Bijdragen 22.** Cahiers 22.
Solange Vervaeck, Enkele bronnen uit de Franse tijd. Hun belang voor de sociale geschiedenis. 1962. fr. 170 (abonnement fr. 145)
- Bijdragen 31.** Cahiers 31.
K. Vanden Abeele, de gedwongen lening van het jaar IV te Leuven. Bronnenmateriaal voor sociale geschiedenis onder Frans Bewind. 1963. fr. 140 (abonnement fr. 120)

HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER — GESCHIEDENIS DER ARBEIDERSBEWEGING

- Bijdragen 27.** Cahiers 27.
H. Wouters, Dokumenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging : 1831-1853. 1964. 3 delen. fr. 1970 (abonnement fr. 1675)
- Cahiers 34.** Bijdragen 34.
L. Linotte, Les manifestations et les grèves dans la province de Liège de 1831 à 1914. 1964. fr. 280 (abonnement fr. 240)
- Bijdragen 40.** Cahiers 40.
H. Wouters, Dokumenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging, 1853-1865. 1966. fr. 540 (abonnement fr. 460)
- Cahiers 45.** Bijdragen 45.
J. Bayer-Lothe, Documents relatifs au mouvements ouvriers dans la province de Namur au XIXe siècle. Ière partie, 1794-1848. 1967. fr. 320 (abonnement fr. 270)
- Bijdragen 47.** Cahiers 47.
C. Oukhow, Documents relatifs à la Ière Internationale en Wallonie (sous presse)

STATISTIQUES — STATISTIEKEN

- Cahiers 25.** Bijdragen 25.
Nicole Caulier-Mathy, Statistiques de la province de Liège sous le régime hollandais 1962. fr. 240 (abonnement fr. 205)

ARCHIVES POLITIQUES — POLITIEKE ARCHIEVEN

- Cahiers 29.** Bijdragen 29.
H. Haag, Les archives personnelles des anciens ministres belges. 1963. fr. 60 (abonnement fr. 50)

DIVERS — VARIA

- Cahiers 1.** Bijdragen 1.
 Neuf rapports sur les sources de l'histoire contemporaine de la Belgique. Negen verslagen betreffende de bronnen van de Belgische Hedendaagse geschiedenis. 1957. fr. 85 (abonnement fr. 75)
- Bijdragen 7.** Cahiers 7.
W. Theuns, De organieke wet op het middelbaar onderwijs (1 juni 1850) en de conventie van Antwerpen. 1959. fr. 80 (abonnement fr. 70)
- MÉMOIRES I.** VERHANDELINGEN I.
R. Devleeshouwer, Les Belges et le danger de guerre (1910-1914). 1958. fr. 370 (abonnement fr. 315)
- VERHANDELINGEN II.** MÉMOIRES II.
D. De Weerd, De Gentse textielbewerders en arbeidersbeweging tussen 1866 en 1881. Bijdrage tot de sociale geschiedenis van Gent. 1959. fr. 310 (abonnement fr. 265)
- MÉMOIRES III.** VERHANDELINGEN III.
Colette Lebas, L'union des catholiques et des libéraux de 1839 à 1847. Etude sur les pouvoirs exécutif et législatif. 1960. fr. 420 (abonnement fr. 360)
- VERHANDELINGEN IV.** MÉMOIRES IV.
Romain Van Eenoo, Een bijdrage tot de geschiedenis der arbeidersbeweging te Brugge (1864-1914). 1959. fr. 440 (abonnement fr. 375)